NOAM ANOUAR

LA FRANCE DOIT SAVOIR

UN FLIC CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE DES ISLAMISTES RACONTE

PLON

PLON

Noam Anouar
Willy Le Devin

La France doit savoir

Un flic chargé de la surveillance des islamistes raconte



PLON
www.plon.fr

Ouvrage dirigé par Laurent Léger

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr
www.lisez.com

Mise en pages : Soft Office
Dépôt légal : septembre 2019
ISBN : 978-2-259-27734-1

Préface

Par Guillaume Ryckewaert, commissaire de police,
secrétaire national du syndicat des cadres de la sécurité intérieure

Alors commissaire de police en Martinique, promis à prendre le poste de chef du service de renseignements de Seine-Saint-Denis deux mois plus tard, j'ai une conversation téléphonique avec une collègue et amie de la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) qui m'expose le contexte du poste et, en particulier, les difficultés très médiatisées de la mosquée de Drancy déstabilisée par un collectif radicalisé. En prenant position pour la loi qui interdit le port du voile intégral, l'imam de la mosquée de Drancy, Hassen Chalghoumi, s'est singularisé au sein de sa communauté, majoritairement hostile à cette loi. Ma collègue m'explique qu'un gardien de la paix qu'elle a alors régulièrement au bout du fil dans le suivi de l'affaire gère à lui seul et efficacement ce dossier ô combien sensible. Elle me le présente comme « Grand Corps malade », en raison de sa voix grave semblable à celle du célèbre slameur du 93. Il s'agit de Noam Anouar, policier du Service du renseignement territorial de Seine-Saint-Denis…

Remplir spontanément, librement et harmonieusement une note blanche, voilà bien un point de comparaison entre le slameur et un bon agent de renseignements… Je vais m'appliquer à respecter le même esprit dans les quelques lignes qui vont suivre.

*

Jeudi 1er avril 2010 : première rencontre avec Noam Anouar à Bobigny. D'emblée, il me marque par sa présence assurée, un mélange de fermeté dans son attitude, de courtoisie, d'ambition et de malice, ainsi qu'une capacité à affirmer de manière argumentée son point de vue. Voilà clairement ce que j'apprécie chez un collaborateur : du respect sans allégeance, la loyauté à l'intérêt

général avant celle, aveugle, au chef et la défense argumentée de son point de vue. Dans des unités comme les services judiciaires ou de renseignements, les policiers sont soumis à une « obligation de moyens » et doivent davantage recourir à l'initiative et la créativité pour être efficaces. Cela passe, parallèlement, pour la hiérarchie, par la gestion opportune d'une certaine autonomie plutôt que par un autoritarisme désuet ou un présentéisme stérile encore très ancrés dans les mœurs managériales.

La préfecture de police vit (alors) son apogée avec une extension de sa compétence à la petite couronne. Son service de renseignements dédié, la DRPP, découvre depuis quelques mois l'autre côté du périphérique. Après avoir été successivement « Renseignements généraux 93 » jusque 2008 puis Service départemental de l'information générale (SDIG 93) en 2009 au sein de la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP), le service devient Service central du renseignement territorial (SCRT) avec toutes les difficultés inhérentes aux changements de structures, de méthodes et de têtes.

La DRPP fait encore peu de cas du radicalisme islamiste en Seine-Saint-Denis et ne juge pas utile (jusqu'en 2015) d'investir dans une structure décentralisée dédiée à sa lutte au sein de son STR (93)… L'islamisme radical n'est alors pas encore associé à des événements comme le Bataclan et *Charlie Hebdo*, et l'évocation du terrorisme dans les sphères hiérarchiques ramène davantage à des discussions sur les souvenirs du terrorisme corse ou basque, il est vrai moins sensible dans le 93. Le directeur de cabinet du préfet de Seine-Saint-Denis de l'époque, Laurent Nuñez, s'inquiète du sort de la mosquée de Drancy, au même titre que le préfet Christian Lambert, nommé en grande pompe préfet du département quelques jours plus tard. Il opte pour la fermeté dans le règlement de ce litige, et le problème sera réglé en quelques jours, après plusieurs mois d'atermoiements…

Les errances structurelles m'obligent à m'appuyer sur quelques personnes de confiance. Noam Anouar en est une et me permet d'entrer dans des endroits « impénétrables ». Il me convainc définitivement que la valeur (y compris professionnelle) d'un homme dépasse souvent les titres pompeux ou les grades. Comme d'autres gardiens de la paix côtoyés dans ma vie professionnelle, il me confirme, au passage, que l'ascenseur social fonctionne insuffisamment dans une police très axée sur certains dogmes (concours, ancienneté, évaluations

professionnelles surannées, etc.). Elle ignore, ainsi, la valorisation de nombreux potentiels, sans cesse plus nombreux à quitter le « paquebot ».

Soucieux de donner satisfaction, sa compétence, sa personnalité et son charisme permettent facilement à Noam Anouar de fréquenter tous les milieux, du cœur des cités de Clichy-sous-Bois aux salons de l'ambassade américaine. Il dispose d'une riche connaissance du territoire, des arcanes de la géopolitique et de ses liens avec le territoire séquano-dionysien soumis à d'âpres enjeux politiques sur le fait musulman.

Les incidences sont grandes : en Seine-Saint-Denis et au-delà, les autorités étatiques et élus pâtissent d'une méconnaissance de l'islam. Elle est visiblement propice à une instrumentalisation réciproque, les enjeux électoraux, tant dans la vie politique que dans la vie associative (et financière), des mosquées prenant le pas sur la maîtrise de l'islam et de ses dérives. Dans leur ouvrage *Inch'allah : l'islamisation à visage découvert*[1,] et en dépit des nombreuses critiques d'esprits bien-pensants, Gérard Davet et Fabrice Lhomme ont plutôt réalisé un état des lieux fidèle de ces aspects…

Noam Anouar sait aussi se faire apprécier et respecter de ses interlocuteurs, moins au sein d'une institution plus encline à se nourrir d'un certain conformisme où être moyen et « dans le moule » sont des vecteurs plus sûrs d'une réussite professionnelle…

Le livre qui suit aborde, notamment, une forme de frustration, de dépit, voire de rancœur. Il est probable que la méconnaissance générale de l'islam dans une France en perte de repères explique la tendance à facilement stigmatiser le fonctionnaire maghrébin et/ou musulman. Il devient finalement souvent la seule prise personnelle concrète sur la peur de l'islamisme (et plus globalement de l'inconnu) pour le quidam, y compris parfois le policier…

Peu entendu sur son constat des dérives inhérentes à l'islam et notamment l'islamisme radical, le policier de terrain est aussi moins écouté que le hiérarque servile sur la réalité de la sociologie des cités et celle de certains pans de la délinquance (le trafic de stupéfiants, en particulier, qui structure économiquement et dorénavant socialement des banlieues). Le racisme plus ou moins assumé à l'égard du collègue maghrébin et/ou musulman devient alors,

parfois, l’alternative. Il faut évidemment dénoncer ce racisme diffus dans la police, tout en admettant qu’il se nourrit peut-être notamment des non-dits ethnico-religieux dans l’action policière globale. Les tabous servent ainsi le racisme qui, pour certains, par un raccourci inexcusable, devient un exutoire facile.

*

Ne croyez pas que cette préface est prétexte à idolâtrie. Au risque d’encourir le cliché de la catégorisation, en découvrant certains pans plus personnels de la vie de Noam Anouar, je comprends mieux une quête de reconnaissance, voire de revanche sociale, qu’on retrouve chez de nombreux policiers maghrébins et/ou musulmans.

Elle me rappelle également une certaine dénonciation obsessionnelle de l’extrême droite comme coupable désigné de tous les maux mais qui, finalement, d’après moi, opère suivant les mêmes mécanismes d’exclusion dénoncés. Du reste, la structuration en France de l’antiracisme est bien souvent une forme larvée de racisme qui doit aussi questionner sur l’esprit de débat et d’ouverture d’une société en quête d’ennemis plus que d’idées.

Peut-être, cependant, que cette certitude personnelle du Bien correspond à ce qui manque globalement dans nos valeurs collectives où la dévotion au droit positif et aux droits de l’homme a supplanté les évidences morales du droit naturel et la quête du Vrai, au point de mettre sur un même plan tous les droits. Cela laisse le champ libre à ceux qui assument pleinement la certitude de leurs convictions, qu’elles soient respectables ou non.

Je ne partage pas tous les points de vue et prises de position de Noam Anouar, mais j’admire la conviction qu’il met pour les défendre et qui permet la richesse des échanges et de notre destin collectif…

Je ne travaille plus avec lui depuis janvier 2013, mais nous avons conservé un contact amical. La culture de la précaution et la déshumanisation de la hiérarchie amènent souvent à oublier de dire le bien qu’on pense d’une personne, sinon qu’à sa mort, en prenant autrui à témoin, en forme de rédemption peut-être. J’ai préféré saisir l’occasion qui m’est donnée ici pour l’assumer de notre vivant.

Le pouvoir en place (et en marche) aime aussi parler du « destin de la France », s'appuyant pour cela sur les concepts d'audace, d'imagination, de risque ou de confiance… Avec des policiers comme Noam Anouar, il a ces atouts sous la main…

Guillaume Ryckewaert

1. Fayard, 2018.

Prologue

J'ai rencontré Noam Anouar il y a quelque temps. Impossible ici de dire quand, sous peine d'attenter au secret des sources. Mais de café en déjeuner, une évidence est vite apparue. Son intelligence situationnelle est redoutable. L'art de manipuler des infiltrés sans doute, mais aussi un sens politique aigu, ce petit plus que donne à ceux qui l'ont une nette longueur d'avance sur la compréhension de la société. Et puis, Noam Anouar est une encyclopédie du 93. Une micro-décennie aux renseignements d'un département qui est le sien depuis quasiment toujours lui aura apporté anecdotes et boules puantes sur la terre entière. Pas un élu, pas un imam, pas un responsable d'association n'échappe à son disque dur mental. Citez un nom, et vous voilà embarqué dans les turpitudes de ses réseaux, amitiés, tourments, casseroles… Si l'on demande à un agent de renseignement d'en savoir le maximum sur son territoire, Noam Anouar en est assurément un fabuleux. Restait à faire quelque chose de ce canevas, de ces milliers de lignes de notes devenues ensuite des heures d'enregistrement. Un livre ?

*

À l'heure où l'antiterrorisme devient un sujet de discussion parmi d'autres pour les Français, le désir d'en savoir plus est immense. Secouée par les attentats depuis sept ans, la France décide de se réembastiller à grand renfort de lois sécuritaires. Et s'interroge légitimement sur qui la protège et comment. Les services secrets fascinent autant qu'ils inquiètent. Derrière eux se nichent toujours scandales d'État et théories du complot. C'est pourquoi, en période de terreur, au milieu du tumulte politique, des récupérations plus ou moins scabreuses et des intox, la pédagogie est d'or. Sans fantasme ni angélisme, nous avons voulu incarner, à travers l'histoire de Noam Anouar, le quotidien de ceux qui luttent contre le terrorisme sur le terrain. Avec des questions simples : comment surveille-t-on une mosquée salafiste ? Comment gère-t-on un infiltré ?

Pourquoi des services, idéalement partenaires, se mènent-ils une guerre fratricide ? À quel niveau ceux-ci ont-ils failli dans la protection des Français ?

Pour cela, Noam Anouar a accepté l'idée d'un récit à la première personne. Aventure rarissime, secret-défense oblige. Si le risque a été pris, c'est tant par volonté de parler de son travail que, entendons-nous bien, pour régler quelques comptes. Le message du narrateur, son expérience, sa valeur intrinsèque d'agent s'en trouvent-ils pour autant caduques ? Absolument pas. Au contraire, son exploration des arcanes de l'islam radical en Seine-Saint-Denis, département peuplé du plus grand nombre de fichés S de France il y a peu, offre un récit passionnant et inédit. On ne le répétera jamais assez, mais nous disposions de toutes les alertes utiles pour réaliser avant l'heure que le terrorisme allait resurgir tôt ou tard dans l'Hexagone. L'essor du salafisme a été minoré et des maires (de gauche mais aussi de droite) ont cru pouvoir surfer sur une régulation communautaire garante de la paix sociale, et l'islam de France a fait l'objet d'une bien piteuse gestion, abandonné corps et âme à des responsables fantoches, loin des préoccupations des musulmans tricolores. À ce titre, le témoignage de Noam Anouar, circonscrit sur la période 2009-2015, celle de l'escalade vers le pire, apparaît limpide et cruel à bien des égards.

*

Fort en gueule et orgueilleux à souhait, Noam Anouar n'a rien d'un enfant de chœur. Sa capacité de travail fait rêver : il passerait des jours entiers sur ses missions s'il le fallait. Mais, revêche, il rend coup pour coup dès lors qu'il se sent outragé. Prenant vite l'ascendant sur les autres, il peut aussi contourner toutes celles et ceux qui lui apparaissent illégitimes. Noam Anouar bouillonne de la rage des enfants qui ont grandi trop vite, seuls, dans l'univers hostile des quartiers populaires du pourtour parisien. Lui vient de Goussainville, de parents algériens, et avait une haute idée de son destin. Il voulait servir la République, qu'il aime sincèrement, mais s'est heurté, comme tant d'autres, à ses inerties et à ses lignes de fuite.

À force de désillusions et de coups, Noam Anouar s'est quelque peu marginalisé. Coutumière du fait, la hiérarchie policière en a profité pour le décrédibiliser aux yeux de la presse et donc du public, en allant jusqu'à instrumentaliser les pires abjections. Ainsi, certains ont laissé entendre que Noam Anouar aurait quitté le renseignement en raison d'un endoctrinement religieux. Après des mois passés en sa compagnie, je peux attester solennellement du

ridicule de ces accusations. La police chercherait-elle, une fois de plus, à détourner l'attention ? Corsetée à souhait, l'institution, malade du couvercle qu'elle appose sur certains problèmes, aurait tort de jeter ce livre aux orties. Car sa force, c'est sa sincérité.

Aujourd'hui, Noam Anouar a entamé une autre vie. Il a décidé d'apparaître dans les médias, d'y commenter l'actualité, de louer l'action des Gilets jaunes, avec la même verve que dans cet ouvrage. Son bagou en fait un polémiste diversement apprécié. Dont acte. Il est vrai que Noam Anouar peut parfois s'exprimer un cran trop haut, mais sa vision atypique et sensible des choses fait de son point de vue un impondérable du débat. Comme souvent, les plus grands risques sont pris par des personnalités sulfureuses et attachantes. Noam Anouar n'échappe pas à la règle. Et sait parfaitement ce que pourrait lui coûter ce témoignage.

Willy Le Devin

1

Cette nuit de novembre où tout a basculé

Elle s'est peu à peu invitée, ponctuelle comme une horloge suisse. D'abord discrète, elle s'est étoffée les semaines passant, jusqu'à devenir une mélodie lancinante. À mesure que la France s'enfonçait dans le terrorisme islamiste, mes vendredis rimaient vaille que vaille avec anxiété. Un pressentiment âcre, qui m'obligeait à être plus vigilant que d'ordinaire. Ce 13 novembre 2015 ne déroge pas à la règle.

Après quasiment huit ans d'une vie vrombissante à assurer la surveillance de l'islamisme radical pour le compte du Service territorial de renseignement de la Seine-Saint-Denis (STR 93), je suis en arrêt depuis juin. Des divergences au sein de mon service ainsi qu'une certaine usure m'ont contraint à prendre un peu de recul. En attendant ma nouvelle affectation à la police aux frontières – qui interviendra quelque temps après –, j'essaye de me reposer, tout en gérant les informations majeures que me procure toujours mon imposant carnet d'adresses. On ne balaye pas huit ans d'activité intense d'un revers de main… Mes sources sont nombreuses, elles continuent de me faire confiance et font donc de moi l'un des hommes les mieux informés du département.

Ce nonchalant vendredi de novembre, je suis à la maison lorsque j'apprends qu'une alerte à la bombe a obligé les joueurs de l'équipe nationale d'Allemagne à évacuer leur hôtel. Le soir, ils affrontent les Bleus au Stade de France pour une rencontre amicale. Durant de longues heures, des hommes du laboratoire central de la préfecture de police de Paris passent au peigne fin l'établissement situé à Molitor, dans l'arrondissement le plus huppé de la capitale. En définitive, il s'agit d'une fausse alerte.

Une issue plutôt rassurante pour le commun des mortels, mais loin de tranquilliser un professionnel de la lutte antiterroriste comme moi. D'expérience,

je sais que les assaillants multiplient parfois les alertes anonymes pour désorienter les services de secours et de sécurité. Le stratagème est vieux comme le monde : déboussoler pour mieux frapper. Mon angoisse est bien évidemment renforcée par le sinistre augure que réservent les jihadistes au vendredi. Dans l'eschatologie islamique, que j'ai longuement étudiée, mourir ce jour favorise la consécration au martyre. Il n'y a donc aucune surprise à noter que les attentats perpétrés en France l'ont été plus sûrement les vendredis. Il en fut ainsi de l'attaque d'Amedy Coulibaly le 9 janvier 2015 contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Ainsi, toujours, de la folle entreprise de Yassin Salhi, qui a jeté sa camionnette sur un site Seveso à Saint-Quentin-Fallavier (Isère) le 26 juin 2015, après avoir décapité son patron Hervé Cornara. Le 21 août 2015, nous sommes aussi un vendredi lorsque Ayoub El Khazzani tente d'ouvrir le feu dans une voiture du Thalys Amsterdam-Paris… C'est dire si ces jours étaient pour moi marqués d'une pierre… noire.

Vers 16 heures, alors que les joueurs de la Mannschaft regagnent leurs chambres pour une sieste salvatrice d'avant-match, je suis sur le qui-vive. Est-ce l'instinct professionnel qui me pousse à disséquer différents sites pour y déceler d'éventuels appels à frapper la France ? Il faut bien le dire, le renseignement est un univers grisant. La quête d'informations concourant à la sécurité de mes concitoyens fut pour moi une mission exaltante, dans laquelle je me suis investi corps et âme. Combien de fois ai-je écourté des dimanches en famille ou répondu à une source au milieu de la nuit pour recueillir l'élément décisif qui pouvait empêcher le pire ?

Sans grandiloquence aucune, j'ai mis ma vie entre parenthèses durant toutes ces années, au service de mon pays. La police républicaine revêt une importance particulière dans mon histoire : celle d'un enfant d'immigrés algériens s'étant battus farouchement pour que leur famille soit à l'abri en France. Tout comme eux, j'ai toujours tenté, à mon tour, d'offrir le meilleur à mes enfants. Revêtir l'uniforme de policier me paraissait être une belle consécration, *a fortiori* pour accomplir cette tâche en Seine-Saint-Denis, territoire, qui, quoi qu'on en dise, est en demande d'une police exemplaire.

Ce 13 novembre, bien que cantonné au repos, je ne peux donc rester inactif. Comme si, pour accepter de lâcher prise, il fallait que je sois sûr d'avoir fait le maximum.

*

Après plusieurs heures de navigation infructueuse sur Internet, je prends place devant la télé, comme de nombreux Français, pour voir le match. Le coup d'envoi est donné devant des dizaines de milliers de spectateurs encore insouciants. Et puis, vers 21 h 30, mon téléphone se met à crépiter. Un copain CRS en service au Stade de France m'appelle pour me faire part d'une importante déflagration. L'hypothèse d'une explosion due au gaz, ébruitée par certains sur les réseaux sociaux, ne me paraît guère convaincante. Âgée d'à peine vingt ans, l'arène de Saint-Denis dispose d'installations modernes et régulièrement contrôlées. Dès lors, le spectre d'un attentat apparaît comme évident. Et nul besoin de faire un dessin sur cette alerte à la bombe de l'après-midi qui m'obsède. Sans attendre plus d'éléments, j'enfourche ma moto et file au Stade de France.

Ce lieu me ramène chaque fois à un triste souvenir. À l'époque de sa construction, mon père, livreur de matériaux de gros œuvre, avait participé au chantier titanesque. Comme tant d'autres, il avait mis les bouchées doubles pour que l'enceinte soit livrée six mois avant la glorieuse Coupe du monde 1998, remportée à domicile par les Bleus.

Un jour de 1997, mon père revint tard à la maison, l'air grave. Mamadou, un Malien dépêché par une entreprise de sous-traitance, avait basculé dans le vide depuis la coupole du stade, perchée à plusieurs dizaines de mètres du sol. Alors qu'il œuvrait à l'étanchéité de la couronne, Mamadou avait dérapé sur une trappe de désenfumage mal refermée. Les jours suivants, personne n'a réclamé la dépouille du Malien. Sans papiers, il était mort dans l'anonymat le plus total. Mon père et certains de ses collègues, très touchés, décidèrent de faire la tournée des foyers d'immigrés de la ville voisine de Montreuil, afin d'aviser la famille du défunt. Une initiative restée vaine, au grand désarroi des ouvriers du chantier.

Près d'une génération plus tard, la route du Stade de France me conduisait de nouveau vers le deuil…

Domicilié dans le nord de Paris, je mets environ quinze minutes à arriver sur zone. Sur la bretelle d'autoroute, mon téléphone vibre à tout rompre. Un SMS m'annonce une deuxième explosion, à hauteur de la porte H. Cette fois, l'idée d'une attaque coordonnée fait sens. Les premières rumeurs courent : il s'agirait d'un homme jetant des grenades aux abords de l'enceinte sportive. Une hypothèse plausible, même si cela réclame un armement spécifique, peu commun des terroristes.

Alors que j'approche du « maille » – la grande plate-forme bétonnée qui ceint le stade –, un cordon de sécurité opéré par l'une des brigades anticriminalité du 93 se dresse devant moi. Les collègues m'identifient immédiatement et me laissent passer sans broncher. « C'est le mec des RG », s'écrie même l'un d'eux. À ma ceinture, je dispose de mon arme de service.

Un péché qui m'est reproché aujourd'hui, dans le cadre d'une procédure disciplinaire instruite par l'IGPN (la police des polices). Certes, mon éloignement du service ne m'autorisait pas à la porter. Si je l'ai fait, c'est uniquement en raison des circonstances exceptionnelles qui sévissaient ce soir-là. Si, par le plus grand des hasards, un ou des assaillants m'avaient fait face, j'aurais pu riposter. Quatre années plus tard, l'Administration me reproche toujours ce qu'elle considère être un excès de zèle. Si au strict plan du droit elle a parfaitement raison, j'oppose que ma démarche était simplement d'offrir un renfort bienvenu. Rester chez moi n'aurait eu aucun sens en pareille situation.

Durant des années, mon job fut de recenser, identifier, surveiller, filer la majeure partie des filières jihadistes de la Seine-Saint-Denis. Certes, le département compte alors quelque 900 personnes fichées S – pour Sûreté de l'État. Si mémoriser l'ensemble des visages est impossible, j'étais néanmoins le mieux placé pour reconnaître un éventuel terroriste issu du 93. À dire vrai, qui d'autre avait cette capacité ? J'ai par exemple toujours en mémoire mon premier signalement effectué pour un départ en Syrie en 2012. Il correspondait à un ressortissant tunisien, parti avec son très jeune fils à la suite d'un divorce orageux. Son envol vers le « Shâm » (le Levant) m'était apparu évident lorsque j'avais constaté que le snack qu'il gérait arborait un rideau désespérément clos. Et s'il était l'un des tueurs ?

Au-delà même d'une identification, mes connaissances de l'histoire locale, des réseaux, des lieux de culte sulfureux pouvaient orienter l'enquête de façon décisive. C'est donc déterminé à tenter d'empêcher une nouvelle tuerie que je me suis précipité sur les lieux des crimes. J'ajouterai que, par respect pour ma hiérarchie, j'ai pris la peine d'informer mon directeur de mon déplacement spontané au Stade de France. Mais mon SMS est resté lettre morte. Plus tard, j'apprendrai que mon supérieur était en stage à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, le centre de formation des commissaires de police.

Autour du stade, l'atmosphère est apocalyptique. Le « maille » est quasi vide, en raison des consignes de confinement délivrées par le préfet Philippe Galli. Des instructions lumineuses, prises en un éclair, qui ont tout à la fois sauvé des vies et

évité une panique monstrueuse. Dehors, les quelques spectateurs qui errent se décomposent à mesure que les alertes scintillent sur leurs smartphones. Les collègues de sécurité publique aiguillent les égarés vers la station de RER, avec pour conseil de prendre la direction de la banlieue et non de Paris. La situation *intra-muros* se révèle alors aussi critique qu'aux abords du stade, et les vastes complexes hôteliers de la zone aéroportuaire garantiront une offre de logement suffisante pour se replier.

Ce soir-là, tout le monde s'exécute sans piper mot. Pour ma part, je me rapproche de la zone VIP. J'y croise Rachid M'Barki, présentateur sur la chaîne BFMTV. Lui aussi est pâle comme un spectre. Il me demande si je dispose d'informations sur les événements, mais je n'ai guère que des suppositions à lui offrir. Las, il se lance dans le projet de regagner Paris, une gageure au regard du chaos qui paralyse déjà les transports dans le nord de la capitale.

Alors que nous nous quittons avec la promesse de nous tenir au courant, une nouvelle explosion survient. Il est 21 h 53, et une troisième attaque suicide dévaste le parvis du Stade de France.

*

Un frémissement m'étreint : et s'il s'agissait de kamikazes dissimulés dans la foule ? Les faits ressemblent à s'y méprendre au scénario noir tant théorisé : celui du « sur-attentat », où les attaques s'ajoutent les unes aux autres dans un laps de temps très réduit. Jusque-là, les forces de sécurité brillaient par leur calme. Mais cette troisième explosion instille la panique dans les regards. La situation vire à l'incontrôlable et, en pareil cas, seule une grande expérience permet d'adopter les bons réflexes. Guidé par le bruit du blast, je progresse vers la zone touchée. Hagards, des effectifs déambulent, ne sachant quelle priorité définir. Par acquit de conscience, je leur suggère de consigner la plaque de tous les véhicules stationnés dans un périmètre immédiat, des fois que l'un d'eux ait été utilisé par les terroristes. Souvent, les grandes enquêtes ont été résolues par de menus détails…

C'est alors que ma soirée bascule. Jusqu'ici relégué à un stade d'observateur avisé, je croise le préfet Galli et son aréopage sur le « maille ». Un incroyable clin d'œil du destin. Il me reconnaît immédiatement et engage la discussion. Il s'enquiert de mon avis sur la situation, me transmet les dernières nouvelles, mais me fait surtout part de sa difficulté à franchir les multiples barrages qui ont été posés. La crainte de nouvelles explosions génère une grande fébrilité, et le préfet

lui-même peine à progresser. Sans parler de la multiplicité des scènes de crime, qui de surcroît doivent être gelées pour que la police scientifique puisse accomplir sa mission sans pollution.

Par honnêteté, j'informe le préfet Galli de l'ambiguïté de mon statut. Dans ses yeux, je discerne alors une certaine circonspection : « C'est vrai que je ne vous ai pas vu depuis longtemps ! – C'est-à-dire que mon patron à Paris [René Bailly, directeur du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP), dont dépend le STR 93] ne veut plus de moi », rétorqué-je. À l'évidence, Philippe Galli n'a pas été mis au courant de la décision de m'écarter. Un choix *a minima* discutable, eu égard à la mission hautement sensible que j'exerçais sur son ressort. Néanmoins, il semble très étonné que, au milieu d'un tel chaos, ma situation administrative me turlupine tant. Le différend est tranché en deux coups de cuillère à pot : « Restez avec moi, j'ai besoin de vous pour franchir les barrages, je les emmerde. »

Honoré par cette marque de confiance après des semaines souffreteuses, je déclame : « Monsieur le préfet, mon arme, mon gilet et moi-même sommes à votre disposition. »

Scénario improbable dix minutes plus tôt, me voici donc éclaireur de Philippe Galli. D'un calme éblouissant, le préfet oriente l'action publique et désire constater *de visu* les scènes de crime. Ensemble, nous nous approchons donc de l'Events, la brasserie soufflée par la première explosion.

L'attentat est visible sur les caméras de vidéosurveillance. Lorsque la décharge saute, une fumée ponctuelle se dégage. Puis, la désolation. Je me souviendrai toute ma vie du moment où nous nous tenions près des restes du kamikaze. Il y avait autour de sa dépouille des morceaux de chair et de poumons. Curieusement, la combustion faisait qu'il ne saignait pas, ou plus. L'une de ses mains était coupée, mais l'amputation commise par le souffle avait laissé de longs lambeaux de peau comparables à des tentacules de pieuvre. La sensation la plus étrange cependant fut lorsque je levai la tête. De prime abord, je crus à un ciel étoilé. « La puissance de l'explosion a percé le toit », me dis-je. Mais en y regardant de plus près, il s'agissait en réalité d'une multitude de couteaux, de fourchettes et de cuillères qui s'étaient fichés dans le plafond bleu nuit… L'explication réside dans la fabrication même de la ceinture explosive. Mal confectionnée, elle a généré un blast qui a propulsé la majorité des débris vers le haut. Même s'il est difficile ici d'évoquer la chance, ce paramètre a certainement épargné la vie de nombreux clients de l'Events.

À mes côtés, le préfet est droit comme un I ; comme sonné. Il répète plusieurs fois : « C'est une scène que je n'aurais jamais cru voir en France. – Pourtant, lui dis-je, même si nous n'avons aucune revendication à ce stade, nous savons que l'État islamique prépare ce type d'opération depuis de longs mois. » J'insiste, au risque de paraître un tantinet alarmiste : « Il va falloir intégrer que ces scénarios auront lieu ailleurs qu'à Mossoul ou Kaboul. »

Un document, retrouvé dans les décombres, vient d'ailleurs appuyer mes propos. Il s'agit d'un passeport syrien, quasiment intact, qui décline évidemment une fausse identité. Ce n'est que des mois plus tard que la DGSE identifiera formellement l'auteur de cette abomination : Ammar Ramadan Mansour Mohamad al Sabaawi, né en 1993 en Irak. Un parfait inconnu, poli à des milliers de kilomètres de l'Hexagone, et par conséquent impossible à détecter pour les services de renseignements français.

*

Qu'on me permette une parenthèse dans ce récit.

D'attentat en attentat, la presse instruit les failles supposées de nos agences. L'action des deux grands services de contre-terrorisme français – la DGSI et sa déclinaison parisienne, la DRPP – est désormais disséquée et débattue publiquement. En prime time, des responsables politiques s'improvisent experts en renseignement. Les fiches S ont fait et font désormais irruption dans la salle à manger de tous les Français, contraints de s'adapter à une menace, si ce n'est nouvelle, du moins reléguée jusqu'alors loin dans les consciences. À dire vrai, certains articles ont diagnostiqué de façon salutaire les erreurs inexcusables des services. L'arrogance des hiérarchies des deux grands « partenaires » – DGSI et DRPP – est en grande partie responsable des ratés abyssaux commis dans le suivi des frères Kouachi, les assassins de *Charlie Hebdo,* par exemple. À force de se livrer querelle, au nom d'une course au prestige malvenue, DGSI et DRPP se sont brûlé les ailes. Là où les synergies et la fluidité auraient dû être érigées en totem, la rivalité a fait des ravages. Si chaque service dispose censément d'un territoire d'action (la DRPP agit sur Paris et la petite couronne, la DGSI sévit partout ailleurs), les intrusions dans l'espace « des camarades » de la maison d'en face sont monnaie courante. En effet, pourquoi s'interdire de détrousser son prochain d'une belle affaire ? Poussée à l'extrême, cette logique débouche sur une rivalité féroce risquant d'entraîner la rétention d'information, ainsi qu'une guerre fratricide pour la gestion des meilleures sources humaines. Pour l'avoir violemment expérimenté, j'en sais quelque chose.

Pour autant, j'ai vécu huit merveilleuses années dans l'univers feutré du renseignement. Affecté en garde statique puis à la communication auparavant, j'ai tout fait pour m'extraire de ces tâches réputées ingrates afin d'intégrer la Sous-direction à l'information générale (SDIG) de la Seine-Saint-Denis. C'est ainsi que l'on nommait le service, qui dépendait alors de la sécurité publique, avant son absorption par la puissante DRPP. Mes ennuis avec ma hiérarchie ont commencé peu après. Patron autoritaire de l'agence parisienne, René Bailly avait ses têtes et m'a toujours considéré comme un caillou dans sa chaussure. Au moment de la fusion, l'islam radical devenait une préoccupation majeure, or j'avais investi cette matière à bras-le-corps depuis déjà de longs mois. Et seul de surcroît, tant les effectifs étaient à l'époque sous-dotés dans le 93. À ce titre, je disposais d'un carnet d'adresses qui me rendait incontournable. Surtout, il me permettait d'appréhender les mosquées les plus radicales avec plusieurs coups d'avance. Sans doute est-ce cette aisance qui pouvait gêner. À l'heure où le terrorisme islamiste devenait un fort enjeu de sécurité nationale, j'imagine que René Bailly goûtait peu de déléguer une telle responsabilité à un homme qu'il n'avait pas consacré. Il eût vraisemblablement mille fois préféré un fidèle, qu'il pût contrôler à l'envi, à une forte tête comme moi. S'il est exact que j'ai pu me montrer audacieux ou récalcitrant en diverses situations, j'attendais néanmoins de sa part l'estime due à un agent qui n'a jamais compté ses heures. Selon moi, la seule exigence qui valait était l'impératif de protection de nos concitoyens. Or, sur ce terrain-là, je considère avoir accompli de nombreuses actions décisives.

Pour moi, le renseignement est un art. Il consiste à élaborer des stratégies pour obtenir ce que l'on tente de nous cacher. C'est un jeu d'anticipation, mélange de calcul et d'instinct, pour se positionner là où nul ne nous attend. L'idée maîtresse étant de ne jamais être surpris, afin que l'État se prémunisse en toutes circonstances : grèves, manifestations violentes, actions contre des sites sensibles, surtout nucléaires, et bien sûr attaques terroristes. Le renseignement a ceci de stimulant qu'il requiert une certaine intelligence situationnelle. Un bon agent doit respirer son terrain, le connaître sur le bout des ongles, afin d'en humer les spasmes. Évidemment, rien en théorie ne se fait en solitaire. Outre les collègues, aux disciplines multiples (veille Internet, section opérationnelle chargée des écoutes et filatures), il convient de s'appuyer sur un réseau de sources humaines de qualité. Les recruter exige du flair. Les orienter, de la malice. Et les contrôler,

un mélange de poigne et de tact. Bref, nul besoin de pérorer, ce job était pour moi follement excitant.

Tout au long de mes années au service, une sempiternelle question me revenait à la figure telle une balle de Jokari : est-ce qu'être arabe et musulman était un avantage dans la surveillance de l'islamisme radical ? À maintes reprises, j'ai d'abord répondu positivement. Attribut de choix, mes parents algériens m'ont inculqué la langue arabe. Je le lis et le parle, une bénédiction pour décrypter l'abondante littérature salafiste et jihadiste. Même combat pour la religion musulmane, dont je maîtrise les textes et les rites. Ainsi, je ne pouvais me laisser berner par le prêche racoleur de quelque imam ou prédicateur sulfureux. Le département n'en manquait d'ailleurs pas, et ma plus grande célérité fut de les repérer et d'étayer parfois leurs dossiers d'expulsion.

Mais mon atout maître était de posséder les codes de la communauté maghrébine. S'il faut se méfier des clichés et des stéréotypes, les gens d'Afrique du Nord ont comme tout autre une mentalité bien spécifique. Surtout, ils entretiennent pour certains un rapport tourmenté à la France, colonisatrice autrefois mais terre d'accueil depuis. Or, c'est justement de cette intégration ou non à la République qu'il est question avec l'émergence d'un islam sécessionniste. Depuis une vingtaine d'années, les quartiers populaires, las de problèmes sociaux et sécuritaires, connaissent une très nette vague de réislamisation. Celle-ci constitue une identité alternative, un socle normatif qui façonne un groupe en rupture avec la France. Si la fronde couve depuis trente ans, le jihad comme la hijra (l'émigration en terre d'islam) en sont pour moi les formes ultimes. Pour que de jeunes Français préfèrent l'État islamique à leur pays d'enfance, il faut essayer d'imaginer un instant le degré de défiance, de désespoir, voire d'absurdité que leur inspire la République. Une République qui leur promet sans cesse des lendemains qui chantent mais qui les abandonne sur le bord de la route.

Bien sûr, l'excuse sociale n'explique pas tout. Les organisations terroristes et leur propagande millimétrée ont instillé un pernicieux venin. Elles promettent une rédemption transcendée à tous ceux qui ont souillé leurs âmes en commettant crimes et délits. C'est sans surprise aucune que j'ai vu s'envoler vers la Syrie les petites frappes qui perturbaient les quartiers au quotidien. Les recruteurs repèrent aisément les naïfs, qu'ils fanatisent à l'aide d'imams malfaisants. La recette n'a finalement rien de surprenant : la promesse d'une vie meilleure ici-bas, avec maison et salaire, puis l'accès mythifié aux 72 vierges.

Pour les femmes, la liberté de vivre sa foi et de porter le vêtement tant criminalisé en France. Le tout empaqueté et consolidé par un prêchi-prêcha haineux à l'égard de l'Occident.

Enfant des quartiers de Goussainville, une commune coincée entre les barres et les couloirs aériens de l'aéroport Charles-de-Gaulle, j'ai moi-même expérimenté un intense sentiment de relégation. À l'adolescence, je me suis beaucoup cherché. Malgré les jolis mots inscrits aux frontons de ses institutions, la France n'offre pas les mêmes perspectives d'où que l'on soit.

La police ne fut pour moi une évidence que sur le tard, et cela m'a valu bien des railleries. À la cité, j'étais devenu le « harki, la balance, l'empêcheur de tourner en rond ». J'ai vu l'hypocrisie des dealers qui, bien que vantant leurs juteux bénéfices, rêvaient silencieusement d'avoir un métier. J'ai surpris la duplicité de certains imams, plaidant une vie chaste et pieuse, alors qu'ils fumaient le « bédo » et multipliaient les relations extraconjugales. J'ai entendu les différentes communautés se maudire au nom d'antagonismes aussi séculaires que crétins. J'ai constaté, enfin, cet entrelacs complexe, fait d'amour et de haine, entre la République et un pan entier de sa population.

En clair, les affres de mes cibles furent pour partie celles de mon passé, et, au moment de les combattre, j'avais au moins l'immense avantage de les comprendre.

Mais ça, c'était avant que mes ennuis débutent au service. Dans sa volonté de m'écarter progressivement, ma hiérarchie n'a pas lésiné sur les moyens, mais il n'était pas question que j'accepte un quelconque système destiné à me déposséder de mes sources les plus précieuses. Ma nature étant de ne jamais me laisser faire, j'ai moi aussi joué serré afin de slalomer entre les coups et d'assurer ma survie. Pourtant j'étais loin d'imaginer qu'elle irait jusqu'à instiller à mon encontre des soupçons de… radicalisation ! Tout ce qui faisait ma force hier se retournait soudain contre moi. Ce pour quoi on m'avait choisi devenait d'un coup ce pour quoi on tentait de m'éliminer. Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage…

Du jour au lendemain, des rapports ont été rédigés sur moi. On y écrivait que je parlais en arabe à des personnes fichées, afin de masquer le contenu de mes propos ! On me prêtait des relations ambiguës avec des responsables salafistes, or c'était précisément mon métier que de gérer des sources peu recommandables, puisque évoluant par définition dans des sphères radicales. Durant de longues

semaines, j'ai même eu la sensation d'avoir été placé sur écoute. Mes soupçons sont nés d'un jour de mai 2015 où j'ai reçu un appel du directeur du bureau central des cultes du ministère de l'Intérieur, Pascal Courtade. Cette entité, chargée d'émettre des préconisations pour réformer l'islam de France, me consultait régulièrement. J'entretenais une vraie relation de confiance avec Pascal Courtade, ancien capitaine de la marine passé par l'ENA. Mon avis sur certaines orientations comptait beaucoup pour lui, notamment lorsqu'il s'agissait de connaître le pedigree d'un imam auquel une mission officielle allait être confiée. Or, ce jour de mai 2015, j'ai discuté au téléphone avec lui d'une opportunité de rejoindre le bureau central des cultes. Évidemment, au regard du climat délétère qui régnait alors avec mes chefs, j'attendais le dernier moment pour les informer de cette perspective très séduisante. Mais sans que je pipe mot, un commissaire me lança de but en blanc sur ce potentiel recrutement… J'ai alors saisi qu'une interception de sécurité était diligentée contre moi. Après tant de sacrifices, j'étais traité comme un vulgaire suspect ; l'humiliation de trop.

*

Ce 13 novembre, mon passé récent refait surface. Debout aux côtés du préfet Galli, je bouillonne. L'horreur est innommable. Mes sentiments s'entremêlent : qu'avons-nous manqué pour que nous en soyons là ? Pouvions-nous l'empêcher ?

À cet instant, j'ai une pensée pour Charb, abattu quelques mois plus tôt dans sa propre salle de rédaction, et avec qui j'avais noué une relation d'amitié au gala des dix ans de l'association « Ni putes ni soumises ». Malgré son flegme légendaire, le caricaturiste avait profité du repas pour me questionner sur l'éventuelle présence de réseaux yéménites en France. Il voulait notamment savoir comment Al-Qaïda au Yémen – dans la péninsule Arabique (Aqpa) – avait réussi à se procurer son véritable état civil. Des questions qui dessinaient, en creux, une vive inquiétude. Bien sûr, des exemples d'imams franciliens formés à Sanaa me sont venus en tête. Mais pour ne pas paraître alarmiste, je m'étais efforcé d'être rassurant et de louer le travail de mes collègues chargés de sa protection rapprochée. Un souvenir vertigineux aujourd'hui…

Sur le portable du préfet, les terribles nouvelles s'amoncellent. Cette fois-ci, il s'agit d'un début de prise d'otages au Bataclan. La scène m'en évoque une autre, tristement célèbre : celle du théâtre de Moscou, en 2002, où 50 terroristes tchétchènes avaient abattu 130 des 850 spectateurs.

Nous poursuivons notre déambulation vers le McDonald's qui jouxte l'arène sportive. La troisième explosion a eu lieu non loin, et l'enseigne est endommagée. Mais c'est une traînée de sang de près de 80 mètres qui attire mon regard. Le kamikaze n'est plus que charpie. Sa tête a roulé sur la route tandis que ses restes se sont éparpillés entre un buisson et la calandre d'une 307 bleue. Autour, des collègues de la Sous-direction antiterroriste de la PJ (SDAT) ainsi qu'un substitut du procureur de la République s'activent. Le plus saisissant, c'est qu'un grand silence règne, comme si l'ensemble des acteurs de cette scène d'épouvante étaient des automates récitant leur partition. Un contraste avec les cris et hurlements que l'on devine encore au détour de chaque objet abandonné, stigmate d'une effroyable panique. Là, une chaussure à talon de femme. Ici, un sweat à capuche d'enfant. Sagace, la vie a foutu le camp avant qu'on ne la prenne…

Bien qu'aux premières loges, je crois qu'aucun de nous ne réalise encore bien ce qui est en train de se passer. Le bilan des morts s'apprête à passer à trois chiffres et des terroristes se dissimulent quelque part dans l'agglomération parisienne, prêts à resurgir. Après des décennies de paix, la France retrouve subitement l'atmosphère de chaos qu'elle a si souvent expérimentée dans son passé. Et, avec elle, la fébrilité caractéristique aux scènes de crime, que l'on craint de voir se reproduire *ad vitam æternam*.

*

Il est près de 4 heures du matin lorsque je rejoins ma moto. Dans ma poche, mon portable vibre d'appels incessants et de SMS. Les uns feignent de s'assurer que je me porte bien pour me grappiller quelques informations. Les autres, comme cette élue qui me donne l'identité de son petit ami, s'inquiètent de savoir si un de leurs proches fait partie des victimes du Bataclan. Je décide de ne plus répondre et de lâcher prise.

Sur l'autoroute A1, un embouteillage monstre sclérose la circulation vers Paris. En direction du nord, en revanche, il n'y a pas un seul véhicule dehors. Les lampadaires sont éteints, comme s'ils étaient en deuil. Il fait bon, l'air frais glisse sur mes joues à mesure que j'accélère. Sous mon casque, les bruits de l'extérieur sont atténués, presque sourds. J'ai l'habitude de dire à mes amis que j'entends alors mes pensées.

La première me ramène à deux de mes mentors, anciens espions ayant fait vibrer en moi la corde du renseignement. Alors que j'étais un jeune policier, ils m'avaient conté l'histoire fascinante de l'imam Abdelbaki Sahraoui. Un sort

tragique, qui illustre à lui seul le sombre destin de mon pays d'origine, l'Algérie, et les ruines de la colonisation.

Venu en France en 1991, ce membre fondateur du Front islamique du salut (FIS) a été assassiné quatre ans plus tard. Il a payé au prix fort ses critiques à l'égard des éliminations d'étrangers commises par le FIS sur le sol algérien. Mais loin de n'être qu'un intellectuel, Abdelbaki Sahraoui était aussi devenu une précieuse source de la DST. Avec sa mort, le service avait failli dans ses protocoles de gestion et de sécurité, ce qui y avait laissé une cicatrice indélébile. À la recrue que j'étais, les aînés ont voulu transmettre deux vertus cardinales : humilité et travail, une assurance contre les accidents qui peuvent parfois heurter une carrière.

Puis, à mesure que les kilomètres défilent, ce sont les visages de mes cibles qui refont surface. Ceux de la cellule Ouassini Chérifi, celui de Samy Amimour – dont j'apprendrai deux jours plus tard qu'il fait partie des kamikazes du Bataclan –, ou encore celui de Macrème Abrougui, logisticien en chef du jeune terroriste de Villejuif, Sid Ahmed Ghlam, non jugé à ce jour. Près de huit ans durant, missionné par le secretdéfense, je fus au cœur de la haine islamiste.

Une longévité qui m'a valu d'être auditionné par la commission parlementaire du député Sébastien Pietrasanta, chargée d'élaborer une doctrine de déradicalisation efficace. Pour un enfant d'immigré comme moi, ce concours à la politique de mon pays eut beaucoup de valeur. D'autant que je fus entendu dans la foulée de Patrick Calvar, alors numéro 1 du renseignement intérieur.

Justement, les étoiles scintillent de mille feux cette nuit-là. Chez moi, on a toujours eu coutume de dire qu'elles incarnent les êtres du passé. Une fraction de seconde, je me plais à penser que ma mère, terrassée par la maladie deux ans plus tôt, est présente à mes côtés et qu'elle participe, dans l'au-delà, à l'accueil des nombreuses victimes de ce désastre.

Des larmes coulent désormais sur mes joues. Si c'est à toi, maman, que je pense en me couchant, je t'envie aussi de ne pas avoir assisté à ça.

2

Des hauteurs de Tlemcen aux barres de Goussainville

Mes racines se nichent dans les vallons fertiles de la région de Tlemcen, en Algérie. Mes parents, Zara et Kader, sont issus du monde paysan, dont la destinée fut parfois précipitée. Dès leur enfance, comme cela se faisait partout en Algérie, ils sont appelés à aider les aînés dans les différentes tâches du quotidien. Orphelin de père, le mien a dû grandir trop vite pour embrasser les responsabilités. Quant à ma mère, elle œuvre aux champs, tout en bûchant afin d'obtenir son certificat d'études primaires.

À l'époque, l'Algérie est bien entendu française. La colonisation entraîne son lot de soumissions du peuple autochtone, mais l'étau de la répression est moins puissant dans les hameaux qui entourent Tlemcen, ville de 700 000 habitants située près de la frontière marocaine, qu'à Alger ou Oran. Pour autant, ce sont bien les colons qui régissent la vie de la plupart des Algériens, réduits à l'état de servilité. Ainsi ma grand-mère paternelle laissait-elle chaque jour ses neuf enfants en garde pour s'occuper des rejetons d'un vieux colon. Ce dernier la payait en produits de première nécessité, à hauteur d'un litre de lait quotidien et d'un petit sac de blé. Plus tard, mon père m'apprendra que son salaire, versé, lui, en argent liquide, était d'un franc par jour. Une vie de misère, en somme.

Peu d'anecdotes demeurent de cette époque taboue. À son firmament colonial, la France acheminait des familles italiennes et espagnoles pour les aider à spolier les Algériens de leurs droits. Une fois sur place, ces « étrangers » pouvaient jouir de dispositions et de conditions matérielles supérieures à celles des locaux. Un jour, alors qu'il déambulait le long d'une maison habitée par des Italiens, mon père aperçut une grappe de raisins blancs. D'un tempérament enfantin, il entreprend d'escalader la façade pour se saisir des fruits délicieux. Mais, surpris par le maître des lieux, il chute violemment au sol et encaisse une pluie de coups

de pied dans l'abdomen. Pourchassé ensuite sur plusieurs dizaines de mètres, il parvient à s'enfuir sous l'œil impuissant des villageois.

Autre négatif douloureux, ce jour où le général M., chargé du maintien de l'ordre, patrouille entre les maisons au volant de son 4 × 4. Traditionnellement, beaucoup de familles algériennes possèdent alors un sloughi, digne lévrier berbère, redoutable chasseur de lièvres. Au passage du véhicule militaire, ces derniers jappent et aboient bruyamment. Un concert qui déplaît au général M. Avec son arme, il abat l'un des chiens de plusieurs coups de feu, avant de poursuivre tranquillement sa ronde.

De telles scènes, mêlant humiliation à l'égard des riverains et impunité, ont laissé des séquelles indélébiles.

Chez moi, la guerre a en outre accouché d'un profond traumatisme. Un soir, sans prévenir, alors qu'il sortait du travail, mon oncle Ahmed, âgé de dix-sept ans, est enrôlé dans le Front de libération national (FLN). Fidèle à ses méthodes de recrutement, le commandement de la guérilla n'informait jamais personne du choix de ses recrues. Une manière de ménager l'effet de surprise, tout en s'épargnant des négociations kafkaïennes avec les proches, effrayés à l'idée de laisser leurs enfants courir à la mort. Et puis, un jour, la nouvelle tant redoutée arriva. On annonça à mon père qu'Ahmed avait été tué. Quand ? Où ? Aucune précision ne fut apportée à la famille. Tout juste imagine-t-on que cela s'est produit pendant l'année 1955, Ahmed n'ayant pas été inhumé de façon nominative.

Ma famille a dès lors été traversée par un terrible conflit de loyauté. Loin des manichéismes bon marché, la jeunesse de mes parents est celle, tourmentée, de milliers d'Algériens, tenaillés entre une résistance identitaire et un amour de la culture française. Dans l'intimité, la mort de mon oncle Ahmed a été vécue comme un sacrifice à l'utilité contestable. Quant à la disparition de sa dépouille, probablement abandonnée dans une fosse commune, elle est synonyme de soumission. En face, la France coloniale applique, elle, un asservissement méthodique du peuple algérien, à grand renfort de massacres et d'état d'urgence, si bien que mes parents ont longtemps porté en eux une forme de rancœur partagée.

*

De ce fait, lorsqu'elle est proclamée le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie a un goût amer. Sans Ahmed, la santé financière de la famille est encore

plus préoccupante, obligeant mon père à trouver un emploi plus rémunérateur.

À cette époque, la France recrute toujours des volontaires. L'Algérie a certes recouvré sa liberté, mais une force d'interposition militaire demeure, le temps de reformer des institutions et de mettre de nouvelles politiques publiques sur les rails. C'est ainsi que mon père est embauché comme couteau suisse par l'armée. Au quotidien, il s'attelle à diverses tâches : un peu de traduction par-ci, de médiation par-là. Son idée est alors de fonder une famille. Il s'en donne les moyens.

En 1968, la métropole lui tend finalement les bras. Les premières vagues de rapatriés n'ont pas tari le besoin de main-d'œuvre, et la perspective d'une ascension sociale l'attire. Pour un homme issu de la paysannerie, qui connaît le prix de la sueur, cet avenir semble irrésistible.

Le voilà donc parti pour la petite ville du Thillay, un sanctuaire pavillonnaire paisible à souhait du nord de Paris. Un nouveau destin s'y écrit, celui de gardien à l'usine de peinture René-Villemer. En contrepartie d'une présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mon père obtient un salaire honorable et une petite dépendance qui deviendra, quelques années plus tard, ma maison d'enfance.

*

À l'orée des années 1970, Le Thillay est encore cerné par de beaux champs de blé, des vergers généreux et une épaisse forêt de feuillus. Pour mon père, peu habitué aux villes denses et hostiles, l'endroit est idéal. Avec les employés de l'usine, qui passent le saluer et s'attardent parfois pour boire un verre, le courant passe immédiatement. Pourtant, je sais qu'il garde au fond de lui une vive amertume, celle d'avoir été contraint de quitter l'Algérie pour s'affranchir de la pauvreté.

En 1968, décidément une grande année, il épouse ma mère ; qu'il revient voir autant que possible à Tlemcen. Après avoir scellé le contrat d'une vie à distance éphémère, mes parents se rejoignent au Thillay en 1973, grâce au principe du regroupement familial. Sitôt arrivée, ma mère donne naissance à mon grand frère, je suivrai deux ans plus tard, en 1975. En tout, nous serons quatre, trois garçons et une fille.

Dans cette maisonnette collée aux entrepôts, j'ai le souvenir d'une enfance tourbillonnante. Vélo, ballon, cache-cache, l'absence de circulation due au mur d'enceinte validait moult espiègleries. Je ne le savais pas encore, mais ma famille

bénéficiait alors d'une réelle bienveillance. Société familiale, l'usine Villemer offrait une vie stable, emplie d'attention et de considération entre les hommes.

Ce fut donc un terrible choc lorsque, en 1981, l'entreprise fit faillite. À peine treize ans après l'arrivée en France de mon père, la jolie épopée virait à la galère. Détresse, chômage, obligation de décamper, le foyer devenait soudain le théâtre des doutes.

C'est dans ce contexte tourmenté que notre vie a basculé.

Jusque-là, Le Thillay nous enveloppait de sa camaraderie villageoise. Autant dire tout de suite que notre nouvel environnement n'en avait, lui, pas les apparats. Après plusieurs semaines d'attente, mon père décrochait un logement social aux Grandes Bornes, à Goussainville. Tassée sous les couloirs aériens de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, la commune ressemble à mille autres du pourtour parisien. Des tours un peu décrépites, un centre-bourg mignonnet et des demeures middle class qui semblent copiées-collées.

Bien qu'âgé de seulement six ans, je garde de ce déménagement un souvenir dantesque. Une jungle urbaine nous fait désormais face, et nous n'en avons ni les codes ni l'âpreté. À l'intérieur des cages à lapin, la promiscuité est telle qu'on entend la chasse d'eau des voisins d'à côté, les mêmes qui s'engueulent, et, quelquefois, ce sont leurs ébats qui résonnent. Alors qu'au Thillay j'étais vissé un jour sur deux sur mon vélo, notre cave est fracturée au bout de quelques jours seulement. Mon fidèle destrier a été dérobé et, avec lui, une bonne part de ma liberté. Des inconnus sont parfois recroquevillés dans les parties communes et poussent des râles patibulaires. Je comprendrai en grandissant les ravages de l'héroïne, qui a semé sida et overdoses dans les quartiers populaires.

À l'école, la vie n'est pas plus douce. Mes camarades de classe m'appliquent d'emblée une bonne dose d'agressivité. Bien que d'origine maghrébine, comme beaucoup dans ce ghetto ethnique, je me sens démuni face à leur vocabulaire boursouflé d'insultes. Venant de la campagne, nombre de leurs mots me sont parfaitement étrangers, et je me familiarise difficilement avec la culture du rapport de forces.

À cette époque, je suis un garçonnet timide. Ma seule défense est de me murer dans les études. Par chance, Josette, une militante communiste de Goussainville, habite dans le bloc en face de celui de mes parents. Lors de mes années collège, elle me fixe un contrat séduisant : un accès à ses étagères remplies de livres en échange d'allers-retours au supermarché. Autant dire que je m'exécute avec zèle ! Jusqu'ici, le seul luxe que je pouvais m'offrir était un abonnement à la

bibliothèque municipale. Mais les rayons de Josette recèlent mille merveilles. Je me passionne ainsi pour la littérature du XIXe siècle. Flaubert, Alphonse Daudet et son *Petit Chose*, mais aussi Jules Vallès et Marcel Pagnol, avec notamment *Topaze,* m'évadent de la routine anxiogène de la cité.

Dans les cages d'escalier, le deal est partout. Malgré ma croissance, et ma stature de plus en plus imposante, j'ai toutes les peines du monde à communiquer avec ces petites frappes. Je sens que toute proximité avec eux me tirerait vers le bas, si bien que je les évite soigneusement. Au sein d'une cité telle que les Grandes Bornes, tout se sait. Et mon excellence scolaire me vaut de nombreux quolibets de la part de ces ados perdus – au fond assez jaloux de ma réussite. Après avoir cartonné au brevet des collèges et au bac, que j'obtiens avec mention, je rejoins en 1993 un lycée de Seine-Saint-Denis pour un BTS d'électrotechnique.

Enfin extrait du huis clos suffocant du Goussainville, je me dis naïvement que l'horizon va peu à peu se dégager. Que le nivellement par le bas, très puissant dans mon quartier, ne m'atteindra plus.

J'avais tort.

En BTS, je cerne pour la première fois le sens du mot racisme. Très à cheval sur le taux de réussite aux examens de l'établissement, la direction fait d'abord savoir qu'elle n'incorporera à ses filières que les meilleurs éléments. Les autres sont priés de s'inscrire en candidats libres. Comme par hasard, on retrouvera dans cette configuration pas mal d'élèves issus des quartiers populaires du département. En cours, les réflexions à tout le moins maladroites de certains professeurs se révèlent particulièrement gênantes. Il faut dire que la majorité du corps enseignant découvre la Seine-Saint-Denis, surtout les profs de sport qui ont tous l'accent du Sud. Avec eux vogue une volée désespérante de clichés.

Vexé par cette ségrégation insidieuse, et piqué dans ma fierté, je décide de m'inscrire en candidat libre. Qu'à cela ne tienne ! Mes résultats sont de nouveau très bons et j'arrive confiant aux épreuves. Ma vie scolaire va toutefois connaître un coup d'arrêt à cause d'une sémillante fantaisie de jeunesse.

La veille de l'examen, plusieurs de mes camarades de classe m'invitent à décompresser dans Paris. Tout à leurs petits moyens, mes parents m'ont cédé 50 francs, juste de quoi me payer le trajet en transports en commun et un sandwich le lendemain. Mais mon envie de festoyer est irrépressible. Le jour des épreuves, ayant tout dépensé, je redemande un petit pécule à mes parents. Les

pauvres sont saignés à blanc et, faute de pouvoir m'y rendre, je ne passerai donc jamais mon BTS.

Un signe du destin qui m'oriente pour la première fois vers l'institution policière.

*

Un matin, une affiche placardée à la mission locale de Goussainville attire mon regard. Au milieu des tournois de foot et des stages de citoyenneté, une réclame vante les cadets de police. Ce dispositif permet de recruter des adjoints de sécurité dans les milieux défavorisés. Surtout, il prépare au concours de gardien de la paix, avec l'ambition d'injecter de la diversité dans les rangs policiers.

Échaudé par mes deux années de BTS envolées, je m'inscris à la formation. Tests, entretiens, je déchire tout. Mais, en guise de félicitations, j'écope d'une mise en garde. À l'époque, le cursus est dispensé par un charmant couple de commissaires divisionnaires, Florence et Gérard D'Andrea. Selon eux, mon niveau est trop élevé et je vais perdre mon temps. Il est vrai qu'en BTS je m'adonnais aux transformations de Fourier, aux développements limités et aux équations différentielles… Aux cadets, les maths se cantonnent à de simples opérations de calcul mental. D'ailleurs, les leçons d'arithmétique sont assurées par un étudiant en DEA avec lequel je sympathise immédiatement. Lui aussi s'étonne de ma présence dans cette formation au niveau scolaire relativement bas.

Pour ne rien arranger, mes retours le soir à la cité deviennent pesants. Puisqu'on ne peut bouger une oreille sans que la terre entière soit au courant, l'ensemble des Grandes Bornes sait que je suis chez les cadets. Sur l'esplanade, on m'apostrophe désormais avec véhémence : « Alors, t'es chez les Kisdé ? », « Tu nous as pas balancés au moins ? »…

Cet étau, consistant à faire de moi un étranger en mon propre royaume, est l'histoire de ma vie. Trop flic et donc suspect dans mon quartier. Trop arabe et donc suspect chez les flics. Malgré sa pelisse de pays éclairé, la France demeure gangrenée par les représentations, et les combattre aspire une énergie folle. Les attentats de 1995, perpétrés par le Groupe islamique armé (GIA), jettent un premier voile de suspicion sur les personnes d'origine maghrébine. Le spectre d'une infiltration des institutions par des individus endoctrinés est déjà dans toutes les têtes. Et la police n'échappe pas à la psychose.

*

Las, je fais volte-face et me porte volontaire pour accomplir mon service national. De toute façon, pour intégrer l'Administration, il faut s'acquitter de ses obligations militaires.

C'est ainsi que j'atterris au contingent en mars 1996, dans l'Essonne. Après mon expérience avortée chez les cadets, j'appréhendais le même genre d'accueil : un trop-plein de discipline couplé à un public ne stimulant pas mes désirs d'ascension. Au contraire, ce fut la période la plus heureuse de ma vie de jeune adulte. À deux heures de transport de Goussainville, je suis enfin un parfait inconnu. Les galériens de la cité ne me polluent plus l'existence de leurs saillies fumeuses, et je me délecte de la tradition d'ouverture de l'armée. Habitués à intégrer des étrangers dans la légion, les militaires sont peu inquisiteurs, sauf par curiosité et plaisir d'échanger.

L'armée m'astreint à la surveillance et à l'animation d'un gymnase. La tâche semble peu épanouissante, à ceci près que je suis, à cette époque, un boulimique de sport. Cerise sur le gâteau, on m'octroie la possibilité d'y dormir, et c'est un peu comme si j'enterrais soudain mon adolescence.

Chez mes parents, à plusieurs par chambre, l'intimité se faisait rare. La nuit, mes frères et sœurs me réveillaient sans cesse, et nos petits moyens limitaient l'embonpoint du frigo. Au régiment, nourri, logé, je fais mes nuits et dévore comme un ogre. Mon corps d'oisillon s'étoffe et je plais aux filles. En clair, des plaisirs inconnus s'ouvrent à moi. Je vis mes premiers flirts, je fréquente les discothèques, mon territoire ne se limite plus aux mornes rues encadrant la cité. À la différence de nombreux garçons, pour qui le service militaire reste le négatif d'une douleur, le mien est une émancipation délicieuse.

*

À l'issue, il va de soi que retrouver Goussainville à plein temps m'enchante peu. J'entends alors parler d'une offre de formation d'éducateur sportif financée par La Ville-du-Bois, une commune jouxtant Montlhéry. Les années 1990 font la part belle aux emplois jeunes, et la politique de la ville reçoit en ce sens une quantité non négligeable de crédits. Il s'agit surtout d'occuper, çà et là, les ados en rupture de ban, *a fortiori* l'été, pour que leur imagination débordante ne nuise pas aux riverains.

Si le sport véhicule des valeurs qui me sont chères, le paternalisme avec lequel l'élite traite la banlieue m'indigne au plus haut point. L'ambition n'est alors guère plus élaborée que d'acheter la paix publique. Mais je place ma nouvelle indépendance au-dessus de mes états d'âme. Durant deux petites années, j'encadre donc des enfants en manque de repères, tout en optimisant ma pratique de la boxe et des arts martiaux.

En 2002, excédé d'être en proie au renouvellement erratique de mes contrats, je m'inscris en licence de management sportif à l'université de Nanterre. Les cadets de police sont enterrés dans les limbes de ma mémoire et mon obsession du moment est de diriger un club digne de ce nom. Mais le travail se fait rare dans ce milieu, la faute aux dotations publiques faméliques.

Voyant les équipes saturées de demandes, j'ai naïvement l'idée de postuler dans une enseigne de sport pour chapeauter des salariés. Très cash, un manager de Decathlon me fait rapidement déchanter. Il m'explique qu'il reçoit des candidatures d'étudiants issus de BTS action commerciale, et qu'ils sont très performants dans la vente. Pourquoi me ferait-il confiance ?

À près de trente ans, cette gifle entraîne chez moi une profonde introspection. Et ce d'autant plus que ma femme, rencontrée pendant les années fac, attend notre premier enfant. Bridés par nos ressources limitées, nous ne pouvons faire mieux qu'occuper un bout de chambre chez mes parents à Goussainville. Pour la première fois de ma vie, je me sens ébranlé par le doute. J'ai soupé des emplois jeunes et je ne veux plus être le grand frère de qui que ce soit. Je repense aussi aux branleurs des Grandes Bornes qui m'ont abondamment chambré. Ils m'avaient détourné du destin qui était le mien lorsque je m'étais inscrit aux cadets de police. Mais pourquoi au juste ? Pourquoi avoir cédé à leur prêchi-prêcha minable, et m'être ainsi laissé envahir par leur médiocrité ? Pour moi, être brigadier de police n'a rien de méprisable. La fonction permet au contraire d'occuper un poste d'observation singulier sur la société, soit la stimulation qui me manque cruellement jusqu'ici. Parmi les jeunes de ma génération, les seuls qui s'en sont sortis sont ceux qui ont fui les Grandes Bornes. Les plus désœuvrés, eux, ont succombé à des overdoses ou ont disparu plus violemment encore.

Huit ans après, me revoilà toquant à la porte de la police nationale.

*

Une fois n'est pas coutume, je cartonne au concours. Mais avant toute incorporation, il faut se plier à une solide enquête de moralité. Pour ma part, elle

sera menée par un fonctionnaire des renseignements généraux (RG) du Val-d'Oise.

Un bonhomme affable, attentionné, qui attise ma curiosité. Durant nos rendez-vous, nous prenons l'habitude d'outrepasser les simples questions sur mon environnement et mon passé. Un jour, l'agent me demande si, selon moi, un attentat islamiste peut survenir en France. Je réponds doctement que non, arguant que l'intégration à la française, malgré certaines pesanteurs, suscite plus de bonheur que de ressentiment. Près de vingt ans plus tard, l'anecdote est d'une cruelle ironie.

Notre relation s'intensifie pendant les émeutes urbaines d'octobre 2005. Deux enfants de Clichy-sous-Bois, Zyed Benna et Bouna Traoré, meurent électrocutés dans un transformateur après une course-poursuite avec la police. S'ensuivent plusieurs jours au cours desquels la France est secouée par d'intenses montées de fièvre. Observateur aiguisé à Goussainville, je remarque qu'au moins la moitié des incendies de véhicules de la commune sont le fait de propriétaires sans le sou, désirant réaliser un « coup d'assurance ». J'en fais part au fonctionnaire des RG, qui loue à de multiples reprises la justesse de mes analyses et ma maturité.

Sans le savoir, cet homme m'a transmis son goût du renseignement en me confrontant à son univers. En 2006, j'entre à l'École nationale de police. Pour mon premier week-end de permission, je découvre un tag « Nique la police » sur le portail de mes parents. Ils venaient juste de déménager.

3

Policier musulman et donc suspect

L'École de police est un étrange microcosme. Les élèves, venus de différentes régions de France, y cohabitent durant une petite année, entre ambition débordante et chausse-trappes. En vase clos dans la petite ville de Oissel, nichée dans les méandres de la Seine, nous sommes répartis par sections d'une trentaine d'élèves. Et nous partageons tout : footing, dortoirs et confidences.

Âgé de trente et un ans, et déjà père de famille, j'aurai les pires difficultés à supporter l'esprit postadolescent qui règne dans diverses chambrées. Mais surtout, je saisis d'emblée l'antienne qui sera celle de ma carrière : policier maghrébin et donc… suspect.

*

En 2006, lorsque notre promotion intègre l'ENP, les « années Sarko » battent leur plein. La police est régulièrement au cœur de débats politiques d'une extrême âpreté. L'agité ministre de l'Intérieur insuffle dans les rangs sa politique du chiffre, engendrant de la part du camp adverse une injonction à bichonner les rapports police/population. Loin d'être cantonnées aux seules pratiques, les critiques ciblent aussi le visage de la police. La mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois a laissé une plaie béante dans les quartiers populaires, et l'institution est perçue comme menaçante, brutale, et… trop blanche.

Selon moi, le problème principal est avant tout le milieu social d'origine des policiers. Si pas mal de recrues représentent la diversité, elles viennent essentiellement des Antilles et de la Guyane, mais presque jamais des zones urbaines dites sensibles. Dès lors, les cités apparaissent comme « des masses informes, hostiles, où évoluent des racailles qu'il faut mater ». Et lorsque la religion musulmane s'en mêle, c'est encore une autre paire de manches…

Naïvement, j'attendais de l'ENP qu'elle soit un intense laboratoire de réflexion. Que les questions existentielles qui torturaient alors la police soient débattues sans concession. À ma grande surprise, il n'en est rien. La première chose que l'on apprend aux élèves, c'est à faire des rapports. Encore des rapports, toujours des rapports. Sur tout et n'importe quoi, ce qui encourage une culture de la délation extrêmement désagréable dans les rangs : « Cher major, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants… », « Cher major, je me sens le devoir de vous alerter sur… ».

Certaines recrues font preuve d'un tel zèle pour rapporter que l'esprit de camaraderie en prend immédiatement un sérieux coup. La concurrence malsaine emporte tout, et je vais rapidement apprendre à me méfier. Pour obtenir les meilleurs postes en fin de session, tous les coups bas sont permis.

Cette année-là, l'ENP accueille un contingent de policiers venus des Émirats arabes unis (EAU). En vertu de nos accords de coopération, des fonctionnaires étrangers sont formés chaque année par la France. Au sein de la promo, ils composent un clan uni, séparé du reste du groupe car non francophone. À l'évidence, les formateurs les apprécient peu, considérant qu'ils n'en foutent pas lourd, leurs diplômes étant de toute façon achetés par les pétrodollars de leur puissante monarchie. Seul arabophone confirmé de la section, j'essaye de contribuer à leur bien-être. Ils m'en sont reconnaissants et nous sympathisons.

Même si mes parents se sont toujours adressés à leurs enfants prioritairement en français, je tenais à maîtriser impeccablement la langue de mes origines. Durant mon adolescence, je l'ai apprise au gré de séjours au Maghreb, puis j'en ai peaufiné les rudiments par des voyages successifs en Égypte – pays particulièrement béni pour la plongée sous-marine.

Dans l'esprit de mon formateur généraliste, cette proximité ne joue pas en ma faveur. Déjà hostile à mon égard, vu que je ne m'esclaffe pas à chacune de ses blagues sur la « bravitude[1] » de Ségolène Royal, il est désormais plutôt froid voire cassant. Il faut dire qu'en cours je n'ai pas la langue dans ma poche. J'affiche mes idées politiques de gauche et j'interviens abondamment. À la différence de mes petits acolytes, dont certains ont à peine dix-huit ans, je lis la presse et dispose d'une bonne culture générale. Lorsque, au détour d'un échange, surgit le nom de Malik Oussekine, je réagis *illico*, expliquant que son histoire fait écho à celle de milliers d'habitants des quartiers populaires. Dans la salle, ça rit à gorges déployées. Vexée de n'avoir pas su dire elle-même qui était

le jeune étudiant tué en 1986, une élève persifle : « C'est ça de passer tout son temps devant la télé… » Un autre renchérit : « Il devait déjà avoir trente ans quand c'est arrivé ! » Ces âneries me mettent hors de moi. Outre le fait de me dénier tout savoir, elles me réduisent au type qui doit ses connaissances à ses heures passées à glander sur son canapé. Voilà l'image florissante que l'on se fait d'un Arabe de trente ans… Ajoutée aux allusions récurrentes sur la nonchalance supposée des Orientaux, mon malaise grandit.

Quelques jours plus tard, c'est au réfectoire qu'un nouvel esclandre survient. Au milieu d'une discussion déjà animée, une fille me fait remarquer que je ne mange que du poisson. Je m'étonne de cette hyperattention à mon alimentation et lui demande ce qu'elle cherche à démontrer. Naturellement, les ritournelles sur le halal, ma pratique religieuse, ma volonté de faire la prière s'imposent à toute vitesse. « Et si tout simplement j'adore le poisson ? », lui demandé-je, excédé.

Mais la remarque la plus scabreuse est peut-être l'œuvre d'une autre jeune fille, qui se targuait d'avoir déjà brièvement exercé comme adjointe de sécurité. Selon cet esprit éclairé, la criminalité baisse l'été dans les villes d'ordinaire agitées. La raison ? « Parce qu'ils [les immigrés] sont tous au bled. » Inutile de préciser que, une fois de plus, je vois rouge. Je l'interroge sur le fondement statistique de son observation. Où a-t-elle lu pareille affirmation ? Sur quelles études sérieuses se base-t-elle ? Évidemment, elle est dans l'incapacité totale de prouver ce qu'elle avance et ne fait que relayer le fond de cuve xénophobe entretenu par pas mal d'élèves. Plus tard, j'apprendrai que la « ville chaude » où elle avait travaillé s'appelait Versailles.

*

De retour à Goussainville lors des permissions, l'ambiance est tout aussi pesante. Lorsqu'elles me croisent, mes anciennes connaissances, briefées sur ma qualité de futur policier, ne me saluent plus. Dès qu'elle met le nez dehors, ma mère est la cible d'une myriade de questions, signe que mon nouveau métier suscite pas mal d'intranquillité.

Avec le temps, je vais finir par comprendre pourquoi. Au-delà de la jalousie primaire à l'égard de celui qui a désormais un statut, beaucoup craignent que je sache tout de leurs méfaits. Et même, pire, que je découvre leur statut d'indic. En gardant contact avec mon protecteur des RG du Val-d'Oise, qui me considère maintenant comme un collègue, j'allais en apprendre des vertes et des pas mûres

sur les fiers-à-bras des Grandes Bornes. Sans surprise, les plus grandes gueules, ceux qui tenaient les discours les plus radicaux, sont les informateurs les plus assidus. Ébahi, je vois un univers s'effondrer ! Tel imam, au charisme glorieux, est en réalité un magouilleur de shit venant absoudre ses péchés par des tuyaux au commissariat. Tel caïd, dont la légende essaime, vend parfois sur un plateau ses propres affidés.

Et, clou du spectacle, j'apprends que certains de mes plus farouches contempteurs ont passé le concours de policier et l'ont… raté ! Moi, l'adolescent tant raillé, je détiens à présent des petites bombes sur un paquet de Goussainvillois. Ils le sentent et enragent. À ma mère, je passe la consigne de ne rien divulguer de mes activités.

*

À Oissel, me voilà flanqué d'officiers irakiens. Comme mes amis émiratis, ils sont là quelque temps pour s'aguerrir et tenter d'apporter un plus à leur pays en plein chaos. Les côtoyer m'impressionne beaucoup. Je me dis chaque jour que ces gars mourront peut-être tôt ou tard en service, ce qui rend bien dérisoires les gamineries de couloir. Le soir, en regardant les daims brouter à la lisière de la forêt, nous discutons à bâtons rompus de la vie à Bagdad, de la guerre, de l'ingérence américaine, d'Israël, bref, de tout un magma géopolitique qui m'extrait de la routine accablante de l'ENP.

Hormis les cours liés à l'histoire des civilisations, aux religions, le cursus est en effet, à ses yeux, assez bas de gamme. Pour valoriser l'institution, la direction déroule le tapis rouge à d'anciens flics chevronnés. Ainsi, nous voyons débarquer le commissaire Robert Broussard, étoile de l'antigang et chef de l'opération qui a abouti à l'élimination de Jacques Mesrine. Une conférence plus tard, l'homme, venu avec des cartons de livres, dédicace ses ouvrages à un public captif. Si je témoigne un profond respect à Broussard en raison de sa brillante carrière, je ne peux m'empêcher de penser que, pour de jeunes flics, des cours de sociologie auraient été plus utiles.

Dans les piaules aussi, je me sens étriqué. Nous sommes entassés les uns sur les autres, l'intimité manque cruellement. La nuit, c'est concert de ronflements et fumet de chaussettes sales. Quand ce n'est pas concours de blagues graveleuses. Pour être plus tranquille, il est fréquent que je transfère mon matelas vers une ancienne salle de douches. Après les années de liberté à l'armée, les lits alignés

me renvoient aux longues insomnies chez mes parents à Goussainville, lorsque mon sommeil était haché par les va-et-vient incessants de mes frères et sœur.

Ma femme et ma fille me manquent, et l'union entre mes parents, que je croyais invincible, se délite. De ce point de vue, il est grand temps que l'année se termine. Heureusement, j'ai toujours sur moi un porte-clefs avec la photo de ma fille. Elle m'aide à relativiser les soirs où le spleen m'étreint.

J'ai aussi fait la connaissance de Pierre, qui demeure, aujourd'hui encore, un ami indéfectible. Cette amitié est née d'un pacte rondement scellé. Lui, véritable bête de course, était mon lièvre durant les rudes entraînements au footing. Moi, je le faisais bûcher comme un damné pour qu'il obtienne son bac, option métiers de la sécurité. Cet attelage gagnant/gagnant est l'une des belles choses qui me restent de l'ENP.

Il y a aussi ma complicité avec les officiers irakiens. Pour que nos homologues du Golfe puissent se repérer au sein de l'école, j'installe toute une signalétique en arabe. Une initiative qui me vaut (enfin) des remerciements de la part de la direction de l'école. Dans la foulée, je prête main-forte à la PJ de Rouen qui a besoin d'une personne maghrébine pour un tapissage[2].

Mais ces maigres satisfactions ne feront pas disparaître la déception de cette année qui m'aura paru interminable. Bouquet final, la venue des représentants syndicaux. En bons hommes-sandwichs, ils sont là pour faire signer des bulletins d'adhésion. Pléthore de jeunes flics inquiets par la volatilité du marché de l'emploi, que rêver de mieux ? Prompts à dégainer leur chéquier, la plupart de mes camarades s'exécutent, dans un élan de panurgisme qui me désespère. Pourquoi adhérer à un syndicat de police, à peine sorti d'école ? Ne doit-on pas plutôt prendre de la bouteille sur le terrain, observer, comprendre, et ensuite orienter notre action syndicale au regard de nos convictions ?

Gardant mes commentaires (jugés hautains) pour moi, j'attends avec impatience le classement qui détermine le choix des postes. En 1 080e position (sur 1 600), je suis affecté au dépôt de Bobigny.

*

Ce parachutage marque l'entame de près de dix ans de carrière en Seine-Saint-Denis. Département tout aussi mythique que redouté, le 93 incarne depuis le XIXe siècle la grande histoire de l'immigration française. Au gré des croissances et des crises industrielles, des populations venues du monde entier s'y sont sédentarisées, créant un patchwork culturel quasi unique en Europe. Au fond de

moi, je suis excité à l'idée d'arpenter ce territoire d'une richesse inouïe. Et ce d'autant plus que sa proximité avec Goussainville me permet de retrouver ma famille. Cependant, je vais vite déchanter.

Le commissariat de Bobigny est une forteresse implantée non loin d'une austère cité administrative. Les matins où le ciel est bas, le béton grisâtre et le poutrage bleu nuit drapent les lieux d'une robe lugubre. Mon premier poste consiste à assurer la police d'audience au tribunal de grande instance. Dans le 93, les audiences sont souvent houleuses, si bien qu'une poignée de fonctionnaires n'est pas de trop pour permettre aux magistrats de conduire leurs procès en toute sérénité.

Des gardes statiques me sont également dévolues, aspect bien moins palpitant du métier. Tout frais sorti d'école, je l'aurais volontiers accepté si je n'avais pas découvert en parallèle la bassesse de quelques supérieurs. Pour eux, le policier stagiaire[3] est un grouillot de premier choix. S'il est de piteuse tradition en France de bizuter le dernier arrivé, j'attendais de la police qu'elle soit digne de son statut de service public et qu'elle montre l'exemple. Car mon engagement dans ce corps de l'État découle d'une haute idée que je me fais de la République. Ces valeurs m'ont été transmises par mon père. Après moult sacrifices au sein de l'armée française, il a obtenu la reconnaissance de la Nation, distinction qui a sculpté sa fierté.

Or, au jour le jour, le jeune flic est un bleu-bite à qui incombent toutes les galères. Et, bien sûr, aucun gradé ne s'insurge contre ces injustices. Prenons par exemple les horaires de prises de service. Elles varient entre 6 heures et 8 heures. En conséquence, ceux arrivés à 6 heures doivent prendre leur pause-déjeuner à 11 heures ; et ceux arrivés à 8 heures la prennent à 13 heures. C'est compter sans la douce amabilité des chefs de service qui, arrivés à 8 heures passées, passent pourtant à table les premiers. Ces pratiques me mettent hors de moi. Comment respecter la hiérarchie lorsqu'elle adopte un comportement aussi mesquin? Une fois ou deux, je m'évertue à le faire remarquer. Mais, loin de se sentir gênés, les visés s'enfoncent encore un peu plus dans la médiocrité. Et le message qu'ils m'envoient est clair : je dois fermer ma gueule pour espérer être titularisé.

Un jour, l'un de ces chefaillons m'envoie dès 6 heures du matin garder un point fixe. En raison d'un besoin de sécurité ponctuel, je dois occuper un angle de rue et ne le quitter sous aucun prétexte. Quand ma mission sera terminée, j'en serai averti, et je pourrai vaquer à d'autres occupations.

Comme convenu, je m'installe au point indiqué à 6 heures pétantes, en tenue, et avec mon arme de service. La matinée passe. La pause-déjeuner itou. Debout à faire le planton, je meurs de faim. Mais je ne reçois aucune nouvelle de personne ; 16 heures, 17 heures, 18 heures, toujours rien… En bon soldat, je me dis que les consignes finiront par arriver et qu'il ne sert à rien de s'inquiéter.

À 20 h 30, alors que l'obscurité point, je décide de m'enquérir moi-même de la situation. Au commissariat, l'équipe de nuit a déjà pris son service. Étonnés par mon coup de fil, les collègues partent à la recherche d'infos. Moins de dix minutes plus tard, ils me rappellent : « Anouar, ils t'ont oublié. On vient te récupérer… »

Sur mon bout de trottoir, je fulmine. C'en est trop et je suis atterré par ce énième manque de respect. Puisqu'on me traite comme un moins que rien, je fais savoir à mon chef que je serai en arrêt le lendemain. Il essaye d'abord de m'en dissuader, mais je soutiens que cet épisode m'a autant épuisé que contrarié. Le lendemain, il envoie un équipage pour vérifier que je suis bien à mon domicile, et m'adressera une lettre de mise en garde à mon retour au service.

*

Ces scènes d'humiliation sont fréquentes et résultent d'une toute-puissance institutionnalisée de la hiérarchie. Les plus faibles encaissent d'abord, puis, selon une étonnante mécanique de reproduction, infligent à leur tour ce qu'ils ont subi. Désirant s'épargner une introspection douloureuse, la Direction générale de la police nationale (DGPN) préfère fermer les yeux, laissant à la police des polices (IGPN) le soin de pondre une sanction exemplaire de temps à autre. Le message lancé à l'opinion publique est alors aisément déchiffrable : il y a certes quelques brebis galeuses dans la police, comme partout, mais le ménage a été fait. Ainsi épargné, le système a tout loisir de retomber tôt ou tard dans ses travers. Des travers qui ne disparaissent d'ailleurs nullement à mesure que le grade augmente. Quant au racisme, il prospère grâce aux mêmes logiques mortifères. J'en serai victime tout au long de ma carrière.

1. Durant la campagne présidentielle de 2007, la candidate socialiste avait commis ce néologisme lors d'un déplacement sur la Grande Muraille de Chine.
2. Un suspect est placé derrière une glace sans tain, au milieu d'autres personnes lui ressemblant. Victimes et témoins doivent alors le reconnaître.
3. À la sortie de l'école, il faut effectuer une année de stage avant d'être titularisé.

4

Dans le tourbillon des RG 93

Début février 2008, une sinistre nouvelle s'abat sur la police. Une adjointe de sécurité de vingt-trois ans, affectée dans un commissariat parisien, se jette du dixième étage de son immeuble avec son enfant[1]. Elle décède sur le coup, mais le rejeton de deux ans, lui, met plus de sept heures à succomber à ses blessures.

À Bobigny, la nouvelle se répand comme le lierre. Le drame s'est déroulé dans la ville voisine d'Aubervilliers, et de nombreux flics accusent le coup. Dans le geste de la jeune femme, nos conditions de travail semblent tenir une place prépondérante. L'émoi dans les travées du commissariat n'en est que décuplé. Pour chacun d'entre nous, ce suicide est l'exégèse de nos douleurs quotidiennes. Moi-même, je me sens ébranlé. La noirceur qui a emporté ma collègue fait écho au mépris que m'injectent parfois certains gradés. Le travail que j'ai choisi peut donc tuer. À l'aube de ma carrière, cela me perturbe.

*

L'un de mes rituels consiste désormais à scruter avec attention le télégramme égrainant les postes vacants au sein de l'institution. Un matin, une offre pour la Sous-direction de l'information générale (SDIG) de Seine-Saint-Denis est publiée. Ce service, au nom barbare, n'est autre que le nouvel habit des Renseignements généraux (RG).

Devenu président de la République, Nicolas Sarkozy procède en juillet 2008 à une profonde réforme structurelle des services secrets intérieurs[2]. L'ex-Direction de la surveillance du territoire (DST) avale une bonne partie de la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) pour créer la rutilante Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). Le fameux « FBI à la française »

tant fantasmé par Sarko. L'autre morceau des RG est donc fondu dans les SDIG, parachevant ainsi l'action de terrain historique des RG.

Pour la première fois depuis le début de ma carrière, cette perspective déclenche en moi une vive excitation. À l'École de police, l'intervention qui m'avait le plus captivé était celle d'un commissaire de la DST. Passionnant, il nous avait détaillé les coulisses du renseignement, loin des clichés très James Bond de l'imaginaire *lambda*. De surcroît, je garde une vraie sympathie pour le fonctionnaire des RG du Val-d'Oise, avec qui j'avais noué une relation du temps de mes études.

C'est décidé, je veux ce poste, et pour maximiser mes chances de l'obtenir sans nuisance, je postule en passant outre l'assentiment de mes supérieurs.

À la maison aussi, l'heure est au changement. Ma compagne, qui m'attend un soir dans notre petit studio, m'annonce sa deuxième grossesse. Fou de joie, je n'en ressens pas moins immédiatement le poids des responsabilités. À présent, mes choix de carrière, mes humeurs, mais aussi mes absences engageront la destinée de mes enfants.

Ma seule crainte est de réussir à trouver le bon équilibre entre mon enthousiasme dévorant et mon rôle de père. Du renseignement, je sais à quel point il peut être chronophage. Bien que déjà très affaiblie par la maladie, ma mère me propose de garder ses petits-enfants si mes missions devaient me retenir plusieurs jours d'affilée. Une bonté dont je lui serai éternellement reconnaissant. Ce nouveau poste, c'est aussi pour ma famille que je le désire ardemment. Pour qu'elle puisse compter sur moi. Pour que je devienne enfin quelqu'un.

Heureusement, l'attente ne sera pas trop longue. À peine quelques jours plus tard, je suis informé que mon profil est retenu. Je ressens une satisfaction immense. Un métier palpitant s'offre enfin à moi, à trente-trois ans, et après tant de temps passé à courber l'échine. Mais je repense surtout à la jeune adjointe d'Aubervilliers. Son désespoir m'a saisi si fort qu'il a mis fin à ma léthargie. Elle ne le saura jamais, mais elle a joué un grand rôle dans l'avènement de mon nouveau destin. L'aventure aux RG 93 durera près de huit ans, et je ne ressentirai plus qu'une profonde exaltation en me rendant au travail.

*

Pour un service de renseignements, la Seine-Saint-Denis est un océan qu'il est impossible d'écoper. Notre mission consiste à informer l'appareil d'État en toutes

circonstances, et à lui éviter d'être pris au dépourvu. Mes collègues – au nombre d'une soixantaine – me signifient le péril d'emblée : tout ira bien si le préfet n'apprend rien par la presse. Sinon… il y aura du vent dans les ramures.

Avant la réforme controversée du renseignement intérieur, les RG possédaient justement une section presse, dont le rôle était de connaître à l'avance le contenu des quotidiens du lendemain[3]. Si tout savoir de l'ébullition du département est une gageure, notre boulot est d'anticiper afin de désamorcer le maximum d'événements explosifs. Et la Seine-Saint-Denis n'en manque pas. Le territoire cumule des taux de pauvreté colossaux, des quartiers segmentés par le trafic de drogue, et une implantation désormais assez aiguë de l'islam radical.

En 2008, lors de ma prise de fonctions, l'activité principale des RG consiste cependant à surveiller essentiellement les mouvements sociaux. Terre industrielle autrefois prospère, la Seine-Saint-Denis vit depuis un gros quart de siècle au gré des purges dans ses usines. PSA à Aulnay, Veolia à Aubervilliers, Canal+ à Saint-Denis, la liste est longue comme un jour sans pain. Cette année-là, près de la moitié des actifs du département, soit 430 000 personnes, sont ouvriers ou employés[4] ; 250 000 personnes se trouvent au chômage, sans parler des milliers d'illégaux qui peuplent les chantiers, les arrière-cuisines de restaurants ou les hangars de manutention. L'actualité sociale est incandescente, et l'une de mes premières missions sera de me procurer les tracts annonçant manifs et piquets de grève.

Mais le 93, c'est aussi un pot-pourri d'une centaine de nationalités, issues d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est. Chaque pays est représenté dans sa diversité ethnoculturelle la plus complexe, si bien que la plupart des conflits larvés de la planète ont leur transposition dans le département. Il y a, bien sûr, les récurrentes frictions israélo-palestiniennes, mais aussi les relations amour/haine entre Algériens, Marocains et Tunisiens, les bastons entre Tamouls et Cingalais, l'agitation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et la rivalité entre puissances du Golfe pour le contrôle des lieux de culte. En soi, bien plus de travail que ne le permet une journée de vingt-quatre heures.

*

Aux RG – puisque tout le monde continue d'appeler le service ainsi –, la règle que l'on me fixe est simple. Contre un téléphone de service et un lot de cartes de visite, le monde est à moi. L'information doit entrer tous azimuts, et je vais

d'abord m'attacher à animer un portefeuille de sources issues « du milieu ouvert ».

Ici, il n'est nullement question de manipulation, d'*alias*, ni d'infiltration. Il s'agit seulement de nouer des relations de confiance avec des élus, des responsables associatifs et syndicaux, des militants, des gérants de commerce afin qu'ils nous signalent toute chose utile. Les infos sont ensuite aiguillées vers les quatre sections de la SDIG : D1, D2, D3 et D4, chargées des sectes, du fait religieux, du social, des violences urbaines et des communautés étrangères.

Afin de parvenir à ses fins, il faut faire preuve d'une finesse exquise, pour que nos interlocuteurs ne se sentent pas réduits au statut peu glorieux de « balance ». Au fil des mois, je développe un argumentaire sophistiqué en vue de les tranquilliser. Tel un VRP qui vend un produit, et qui doit atteindre son chiffre d'affaires, j'explique que la police est un service public comme un autre et qu'il faut savoir l'utiliser. Par intérêt, par adhésion, par patriotisme parfois, mais sans appréhension. Je me déplace la plupart du temps sans mon arme de service, et sous ma vraie identité. De temps à autre, j'emmène également mes enfants. Même si ma hiérarchie me le reproche, considérant que je sors des cadres protocolaires, la figure du père de famille rassure et m'aide grandement à enclencher des relations intimes avec mes contacts. À mes yeux, l'efficacité prime.

*

Les activités d'un service de renseignements sont par définition aléatoires. Elles sont dictées par les aléas de l'actualité mais aussi, souvent, par les faits divers sordides. À l'automne 2008, je suis happé par l'une de ces histoires glauques dont la Seine-Saint-Denis regorge : Halim Taguine, dit le « violeur des stades », frappe de nouveau.

Cet Algérien a déjà été condamné en 2006 pour une dizaine d'agressions sexuelles ou tentatives sur des enfants[5]. Mais lors de son procès en appel, devant la cour d'assises de l'Essonne, il simule un malaise et réussit à s'évader de la chambre d'hôpital où il a été admis, à 2 h 25 du matin. Durant quelques semaines, Taguine se fait oublier. Mais il ressurgit en août et commet cinq nouveaux viols ou tentatives. Avec, chaque fois, le même mode opératoire effroyable. Habillé comme un entraîneur de foot, il guette les petits garçons aux abords des stades. Il les emmène ensuite à l'écart, leur met la tête dans le sable, un couteau sous la gorge, et les sodomise violemment sans préservatif. Après

l'acte, il parfume leur anus afin, croit-il, d'effacer toutes traces génétiques. Commis à intervalles réguliers, les crimes propagent une terrible psychose dans les rues de Bagnolet et de Montreuil.

Saisie des investigations, la sûreté départementale demande le concours des RG pour la traque du prédateur. Une fois ses crimes commis, Taguine court se réfugier dans les mosquées et se fond dans le décor, grimé en fidèle. En conséquence, nous sollicitons nos sources et contacts implantés dans les différents lieux de culte, afin qu'ils nous signalent une éventuelle présence suspecte. Taguine est également inscrit au Fichier des personnes recherchées (FPR). Un mandat d'arrêt est émis et le domicile de sa femme, de trente ans son aînée et porteuse du niqab, est placé sous surveillance. Mais en dépit de cet imposant dispositif, le « violeur des stades » demeure introuvable. En concertation avec l'autorité judiciaire, il est décidé de diffuser son portrait-robot.

Chaque jour qui passe nous fait courir le risque d'un nouveau viol, et je me découvre assez fébrile. La même émotion ronge Pierre-Henri Druesne, le jeune commissaire de la sûreté en charge de l'enquête. Je me souviendrai longtemps de cet homme qui a sué sang et eau pour mettre Taguine hors d'état de nuire. Harassé, il me confiera un jour qu'il ne dormait plus, de peur qu'un énième enfant ne subisse des atrocités.

Le 12 mars 2009, un événement imprévu accentue encore notre angoisse. Des collègues retrouvent un homme gisant au sol à Montreuil. Sa mâchoire et son nez sont fracturés, sa tête ensanglantée et son corps trahissent de nombreuses traces de coups. Rapidement, nous comprenons qu'un groupe l'a pris pour le « violeur des stades » à partir du portrait-robot… La victime est bien évidemment innocente et a fait l'objet d'un lynchage monstrueux[6].

Le temps presse. Rumeurs et chasse à l'homme embrasent désormais le sud du 93.

Béni, le commissaire Druesne va bénéficier d'un coup de pouce du destin absolument inouï.

Le 19 mars 2009, il part déjeuner à Montreuil. Tout juste garé, il croise sur le trottoir un homme aux cheveux ras, à la barbe fournie, vêtu d'une djellaba. Incroyable mais vrai, il s'agit du « violeur des stades » ! Taguine est méconnaissable, mais Druesne a la présence d'esprit de l'identifier et, du haut de son mètre quatre-vingt-dix, l'interpelle sans ménagement.

Présent au bureau, je suis de nouveau contacté pour aider la police judiciaire à confondre le criminel. Après onze mois de traque, nous disposons des quarante-huit heures de garde à vue autorisées pour bétonner la procédure avant sa remise au parquet. Ma mission est claire : explorer les ressources de mon carnet d'adresses afin de débusquer toute personne pouvant reconnaître ou témoigner contre Taguine. Je m'exécute sans fermer l'œil. Toutefois, je me heurte à une frilosité insoupçonnée. Pour cinq personnes ayant concouru au tapissage, dont un imam, il m'a fallu approcher des dizaines et des dizaines d'anonymes. Les agissements de Taguine avaient beau être abominables, les citoyens démarchés préféraient de loin préserver leur quiétude. Cette lâcheté m'a tout bonnement ahuri.

Lors de ses auditions, le « violeur des stades » se montre sous un jour toujours plus lamentable. Sans ressource pour se défendre, les services d'un avocat commis d'office lui sont adjoints. Mais ce dernier étant de confession juive, Taguine l'agonit d'insultes : « Sale juif, sale juif, sale juif ! » Heureusement, il écopera de trente ans de prison le 11 avril 2014[7].

*

La Seine-Saint-Denis, c'est aussi deux visites ministérielles par semaine minimum. Un agenda intrépide et chronophage, puisque les RG doivent systématiquement procéder à une note préparatoire appelée « la physionomie ». Elle consiste à inventorier de façon précise les nuisances susceptibles de perturber le programme du ministre, afin de les anticiper, voire de les désamorcer. Pour ce faire, le policier sollicité dresse un minutieux tour d'horizon des différentes menaces, qu'elles soient d'ordre social, militant ou, plus récemment, terroriste. Autrefois uniquement basée sur les informations recueillies auprès des contacts, « la physio » inclut aujourd'hui une veille tatillonne des réseaux sociaux. Ces derniers foisonnent de groupes lançant régulièrement des appels à se rassembler, obligeant le service à intensifier ses activités numériques.

Du 15 au 21 juin 2009, le Salon de l'aéronautique se tient comme chaque année au Bourget. Pour son centenaire, les organisateurs mettent les petits plats dans les grands : 2 000 exposants, 48 pays représentés et retour, après trente-six ans d'absence, de la Patrouille de France[8]. Depuis l'Élysée, Nicolas Sarkozy fait part de son intention de participer à la manifestation. Avisé, le service est naturellement mandaté pour effectuer la fameuse « physio ». Notre inquiétude majeure tient au fait que le président de la République entend se rendre sur le

stand israélien, où sont présentées les dernières prouesses technologiques de Tsahal. Sans surprise, les leaders locaux de la mouvance propalestinienne s'agitent. Je procède à un inventaire précis des risques, et je transmets ma note à ma hiérarchie, qui la transmet ensuite, comme de coutume, au préfet ainsi qu'au cabinet du Président.

Le jour J, je suis un tantinet tendu. À peine six mois plus tôt, le 12 janvier 2009, Nicolas Sarkozy a été copieusement hué lors d'un déplacement à Saint-Lô, dans la Manche. Furieux, le Château n'a pas manqué d'adopter de sèches mesures de rétorsion à l'égard des hauts fonctionnaires qui avaient préparé sa visite. Dès le 30 janvier, le préfet de la Manche, Jean Charbonniaud, ainsi que son directeur départemental de la sécurité publique, Philippe Bourgade, avaient été invités à aller voir ailleurs[9]. C'est peu dire que, en cas de ratés de ma part au Bourget, mon préfet, Nacer Meddah, se retrouverait à son tour en grave difficulté.

Alors que Nicolas Sarkozy se faufile tant bien que mal au milieu de la foule, j'apprends, grâce à une surveillance numérique, qu'un groupe d'une vingtaine de militants du collectif CAPJPO-EuroPalestine est en train de se former à l'extérieur du salon. L'objectif est évident : progresser incognito et générer un incident au moment où le Président se trouvera sur le stand d'Israël. *Via* mon chef de service, j'informe immédiatement le préfet, les membres du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), ainsi que mes collègues de sécurité publique. Nous optons pour un dispositif tactique dynamique, afin d'éviter que l'interpellation des fauteurs de trouble ne soit saisie par les caméras de télé. La trajectoire du président Sarkozy est modifiée *in extremis*, et des fonctionnaires en civil se postent discrètement aux entrées menant directement au stand israélien. Afin de ne pas nous griller, nous laissons le groupe s'approcher au plus près avant de procéder à sa neutralisation *manu militari*.

Le lendemain, je suis félicité pour cette opération menée de main de maître, et j'obtiens une gratification généreuse à l'échelle de la police nationale : 50 euros ! Une semaine plus tard, je reçois un coup de fil de mes homologues de la SDIG du Val-d'Oise. Nicolas Sarkozy effectue une sortie sulfureuse sur le site de Veolia à Jouy-le-Moutier, et ils désirent que je collabore aux préparatifs.

Il faut dire que l'épisode m'a ouvert l'appétit. J'apprécie ce type d'événement, mélange d'adrénaline et de science du renseignement. Ainsi, je décide de me former à la protection rapprochée. Durant une semaine, je file à Saint-Malo suivre une formation au sein du Groupe d'appui des hautes personnalités (GAHP). Toujours très sportif, j'encaisse plutôt bien la rudesse des épreuves.

Mais un soir, le racisme revient frapper à ma porte de manière fulgurante. En pleine discussion, un policier d'une unité d'élite bien connue m'apostrophe : « Les Africains du Nord, vous n'êtes pas comme les Noirs, vous êtes plus sournois. » Interloqué par cette violence gratuite, je reste mutique. Il poursuit : « J'espère qu'un jour j'aurai un mec comme Khaled Kelkal[10] au bout de mon flingue. » Ambiance…

*

Courant 2009, le service est réceptionnaire d'un renseignement de première main. Il émane d'un indic du Groupe d'intervention régional (GIR). Ces « Forces opérationnelles » (*task forces*), rassemblant gendarmes, policiers, douaniers, agents des impôts, ont été créées en 2002 afin d'insuffler une approche pluridisciplinaire dans la lutte contre la délinquance organisée. Le tuyau a été initialement orienté vers la section antiterroriste de la brigade criminelle du 36, quai des Orfèvres (SAT), qui nous l'a rétrocédé en raison de notre compétence territoriale. Et il est énorme : une cellule hybride, composée d'une dizaine d'individus, a élu domicile dans des locaux industriels du nord de la Seine-Saint-Denis. En son sein, des membres du clan de l'islamo-braqueur Ouassini Cherifi, des affidés du prêcheur Farid Benyettou et quelques éléments plus volatils, ayant été impliqués dans les violences urbaines de 2005 à Clichy-sous-Bois. Un alliage détonant, qui préfigure la frénésie des filières jihadistes où évolueront de concert islamistes endurcis et délinquants fraîchement évangélisés.

À cette époque, Ouassini Cherifi est déjà en prison. Ce Franco-Algérien est alors considéré comme le leader d'une nébuleuse dont le but est de commettre, à la manière du gang de Roubaix[11], des braquages pour financer le jihad. Au début des années 2000, celui qui était surnommé « le Turc » a été condamné à cinq ans de prison pour des faux passeports suspectés d'avoir servi au commando qui préparait un attentat contre la cathédrale de Strasbourg[12]. Une fois remis en liberté, Cherifi initie deux braquages ratés : l'un contre un centre de tri Chronopost à Fretin, dans le Nord, l'autre contre une agence de transport de fonds à Beauvais, dans l'Oise. L'Office central pour la répression du banditisme (OCRB), épaulé par la DST, l'interpelle finalement de nouveau en décembre 2005. Un de ses complices livre aux enquêteurs l'adresse d'un box à Clichy-sous-Bois abritant un impressionnant arsenal : TNT, dynamite, kalachnikovs, Famas et revolvers.

Dans le groupe qui nous est signalé par le GIR en 2009 figure un lieutenant de Cherifi passé entre les gouttes. La présence à ses côtés de disciples de Benyettou, célèbre mentor de l'un des futurs tueurs de *Charlie Hebdo*, n'augure rien de bon. Ces hommes disposent de contacts établis dans les sphères jihadistes londoniennes et irakiennes, et l'approvisionnement en armes n'a jamais été un souci pour eux. Au regard de ce pedigree, le dossier est transmis à la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP), qui m'ordonne de ne plus rien partager avec nos homologues de la PJ. Le collègue de la SAT qui m'a mis au parfum au départ, pensant bien faire, se fait salement souffler dans les bronches.

On me fixe alors comme mission de surveiller discrètement les locaux où le groupe est retranché, de noter les allées et venues, voire d'identifier formellement les individus. Pour cela, je dispose du « sous-marin », un véhicule espion conçu pour guetter tout mouvement suspect sans être repéré. Une grande question se pose à nous : est-il possible de « sonoriser » la planque des suspects ? L'un des scénarios élaborés par les malfaiteurs fait froid dans le dos. Il est question d'abattre un bijoutier de confession juive. Puis d'adapter une stratégie de revendication : en cas de réussite de l'opération, et de fuite des assaillants, l'acte serait publiquement présenté comme un crime antisémite. En cas d'échec ou d'interpellation, il suffirait d'invoquer un banal braquage qui a foiré.

N'étant pas encore habilité secret-défense, je suis finalement écarté du dispositif et ne connaîtrai jamais l'issue de cette opération. Une disposition administrative qui sera toutefois revue un an plus tard, par la grâce d'une nouvelle réforme du renseignement intérieur.

*

En 2010, les autorités politiques décident en effet de créer une police d'agglomération à Paris. En conséquence, la DRPP aspire les SDIG des trois départements de la petite couronne : les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Me voici donc habilité secret-défense, et sous les ordres de René Bailly, omnipotent patron du renseignement parisien[13].

Dès le départ, « René la taupe », comme certains le surnomment en raison de son caractère ténébreux, ne me manifeste pas un amour éperdu. D'une part, la DRPP se vit comme un service d'élite, une aristocratie du renseignement, à mille lieues des RG qui seraient, eux, assujettis aux basses besognes. En clair, il y aurait deux mondes : les vrais espions et ceux qui essayent de l'être. D'autre part, je ne suis pas un de ses intimes. Ce handicap est renforcé par l'imposant maillage

dont je dispose en Seine-Saint-Denis près de deux ans après ma prise de poste. J'ai tissé ma toile dans les sphères militantes, les mairies, mais aussi au sein des associations cultuelles et des mosquées, terrain autrement plus sensible. Le patron sait que je vais être difficile à contourner, et il aurait mille fois préféré un homme à lui sur cette ressource stratégique.

Après de viriles négociations avec mes supérieurs, qui louent mes qualités, je suis finalement confirmé dans mes fonctions. Mon travail va même peu à peu se resserrer sur les trois divisions de la DRPP chargées de la lutte antiterroriste et « des mouvements à potentialité violente » : T1, T4 et la section E.

*

Avec le déclenchement des « Printemps arabes », courant 2011, la Seine-Saint-Denis est prise de nouveaux spasmes.

Les dictatures tunisienne et égyptienne tombent comme des pierres, suivies plusieurs mois plus tard par la Libye, dans des circonstances autrement plus troubles. L'équilibre géopolitique méditerranéen est totalement perturbé, entraînant de nouveaux flux migratoires d'une ampleur inédite. En un rien de temps, des milliers de migrants, venus du Maghreb mais aussi d'Afrique subsaharienne, déferlent sur Pantin, Aubervilliers, Montreuil, Bagnolet… Massés dans des campements de fortune, ils génèrent de multiples troubles à l'ordre public qui essorent les collègues de Police secours. Au tribunal de Bobigny, ce sont des dizaines de mineurs isolés qui végètent dans l'espoir d'obtenir une protection de l'aide sociale à l'enfance. Les passeurs ne s'y trompent pas : ils orientent les réfugiés vers le 93, notoirement connu pour la générosité de sa prise en charge[14].

Pour les services de renseignements, ces événements accouchent de nouvelles angoisses. La pléthorique diaspora tunisienne exilée en France vit dans sa chair la révolution de Jasmin. En son sein, les mêmes lignes de fracture qu'au pays : les partisans du dictateur déchu Zine el-Abidine Ben Ali affrontent les militants révolutionnaires, libéraux, ainsi que les islamistes.

Un soir, alors que j'écoute la radio en arabe, j'apprends que Ben Ali a abdiqué et que son avion fait route vers l'aéroport du Bourget. J'en informe la DRPP, ainsi que le nouveau préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert. Ce dernier est totalement pris au dépourvu et se demande s'il doit aller accueillir le despote à son arrivée sur le tarmac. Dans l'attente, je me tiens prêt à l'y accompagner s'il en émet le souhait. Mais, la diplomatie étant ce qu'elle est, ordre est transmis par

les autorités de ne pas accueillir Ben Ali. À peine posé, son avion redécolle, direction Djeddah, en Arabie Saoudite. Des membres de sa famille ont bien été déposés dans la zone d'attente de l'aéroport du Bourget, mais ils repartiront eux aussi plusieurs jours plus tard, faute d'accord du gouvernement français pour les régulariser. Un avion privé appartenant au clan Ben Ali, et stationné au Bourget, sera également saisi[15].

À l'été, c'est le siège parisien du RCD, le parti de l'ex-dictature, qui est pillé. Officiellement, des migrants ont pris possession de ce luxueux immeuble situé au 36, rue Botzaris pour y élire domicile. Mais, quelques jours plus tard, la presse annonce le vol de centaines de documents sensibles, internes au RCD[16]. Opération de déstabilisation ? Barbouzerie ? Négligence ? La DRPP y jettera un œil averti.

Autre interrogation : combien d'agents des régimes renversés figurent dans les colonnes d'exilés ? Leurs activités peuvent-elles attenter à la sûreté de l'État français ? Les services de contre-ingérence de la DRPP et de la DCRI sont sur les dents. D'autant que le phénomène empire à mesure que le Moyen-Orient s'embrase. Après la Libye, l'Égypte, la Turquie et la Syrie importent leurs conflits sur notre sol.

*

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, les corps de trois militantes kurdes sont découverts dans les locaux du Centre d'information sur le Kurdistan, situé 147, rue Lafayette, à Paris. Deux des victimes, exécutées chacune de plusieurs balles dans la tête, sont Fidan Doğan et Sakine Cansiz, cofondatrice du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'affaire pue le règlement de comptes politique. Turcs et Kurdes possèdent eux aussi d'importantes diasporas en France, et les autorités craignent des heurts intercommunautaires.

Rapidement, les limiers de la PJ identifient l'assassin présumé. Il s'appelle Omer Güney. Âgé de trente-quatre ans, il a été agent d'entretien à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. L'étude de sa téléphonie permet de démontrer qu'il s'est rendu trois fois en Turquie dans les six mois qui ont précédé le triple assassinat et que, à cette occasion, il utilisait une ligne secrète réservée à de mystérieux interlocuteurs[17]. L'ombre du MIT, équivalent turc de la DGSI, apparaît peu à peu. Des factions ultranationalistes des services secrets auraient-elles commandité cette opération pour torpiller l'embryon de processus de paix négocié entre le PKK et le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan ?

Au service, j'observe les répercussions du crime de très près. L'extrême droite turque est très implantée à Pantin. Elle anime même un journal, *Zaman*, à la ligne éditoriale plutôt virulente. Nous craignons des affrontements généralisés. Pour tuer toute velléité dans l'œuf, je me déplace et fais passer quelques messages. Autre prérogative permanente : essayer d'identifier les sources de financement clandestines du PKK. Dans le 93, ainsi que dans le département limitrophe du Val-d'Oise, il y a mille raisons de penser qu'elles sont nombreuses. Considéré par la France et l'Union européenne comme une organisation terroriste[18], le PKK se finance *via* un système de collecte extrêmement sophistiqué. Le but ? Éviter toute transaction bancaire pouvant être détectée par Tracfin, la cellule antiblanchiment de Bercy, de plus en plus associée à la lutte contre le terrorisme. Dès lors, il convient d'identifier les circuits parallèles, aussi discrets que rémunérateurs.

La difficulté principale tient au fait que les Kurdes évoluent en vase clos, selon un organigramme très pyramidal. Des SCI sont montées, parfois *via* des prête-noms, afin d'héberger les familles de la diaspora. À l'intérieur de celle-ci, le degré d'adhésion à la cause est tel que les bons informateurs, acceptant de collaborer avec le renseignement français, ne sont pas légion… Bon an mal an, je finis par apprendre qu'il existe un système de prélèvements des commerces de bouche. Les patrons sous-déclarent le montant de la recette et s'acquittent de l'impôt révolutionnaire en cash. Des bénéfices sont dégagés partout : non-déclaration du personnel employé sept jours sur sept et quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre, achat des denrées alimentaires à des grossistes allemands, non-conformité avec les normes d'hygiène. Mais pour savoir qui finance exactement le PKK, et obtenir des identités *via* le registre du commerce, il va falloir ruser…

Un jour, un subterfuge me vient à l'esprit : depuis le triple assassinat de la rue Lafayette, les manifestations de protestation des Kurdes à Paris sont récurrentes. Pourquoi ne ferions-nous pas la liste de toutes les enseignes de restauration rapide qui tirent le rideau pour l'occasion ? Ces kebabs ne fermant jamais, nous aurions là une sérieuse présomption de financement à l'encontre de leurs tenanciers. Je soumets ma trouvaille aux collègues qui… la plébiscitent. Les plus intéressés sont ceux qui sévissent sur le district de Villiers-le-Bel. La veille de la tuerie des trois militantes, entre 4 h 23 et 5 h 33 du matin, le tueur présumé, Omer Güney, s'est introduit dans les locaux de l'association kurde de cette ville agitée du Val-d'Oise pour photographier 329 fiches d'adhérents. C'est dire s'ils

sont aux premières loges… Les jours de manifs, nous sautons donc dans les voitures et sillonnons nos villes d'affectation, carnets à la main.

Le renseignement tient parfois juste à une idée neuve.

1. « Une adjointe de sécurité se suicide », *Le Figaro*, 1er février 2008.
2. Isabelle Mandraud, « Les surprises de la fusion entre les Renseignements généraux et la DST », *Le Monde*, 19 juin 2008.
3. Voir le portrait d'Alain Prissette, ancien commandant à la section presse des RG, *Libération*, 27 août 2015.
4. Statistiques 2008 de l'Insee.
5. « Melun : le violeur des stades condamné à trente ans de prison », *Le Parisien*, 11 avril 2014.
6. « Il croit tabasser un violeur, il finit en prison », *Libération*, 27 mars 2009.
7. « Trente ans de prison pour un pédophile récidiviste », *Le Figaro*, 11 avril 2014.
8. « Le 48e salon du Bourget, qui se tient du 15 au 21 juin, va fêter le centième anniversaire de l'événement », France Info, 16 juin 2009.
9. « Sarkozy sifflé à Saint-Lô : après le préfet, le chef de la police est muté », *Libération*, 30 janvier 2009.
10. Khaled Kelkal est un Algérien, membre du Groupe islamique armé (GIA), et principal responsable de la vague d'attentats perpétrée en France durant l'été 1995. Il a été abattu par les gendarmes à Vaugneray (Rhône), le 29 septembre 1995.
11. Proche d'Al-Qaïda, ce groupe, chaperonné par deux Français convertis, Christophe Caze et Lionel Dumont, a commis plusieurs vols à main armée en 1996 dans la région lilloise.
12. « Ils braquaient pour financer leurs projets terroristes », *Le Parisien*, 3 janvier 2011.
13. Après huit ans à la tête de la DRPP, René Bailly a fait valoir ses droits à la retraite le 17 avril 2017. Il a été remplacé par Françoise Bilancini, ex-responsable des ressources humaines à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).
14. Interview de Claude Bartolone par Tonino Serafini, « On demande aux pauvres d'accueillir plus pauvres qu'eux », *Libération*, 23 juillet 2011.
15. « Un avion de la famille Ben Ali saisi », Europe 1, 1er février 2011.
16. « Le mystère des documents du 36, rue Botzaris », France 24, 24 juin 2011.
17. Soren Seelow, « Assassinat de militantes kurdes à Paris : la justice souligne l'implication des services turcs », *Le Monde*, 23 juillet 2015.
18. Jacques Pezet, « Est-ce que le PKK est considéré par la France comme une organisation terroriste comme l'a dit Jean-Yves Le Drian en séance de questions au gouvernement ? », CheckNews, 29 janvier 2018.

5

Ces sources qui m'ont permis d'infiltrer le salafisme

Dire de la Seine-Saint-Denis qu'elle est une terre d'islam relève de la supercherie. Et tant pis si la droite nationaliste, qui n'a peur de rien, l'insinue inlassablement. Certes, la religion musulmane est devenue majoritaire dans le département au gré des vagues d'immigration. D'après une estimation livrée par le préfet Philippe Galli[1], il y avait 700 000 musulmans sur 1,5 million d'habitants en février 2015, soit 45 % de la population. Mais s'en tenir à ce strict constat arithmétique revient à nier la diversité religieuse inouïe du 93. Le judaïsme y est implanté depuis des siècles, à Épinay-sur-Seine, au Raincy, à Pantin. Et la religion catholique décline toute sa palette, des Assyro-chaldéens aux orthodoxes de rites anciens. Plus récemment, les communes de Bobigny et Bondy sont devenues le refuge exclusif des sikhs, soulignant l'expansion des cultes venus d'Asie du Sud-Est.

Ce qui ne se dément pas, en revanche, c'est la montée spectaculaire et progressive du salafisme en Seine-Saint-Denis. Ce courant littéraliste mythifie l'islam des origines enseigné par le prophète Mahomet, en reproduisant les pratiques des « pieux prédécesseurs ». D'inspiration majoritairement saoudienne, le salafisme quiétiste s'oppose aux Frères musulmans, d'apparence plus libérale, dans l'ensemble du monde arabe. Si la majorité de ses adeptes sont pacifistes et revendiquent un mode de vie autarcique, d'autres appliquent une déclinaison violente du mouvement, plaçant ainsi le jihad armé au cœur du projet politique.

Jusqu'au début des années 2000, ce sont d'ailleurs les Frères musulmans, courant transnational sunnite fondé en Égypte par Hassan el-Banna, qui dominent la Seine-Saint-Denis. Leur idéologie a été popularisée en France par les petits-fils d'el-Banna, les théologiens Hani et Tariq Ramadan, par l'Union des

organisations islamiques de France (UOIF), représentation hexagonale de la confrérie, et par le Centre Tawhid de Saint-Denis.

Mais en dépit de ces relais de premier choix, la machine fWériste ne va pas profiter, comme le salafisme, de la nouvelle véhémence de la classe politique à l'égard de l'islam.

*

Extrême droite exceptée, Nicolas Sarkozy sera le premier, courant 2006, à utiliser le rejet de la religion musulmane comme moteur politique. Conseillé durant sa campagne présidentielle par le très réactionnaire Patrick Buisson, l'histrion de l'UMP adopte une rhétorique de confrontation dans ses discours, gorgée de saillies identitaires. Ainsi, une fois élu, Sarkozy initie-t-il un débat très tendancieux, axé sur « l'identité nationale[2] » . Halal, porc dans les cantines scolaires, jupes longues, prières de rue, le mode de vie des musulmans est disséqué pour être mieux vilipendé. Dans son sillage, d'autres élus, tels que Éric Ciotti, Nicolas Dupont-Aignan, Nadine Morano, Christine Boutin, Manuel Valls, font désormais de la critique de l'islam radical leur fonds de commerce quotidien. La presse s'y met aussi, à grand renfort de unes sensationnalistes, exhibant des femmes couvertes de pied en cap ou des minarets déchirant le clair de lune.

La grenade est dégoupillée… Depuis, le débat autour de la religion est devenu irrespirable. Voilà quinze ans que de sempiternelles polémiques consument le pays : l'islam serait-il « incompatible » avec la République ? ; l'islam deviendra-t-il la « religion dominante ? » ; le Grand Remplacement est-il enclenché ? Une véritable hystérie qui, conjuguée à la multiplication des attentats, a consacré le retour au premier plan de l'extrême droite. Je me souviens comme si c'était hier de cette bombe lacrymogène vidée à l'heure de la rupture du jeûne dans l'un des premiers Quick halal de France, à La Courneuve. Cette fois-ci sans frais, l'avertissement, on ne peut plus clair, était de sinistre augure…

Jusqu'alors peu revendicatif, le salafisme s'est nourri de cette frontalité pour se déployer et convertir en masse. Paradoxalement, c'est par la main de ceux qui croyaient le combattre que ce courant a triomphé. Certains enfants de la troisième génération, indignés par les schémas d'humiliation vécus par leurs parents immigrés, ont été séduits par les promesses du salafisme : un habit de vertu mêlé de ressentiment envers le mode de vie occidental…

*

Conscients et inquiets du phénomène, mes chefs de service m'investissent à 100 % sur la surveillance de l'islam radical courant 2010.

S'il n'existe aucune statistique officielle répertoriant le nombre de salafistes en France[3], je peux témoigner, pour l'avoir vécu de l'intérieur, d'une croissance exponentielle de leurs idées. D'année en année, de rassemblements en salles de prière clandestines, j'ai vu nombre de jeunes filles changer de tenues vestimentaires, bien des garçons se référer aux prêches d'imams saoudiens jusque-là inconnus au bataillon. Univers très replié sur lui-même, le salafisme exècre toute collaboration avec une autorité autre que théologique. Ses adeptes excluent la moindre forme d'expression républicaine, du vote aux élections à la scolarisation des enfants dans le public. Des spécificités qui vont m'obliger à changer radicalement ma façon de travailler. À présent, il faudrait infiltrer les réseaux pour les épier, voire les déstabiliser. Et dans ce but je vais recruter un panel de sources humaines qui seront mes yeux et mes oreilles dans les lieux impénétrables.

Cette période de ma vie est délicate. Ma fille, née dix-huit mois plus tôt, présente des signes de puberté précoce, dysfonctionnement hormonal assez rare. Mais ce qui inquiète vivement le pédiatre de Bobigny, c'est qu'elle ne parle pas, regarde peu ses camarades de crèche et passe des heures à tourner sur elle-même jusqu'à s'étourdir. Mes journées sont dantesques : je cours entre le jardin d'enfants, les rendez-vous chez les différents spécialistes, le travail et les obligations du quotidien.

Pour ne rien arranger, de nouveaux officiers, très inexpérimentés, ont été recrutés en vue de soulager mon chef de service et son adjoint de leurs impératifs de management. Or, avec moi, la greffe ne prend pas. Ayant compris mon rôle de pivot dans la transmission d'informations capitales, ils m'oppressent, m'obligeant à rendre compte du moindre de mes contacts téléphoniques. Ils exigent également la liste de tous mes correspondants.

Un contexte dénué de la sérénité nécessaire au recrutement de nouveaux infiltrés. Chaque matin, je me fais des nœuds dans la tête.

*

Car le casting est périlleux. Si « tamponner » des sources est aisé dans certaines sphères bardées de rivalités, je ne peux en dire autant concernant l'islamisme

radical. L'amertume, voire la haine de la France y sont érigées en totem, et collaborer avec la police est assimilé à une haute trahison, que ce soit vis-à-vis de Dieu ou de ses coreligionnaires. Imaginez ! Enregistrer un imam à son insu et le livrer au pays impie… Dès lors, trois scénarios sont envisageables.

Le premier, utilisé de façon large dans la police – et sur tout type de criminalité –, consiste à démarcher une personne en attente de documents administratifs. Ainsi, des dizaines de sans-papiers sont recrutés chaque année dans les centres de rétention et les geôles de garde à vue. Le deal est alors extrêmement clair : la source s'immerge dans une nébuleuse et, à mesure qu'elle transmet les informations qu'exigent les services, elle obtient une somme de facilités. Ces dernières peuvent aller d'un titre de séjour à l'obtention d'un logement social, en passant par des visas ou un appui dans un dossier de regroupement familial. La relation est ici régie par la récompense promise, ce qui engendre, de fait, une négociation pour une carotte toujours plus reluisante. C'est aux chefs de service qu'il revient de fixer l'équilibre entre les passe-droits accordés et l'apport intrinsèque de la source. Un rapport qualité/prix, dont le contrat peut être dénoncé à tout moment. Pour ma part, j'ai déjà eu à gérer une relation de ce type. En l'occurrence, la personne ciblée présentait d'importants problèmes de santé et ne bénéficiait pas d'une couverture maladie du fait de sa situation irrégulière. Après lui avoir vanté les avantages de la CMU, de la Sécurité sociale, je lui ai fait remarquer que le meilleur moyen de défendre ce système était de protéger le pays qui l'avait inventé. Dans cet objectif, aider les services de renseignements dans la collecte d'informations était, me semble-t-il, une bonne idée !

Autre schéma, bien plus vertueux à mon sens, car dénué d'intérêt matériel, celui du ciblage par « affinité d'esprit ». En clair, il s'agit d'une personne avec qui l'on partage des valeurs. Sa collaboration agira en défense desdites valeurs, qui constituent souvent le socle de la République française : liberté de croire, lutte contre l'obscurantisme, défense de la laïcité.

Mes sources les plus productives entraient dans cette configuration. Nul besoin ici de convaincre mes chefs d'activer tous les services de l'État pour une action gracieuse, mais une entente naturelle, enracinée sur un objectif commun. La plupart du temps, ces personnes étaient musulmanes, de nationalité française, et elles agissaient pour promouvoir un culte républicain, devant être préversé contre toute forme de fanatisme. Parfois, leurs frères, leurs sœurs, leurs cousins,

leurs parents avaient sombré dans le salafisme violent, et leur intention, loin de vouloir « les balancer », était de les protéger avant qu'ils/elles ne commettent l'irréparable.

Enfin, il arrive que les services de renseignements procèdent au recrutement par la contrainte. Dans ce cas de figure, la source est forcée de collaborer *via* une forme de chantage plus ou moins violent. Lors du ciblage d'un individu, une de nos premières tâches est d'établir son « environnement ». On entend par là la liste des personnes qu'il/elle fréquente, son adresse réelle – parfois celle déclarée n'est plus valide ou est un leurre –, ses activités professionnelles ou, plus sournoisement, ses sources de revenus. Afin d'y parvenir, nous disposons d'interlocuteurs dans les différentes administrations de l'État ; auxquels nous demandons d'effectuer de discrètes vérifications.

Avec les imams salafistes par exemple, nous attaquons souvent sous l'angle de la fraude sociale. S'adonnant à la polygamie, certains entretiennent plusieurs foyers. Or, nombre de leurs épouses religieuses percevaient l'allocation de parent isolé (API) – avant sa suppression en 2009 par Martin Hirsch. À raison de plusieurs enfants, cela finissait parfois par représenter des sommes non négligeables, *a fortiori* si le forfait s'étirait sur des années entières.

Autres failles exploitables : les impayés de loyer, les infractions et délits routiers ou les frasques sexuelles. Lorsque la phase de recrutement est enclenchée, le lourd dossier est exposé à la future source. Charge à elle, si elle veut voir son ardoise allégée, de livrer les informations que le service exige. La plupart du temps, nous n'avions pas besoin de beaucoup insister…

Pour les gros poissons, la DGSI peut discuter en amont avec les parquets de l'opportunité des poursuites à l'égard de sources qu'elle souhaite recruter. Ainsi, dans le cadre des filières irako-syriennes, quelques individus ont vu leurs projets de départ en zone de combat oubliés en échange d'un appui à la surveillance de leurs camarades.

Un passe-droit peu commun, qui a brutalement ressurgi lors d'une audience récente devant la 16e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Trois candidats au départ y étaient jugés. L'un d'eux, Mustafa Savas, vingt-six ans, avait tenté de partir une première fois en Syrie en décembre 2013, avec la tristement célèbre « filière de Strasbourg ». Dans ses rangs à l'époque : Foued Mohamed-Aggad, l'un des kamikazes du Bataclan. Alors que le petit noyau d'aspirants au jihad s'envole par vagues successives, Mustafa Savas est récupéré

in extremis au McDonald's de l'aéroport de Francfort par son père et son frère. Étonnamment, il n'est alors l'objet d'aucune poursuite pénale. Ce n'est qu'après une deuxième tentative de départ, réalisée, elle, par la route, en mai 2016, qu'il se voit reprocher une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. À l'audience, cet imbroglio n'a pas manqué d'être soulevé par son conseil, Me Martin Desrues, mettant le ministère public dans un vif embarras[4]. En réalité, la source de la DGSI n'était pas directement Mustafa Savas, mais son frère aîné. Cité à la barre, ce dernier est venu l'expliquer ouvertement, arguant que, pour empêcher son cadet de rejoindre l'enfer de l'État islamique, il s'agissait selon lui de la moins mauvaise solution. Afin de surmonter de tels conflits de loyauté, certaines sources humaines font preuve d'une morale admirable.

Au quotidien, le travail avec les « tontons » se révèle chronophage. En tout et pour tout, je n'ai recruté qu'une petite dizaine de sources en près de huit ans au service. Et pour cause. Leur gestion est extrêmement lourde, car soumise à un protocole strict.

En premier lieu, le collaborateur, qu'il soit régulier ou plus épisodique, ne doit jamais savoir pour qui il travaille ni où sont situés nos locaux. Il y va de l'intégrité du service comme de la sécurité de la source, qui pourrait subir les pressions d'un service secret étranger. DGSI, DGSE, DRPP, DRSD, DRM, renseignement territorial ? La multiplicité des acteurs du renseignement en France est ici une force, empêchant la source de savoir avec certitude à qui elle a affaire. Pour nos identités, le même procédé est employé. Aux yeux de mes sources, je ne fus ainsi jamais Anouar mais Arno, un diminutif composé quasiment des mêmes lettres, très facile à adopter. En cas de détronchage[5], ce qui pouvait arriver de façon incidente, je ne niais pas m'appeler Anouar, mais demeurais le plus évasif possible sur tout ce qui avait trait à ma vie personnelle. Un principe de précaution réaffirmé depuis l'assassinat perpétré le 14 juin 2016, par le jihadiste Larossi Abballa, d'un couple de fonctionnaires de police à leur domicile de Magnanville[6].

Lorsqu'une personne me semblait digne de devenir une source, je lui fixais, avec l'aval de ma hiérarchie, un premier rendez-vous. Celui-ci se passait systématiquement dans un endroit neutre, à savoir un café, un parking ou un centre commercial. J'exposais alors le rythme et les modalités de la collaboration, tout en veillant à ne jamais perdre l'ascendant. Je ne prenais par exemple aucune note, afin de ne pas dévoiler à l'intéressé ce qui retenait mon attention.

Dans le milieu du renseignement, la gestion de sources est baptisée « manipulation ». Le terme ne doit pas être réduit ici à sa dimension péjorative. Il désigne simplement une relation unilatérale, dans laquelle le policier demeure le maître du jeu en toutes circonstances. À ce niveau de sensibilité, le « donnant-donnant » n'existe pas, comme cela peut être le cas parfois avec les indics de la police judiciaire. En renseignement, la source ne sait jamais pourquoi telle ou telle information lui est réclamée. De la même manière, elle ne connaît jamais la destinée de ce qu'elle transmet. Aussi, on dit d'une source qu'elle est « manipulée » car seul le service agit de façon directive.

Durant l'entretien inaugural, j'analysais littéralement mon interlocuteur : ses points faibles potentiels (famille, relations affectives), la qualité de sa culture et de son élocution, son niveau en langue arabe si nécessaire, et, bien entendu, sa motivation à collaborer. Je scrutais également son langage corporel (agitation, signes de stress) et vérifiais que nous n'étions pas observés.

De retour au bureau, l'ensemble de ces informations étaient consignées dans un document intitulé « rapport d'approche ». Mes chefs de service le transmettaient immédiatement au service de contre-ingérence de la DGSI. Grâce à la véritable identité de la source, apposée dessus, les agents de Levallois-Perret[7] s'assuraient que la personne n'était ni un espion d'un service étranger ni un escroc au renseignement. Après cette phase de tamisage plus ou moins longue, la DGSI émettait un avis favorable ou défavorable. Dans les deux cas, la décision ne nous était pas expliquée.

Une fois validée, la source était immatriculée et un nom de code lui était attribué. Si certains collègues amusaient la galerie en leur octroyant des noms à coucher dehors – « Popof », « Autodesk » –, j'essayais toujours de leur trouver des identités qui collaient à leur activité. Afin d'exercer une forme de contrôle, les sources disposaient en général de deux agents traitants, le policier à l'origine du recrutement et un collègue. Parfois, si la source revêtait une importance particulière, le cotraitant pouvait être le commandant fonctionnel. Pour les infiltrés performants, une rémunération était fixée. À la DRPP 93, la somme excédait rarement le simple remboursement des frais engagés.

*

Ces précieux infiltrés ne seraient pas de trop au regard de la tâche immense qui s'annonçait. Car, courant 2010, Nicolas Sarkozy achève d'enflammer les esprits en faisant voter une loi interdisant le port du voile intégral dans l'espace public.

À l'époque, les services de renseignements intérieurs estiment à 2 000 le nombre de femmes portant le niqab en France[8]. Un chiffre relativement bas, engageant directement la légitimité d'un tel texte. Selon moi, cette loi est d'ailleurs l'élément à cause duquel le couvercle a définitivement sauté. En Seine-Saint-Denis, elle a eu l'effet d'une bombe à fragmentation, creusant un fossé irréversible avec une frange de la population musulmane. Du jour au lendemain, le vêtement islamique est devenu un objet de résistance qu'il convenait de jeter à la face des « islamophobes ». À l'œuvre en coulisses, le salafisme a profité à plein de cette nouvelle offrande, soufflant aux jeunes des quartiers populaires que le sentiment de deux poids deux mesures qu'ils percevaient déjà – taux de chômage, contrôles au faciès, discriminations à l'embauche – se doublait d'une hostilité déclarée à l'égard de leurs racines musulmanes. Ainsi, les plus crédules ont basculé ou se sont convertis, en dépit d'une connaissance sommaire des textes sacrés.

Avec la loi sur le voile intégral, la vraie nouveauté est que le pugilat à l'œuvre sur les plateaux télé trouve désormais sa traduction sur le terrain. Jusque-là assez discrets, les salafistes surgissent peu à peu dans l'espace public, de rassemblements intempestifs en prières de rue. Aussi, je prends l'habitude de prêter attention à tous les débats ayant trait à la laïcité dans les établissements scolaires, les médiathèques ou les salles communales. Ils sont autant d'occasions pour les radicaux d'afficher leur véhémence, à grand renfort de vidéos amateur diffusées ensuite sur les réseaux sociaux. Carton d'audience assuré… Le 18 mai 2010, mes craintes allaient malheureusement se matérialiser.

Ce soir-là, l'association féministe « Ni putes ni soumises » (NPNS) organise un débat sur le voile intégral dans une école primaire de Montreuil. Une centaine de personnes y participent, dont beaucoup émanent d'organisations étudiantes telles que l'Unef. Sur scène, trois fervents défenseurs de la laïcité « dure » se succèdent au micro : Sihem Habchi, présidente de NPNS, Manuel Valls, alors simple député PS de l'Essonne, et Jean-Pierre Brard, député communiste de Seine-Saint-Denis. Soudain, une escouade d'une quinzaine de personnes pénètre dans la salle et sème la zizanie. Caméras au poing, elles invectivent public et conférenciers, le tout en des termes d'une rare violence. Des coups sont échangés et les chaises valdinguent[9].

Bien qu'appelée avec insistance, la police rechigne à intervenir. Quelques mois plus tôt, une intervention de la BAC a dérapé, et un jeune Montreuillois a perdu

un œil à la suite d'un tir de Flash-Ball[10]. Mes collègues faisant preuve d'une prudence de Sioux, je suis contraint de m'interposer pour protéger Habchi, Valls et Brard. À mon tour, je suis filmé d'assez près et couvert d'insultes : « traître », « bâtard », « harki ».

Une brève proximité avec les assaillants qui me permet de les identifier sans peine. Ils sont membres de deux collectifs très agités. Le premier groupe s'appelle « Cheikh Yassine » en honneur à Ahmed Yassine, guide spirituel palestinien du Hamas, tué le 22 mars 2004 lors d'une attaque de l'armée israélienne. L'autre, à la composition plus hétérogène, se nomme « Sirat Alizza », en français « la Voie de la fierté ».

*

À l'échelle du jihad français, « Sirat Alizza » est à mon sens la petite histoire qui raconte la grande. La goutte d'eau qui, lorsqu'on s'y arrête, donne à voir la mer. Qu'il s'agisse de sa structure ou du profil de ses militants, ce groupuscule présente dès 2009-2010 tous les ingrédients ayant permis à l'État islamique de capter une large audience par la suite.

C'est une nouvelle fois au prétexte d'un dénigrement de l'islam que « Sirat Alizza » va justifier « son réveil » et la virulence de ses méthodes. Niant la part de propagande dans leurs discours, les leaders du collectif estiment que seule la charia peut permettre aux musulmans occidentaux de vivre de façon vertueuse. Pour cela, nulle autre possibilité qu'une sécession de ces derniers, sommés de s'organiser pour constituer un califat islamique. Officiellement, la posture est « défensive », mais la communication du groupe, elle, se veut invasive sur les réseaux sociaux.

Agitateurs bien ancrés dans leur époque, les partisans de « Sirat Alizza » savent que la réislamisation de jeunes francophones passe par l'avènement de nouveaux canaux de diffusion du salafisme. Les prêches interminables et austères d'imams diffusés en arabe sur les chaînes saoudiennes n'ont aucune chance de faire suffisamment d'émules. C'est pourquoi le collectif va passer maître dans l'art de l'agitprop à la sauce « muslim ». Opérations scénarisées, vidéos choc, surenchère, les néojusticiers sont créatifs et décomplexés.

Ainsi, plusieurs célébrités désignées comme des contempteurs du Prophète vont être chahutées publiquement. Poursuivi plusieurs matins de suite au pied de sa radio RTL, l'éditorialiste Éric Zemmour est contraint de s'expliquer, face caméra, sur ses envolées réactionnaires. Le journaliste algérien Mohamed Sifaoui

subit le même traitement, quand l'humoriste controversé Dieudonné M'bala M'Bala se lâche, lui, sur le manque « d'humour » de la communauté juive. Un jour, c'est un code pénal qui est piétiné à l'écran en réponse à un internaute qui urine sur un Coran puis le brûle[11].

Postés sur YouTube à l'issue de leurs prises, les films crépitent sur les smartphones de Seine-Saint-Denis. Ils sont vus des milliers de fois.

En août 2010, une scission fissure néanmoins la belle unité de « Sirat Alizza »[12]. En cause, la stratégie d'hypervisibilité du groupe. Une fraction ultraradicale la conteste, arguant qu'elle attire certes des aficionados, mais qu'elle encourage aussi les services secrets à s'intéresser au mouvement. Dans l'ombre, une fraction plus radicale de durs parmi les durs envisage un passage à l'acte violent et craint d'être infiltrée. Ses membres prennent discrètement leurs distances.

L'autre frange, elle, dépose des statuts et se constitue en association. Pour l'occasion, elle change de nom et s'appelle désormais « Forsane Alizza » – « les Cavaliers de la fierté ». Un nouveau chef émerge, aussi loufoque qu'agité : le Nantais Mohamed Achamlane. Lui croit dur comme fer à la stratégie d'émancipation par Internet, ce que l'universitaire Gilles Kepel baptise « cyber-jihad[13] » .

Sous sa férule, « Forsane Alizza » se déplace sur l'ensemble du territoire français pour guerroyer. À Limoges, c'est un McDonald's qui est pris pour cible en raison des liens supposés entre la multinationale et la « fondation juive ». À Aulnay-sous-Bois, c'est un esclandre qui est improvisé lorsqu'une femme en voile intégral est contrainte de payer une contravention. Mais Achamlane va également créer des ponts avec les vitrines du salafisme belge et britannique, Sharia4Belgium et Sharia4UK.

Au sein des services de renseignements, une vive inquiétude s'installe. En toile de fond, une arborescence de noms bien connus de l'antiterrorisme commence à se dessiner. Si Achamlane a toute la panoplie d'un Iznogoud de salon – il est d'ailleurs surnommé « Cortex » –, sa logique de fracturation de la société agit comme un catalyseur et suscite des vocations. Comme souvent, ce n'est pas la tête de la pieuvre qu'il faut craindre, mais les tentacules qui bénéficient, eux, de l'effet de surprise.

Pour ma part, je croise régulièrement des membres de « Forsane Alizza » en Seine-Saint-Denis. Achamlane y dispose de relais solides, qu'il enfièvre à

longueur de journée sur les forums. Un fait divers alimente leur lecture tourmentée du monde, et les voilà qui rappliquent en quatrième vitesse.

Avec l'aval de ma hiérarchie, je décide donc de recruter une source humaine que j'infiltre au sein même de la structure. Pour ne pas risquer de la compromettre, je tamponne une personne qui évolue déjà à la périphérie du groupe. Une bien meilleure option que de parachuter un inconnu du jour au lendemain, qui mettra un temps fou à se faire accepter et qui sera scruté comme le lait sur le feu. Désormais, ma source a pour mission de rapporter le maximum d'informations venant de l'intérieur de « Forsane Alizza ». Les objectifs poursuivis sont multiples : cerner les influences idéologiques du groupe, la personnalité des leaders, et surtout, détecter toute action violente ou attentatoire à l'ordre public.

Durant plusieurs mois, cet infiltré jouera un grand rôle dans la surveillance des « Cavaliers de la fierté ». Je le baptise « Armageddon », en référence au lieu de l'affrontement final entre le bien et le mal.

*

En raison de la frénésie de « Forsane Alizza », la gestion d'« Armageddon » va occuper une bonne partie de mon temps. Chacune de ses mesures d'infiltration, dûment encadrées, engage un rapport de ma part. J'y consigne les informations rapportées, mais aussi le contexte dans lequel elles ont été glanées. Cette production est ensuite relue par ma hiérarchie et partagée si nécessaire.

D'Achamlane, on apprend qu'il a d'abord divers projets immobiliers. Pour vivre en osmose avec les principes de la charia, il envisage d'acquérir une ferme dans les environs de Nantes avec quelques-uns de ses sbires. Mais ce projet, bâti sur le mythe d'Artigat[14], village ariégeois où vit reclus Olivier Corel, le mentor des frères Merah, est rapidement abandonné. Plus inquiétant, des sessions de paintball sont organisées dans la campagne, pour se familiariser au maniement des armes, dont certaines aussi étonnantes que l'arbalète. Et puis, invité de Radio France-Maghreb le 20 septembre 2010, Mohamed Achamlane, tout à son révisionnisme, déclare la guerre à l'Occident : « Concernant les attentats du 11 Septembre à New York, on a dit que c'étaient des musulmans, mais personne n'y croit. Absolument personne. Il y a des scientifiques qui se sont penchés sur la question, il y a eu des preuves qui ont été mises au jour. Mais force est de constater que les journalistes s'obstinent à faire de la propagande et à diffuser des mensonges sur un support qui est la télévision et que l'on paye. Ça nous coûte très cher pour qu'on soit discriminés et insultés. Le 11 Septembre, c'est pas les

musulmans… Dans deux ans, ça va être les élections présidentielles. Je suis sûr, on est sûrs et certains, et je ne suis pas tout seul, on est des milliers de musulmans à penser ça, et des millions à travers le monde, qu'il va y avoir, et ça commence déjà, des éventuels attentats qui pourraient survenir. »

Il ne manque que l'étincelle.

À partir de février 2011, « Armageddon » m'informe en temps réel de projets de plus en plus fous. Fidèle à sa rhétorique de « riposte », « Forsane Alizza » propose des récompenses à qui révélerait l'état civil de policiers ayant interpellé des femmes en voile intégral. Le groupuscule phosphore aussi pour monter une action d'éclat, à laquelle prendraient part ses homologues européens. L'idée, évidemment, est d'affirmer sa notoriété ascendante aux yeux des opinions publiques occidentales.

En conséquence, je décide de renforcer ma veille Internet, en identifiant tous les comptes rattachés au collectif sur les réseaux sociaux. Au hasard de ma navigation, je découvre un curieux appel à manifester. Sur l'affiche, un drapeau symbolisant le califat flotte sur l'Élysée en lieu et place de la cocarde tricolore. J'entre immédiatement en contact avec « Armageddon » et lui demande de collecter des informations sur cet intrigant happening.

Quelques heures plus tard, grâce à son positionnement idoine, il est au parfum : le 9 avril 2011, « Forsane Alizza » entend bien « conquérir » l'Élysée. Rendez-vous est fixé place de la Nation, avec de gros moyens de captation vidéo. « Forsane Alizza » constitue même pour l'occasion une structure transnationale, baptisée « Collectif autour de l'unicité Tawhid » (tadhout). Un site Internet dédié est mis en ligne, afin de synchroniser la venue des militants belges et anglais. La date ne doit rien au hasard : c'est en effet le 11 avril, soit deux jours après la démonstration de force, que doit entrer officiellement en vigueur la loi interdisant le port du voile intégral…

Ces renseignements stratégiques vont nous permettre de roder un dispositif précis pour le jour J. De façon préventive, le préfet de police prend soin d'interdire le rassemblement. Un important contingent de CRS est déployé à l'Élysée et autour de la place de la Nation, si bien que, à peine arrivés, une soixantaine de militants de « Forsane Alizza » sont arrêtés. « Armageddon », à qui j'avais demandé de prendre part à la manifestation pour ne pas éveiller les soupçons, finit lui aussi dans le panier à salade.

Échaudés par le comité d'accueil, les salafistes ayant échappé au coup de filet refluent vers un parc de Montreuil pour prier et fixer un nouveau mode opératoire. Dans le bus, ils se filment et hurlent « *Takbir, Allah Akbar* » devant des usagers hébétés. Quelques heures plus tard, ils ressurgissent dans la cité des Courtillières, à Pantin. Mégaphone à la main, Mohamed Achamlane éructe : « Êtes-vous toujours d'accord avec la démocratie ? » Derrière lui, des pancartes soutiennent le propos : « Burqa pour Carla Bruni » ou « Sharia pour la France ». Présent aussi, l'un des porte-parole de Sharia4UK, Abu Izzadeen, enchaîne les interviews. En Angleterre, ce prédicateur de quarante-trois ans a été condamné à quatre ans et demi de prison pour financement et apologie du terrorisme[15]. Mais mon regard s'arrête sur un curieux drapeau noir comportant un cercle blanc. En son sein figure le Tawhid, « il n'y a de Dieu que Dieu », mais la calligraphie est formée de caractères coufiques. Durant mes longues heures de documentation sur les fondements du jihad, j'avais remarqué que ce drapeau, apparu aux alentours de 2007, était revendiqué par l'État islamique d'Irak. Cette organisation n'est ni plus ni moins que l'ancêtre de l'État islamique, dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi.

De retour au service, le soir venu, je rédige ma note. Je décide de l'intituler « Naissance d'un groupe à potentialité terroriste sur le territoire national », et je mentionne volontairement les fondements irakiens. Pour moi, il ne fait guère de doute que les pièces du puzzle sont en train d'être assemblées. À terme, je ne vois plus comment la France pourrait échapper à un nouveau cycle d'attentats, près de vingt ans après la vague de 1995. La propagande des « feddayins » irakiens ayant combattu les États-Unis essaime désormais en Occident, et laguerre en Syrie vient de débuter, ouvrant territorialement la voie d'un exutoire. À présent, le fantasme d'un califat apparaît comme le dénominateur commun de salafistes déterminés à s'engager dans le combat civilisationnel. Si « Forsane Alizza » n'a pas commandité d'attentat à proprement parler, son réseau a agi comme une matrice ayant permis à des velléitaires de tous bords de se rencontrer et de s'organiser.

Transmise à la centrale de la DRPP, ma note suscite un tollé. On m'accuse d'être alarmiste, paranoïaque, et on m'ordonne d'éteindre l'incendie. Évidemment, je m'empresse de refuser, estimant que mon analyse, certes pessimiste, sonne juste. Dans son bureau parisien, le directeur voit rouge. Il sollicite mes chefs de service pour qu'ils m'évincent de la surveillance de l'islam radical. Mais ces derniers sont satisfaits de mon travail et me renouvellent leur

confiance. Mieux, le préfet Christian Lambert, qui a autorité sur les nominations en Seine-Saint-Denis, fait de moi son référent sur l'islamisme. Car lui aussi est furieux… La DRPP ne l'a jamais averti que les militants de « Forsane Alizza » avaient terminé leur route quelques heures plus tôt à la cité des Courtillières. Sans ma présence, son aveuglement aurait été total. Je l'entends encore me dire : « Anouar, Bailly peut penser ce qu'il veut, j'ai besoin de vous. »

Moins d'un an plus tard, le 29 février 2012, Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, dissout « Forsane Alizza » au motif que « cette organisation incite à la lutte armée ». Dans la foulée, une vingtaine de membres du groupe sont interpellés, dont le leader Mohamed Achamlane. Jugé devant le tribunal correctionnel de Paris, il écope de neuf ans de prison à l'issue d'un procès électrique[16].

Par la suite, on retrouvera certains de ses membres, kalachnikov en bandoulière, en zone syro-irakienne. Parmi eux, Maximilien Thibault, présenté comme un combattant actif, ou encore Émilie König, recruteuse acharnée de l'État islamique[17]. D'anciens sympathisants de « Forsane Alizza » ont été également suspectés d'avoir pris part à l'attentat déjoué dans la nuit du 29 au 30 septembre 2017, à Paris. Des bouteilles de gaz ainsi qu'un dispositif de mise à feu ont été désamorcés *in extremis* devant un immeuble du 16e arrondissement[18].

À y regarder de près, mon analyse n'était pas si farfelue. Nous avions alors l'équation sous les yeux. Encore fallait-il accepter de la résoudre…

1. Nathalie Perrier, « Une soixantaine d'habitants du 93 seraient partis faire le jihad », *Le Parisien*, 2 février 2015.
2. Cordélia Bonal et Laure Equy, « L'identité nationale selon Sarkozy », *Libération*, 2 novembre 2009.
3. Le ministère de l'Intérieur en dénombrait 15 000 en 2010, pour 6 millions de musulmans.
4. « Je voulais combattre dans les rangs de l'État islamique », *Libération*, 13 juin 2018.
5. « Détroncher » signifie briser la couverture d'un agent et découvrir son vrai nom ou sa véritable activité.
6. Morgane Bertrand et Violette Lazard, « Policiers tués : Abballa était sur les traces de sa future victime », *L'Obs*, 17 juin 2016.
7. La centrale de la DGSI se trouve dans cette ville des Hauts-de-Seine.
8. Elvire Camus, « Voile intégral : une loi difficilement applicable », *Le Monde*, 2 août 2013.
9. « Un débat sur le voile dégénère à Montreuil », *Libération*, 19 mai 2010.
10. Carole Sterlé, « Montreuil, Joachim Gatti face aux policiers qui l'ont mutilé », *Le Parisien*, 22 novembre 2016.
11. Antoine Menusier, « Forsane Alizza, ses buts, ses membres », Slate, 30 mars 2012.
12. Franck Alexandre, « France : lourdes peines dans le procès d'une filière jihadiste », RFI, 11 juillet 2014.
13. Gilles Kepel, *Quatre-vingt-treize*, Gallimard, 2012, p. 240-250.
14. Jean-Manuel Escarnot, « À Artigat, le clan de l'émir blanc », *Libération*, 23 novembre 2015.
15. « Six Guilty of Terrorism Support », BBC, 17 avril 2008.
16. « Le chef du groupe islamiste Forsane Alizza condamné à neuf ans de prison ferme », *Le Monde*, 10 juillet 2015.

17. « Émilie König, l'une des jihadistes françaises les plus recherchées, a été arrêtée », *Le JDD*, 2 janvier 2018.
18. Élise Vincent, « Bonbonnes de gaz à Paris : d'ex-sympathisants de Forsane Alizza parmi les gardés à vue », *Le Monde*, 6 octobre 2017.

6

Ces imams que j'ai protégés ou… surveillés

À son corps défendant, un homme a quelque peu reconfiguré la carte des mosquées de Seine-Saint-Denis. Arrivé en France en 1996 avec l'étiquette d'un radical, Hassen Chalghoumi est devenu depuis l'une des figures les plus controversées de l'islam de France. « Imam des lumières » pour les uns[1], marionnette du pouvoir politique aux mains d'Israël pour les autres, le Tunisien de naissance capitalise sur sa personne haine et admiration. Taper son nom dans Google est l'assurance de découvrir une infinité de montages vidéo plus ou moins scabreux. Pourquoi une telle détestation ?

*

Hassen Chalghoumi, c'est d'abord un passé au goût de mystère. Au milieu des années 1990, l'imam a énormément voyagé en Algérie, Syrie ou en Turquie. Ses activités n'y ont jamais été clairement définies, l'homme ayant tout juste assuré qu'il était alors à la recherche de « l'islam magique ». Chalghoumi se sédentarise ensuite à Lahore, au Pakistan, un pays où l'islam radical dispose d'un ancrage historique. Durant trois ans et demi, il est formé dans une école coranique fondamentaliste du Tabligh, un courant revivaliste d'inspiration indo-bangladaise.

Lorsqu'il débarque en France, Chalghoumi emménage en Seine-Saint-Denis chez son frère aîné. Il prêche alors dans les foyers d'immigrés, notamment celui de la rue Hector-Berlioz, à Bobigny. Embauché parallèlement comme bagagiste à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, il se serait vu retirer son badge en raison de penchants radicaux détectés par mes prédécesseurs. Une information qui ne m'a jamais été confirmée de façon officielle au service.

Toujours est-il que Hassen Chalghoumi s'est peu à peu rapproché du très puissant maire UDI de Drancy, Jean-Christophe Lagarde. Ensemble, ils se recueillent régulièrement au mémorial de la Shoah, situé à l'aplomb du camp où les Juifs étaient parqués avant d'être déportés. Les habitants de Drancy découvrent alors cet imam inconnu, à la jovialité certaine, et semble-t-il très attaché aux mémoires du XXe siècle. Déterminé à bâtir un islam « œcuménique » sur sa commune, Lagarde fera de Chalghoumi son interlocuteur privilégié jusqu'en 2011. C'est donc tout naturellement que le Franco-Tunisien devient le président de l'association des musulmans de Drancy. Dès lors, qui d'autre pouvait prétendre à la direction de la toute nouvelle mosquée de la ville ? Et quel meilleur palais pour « l'imam des lumières » que ce rutilant édifice réclamé de longue date ? Inaugurée en grande pompe le 19 juin 2008, la mosquée attire immédiatement des milliers de fidèles.

Coqueluche des médias friands du « bon client », Hassen Chalghoumi enchaîne les talk-shows. Son message de paix en fait une figure iconoclaste du monde musulman[2], d'ordinaire peu enclin à s'exprimer sur la question juive. Si la plupart des imams condamnent l'antisémitisme sans ambiguïté, rares sont ceux qui se hasardent sur le terrain du conflit israélo-palestinien, que ce soit par manque de courage ou par stratégie. Ils savent qu'il existe des sujets qu'il vaut mieux éviter pour ne pas troubler la paix sociale. Chalghoumi, lui, y va tête baissée. À tel point que le département spasme de rumeurs à son endroit. Comment un homme de foi réputé intégriste il y a dix ans peut-il devenir à ce point l'égérie d'Israël ? En pareil cas, les fantasmes se tournent systématiquement vers les services de renseignements. Est-il un agent de la police tunisienne ? Du Mossad ? Le contre-espionnage français l'a-t-il tamponné à l'époque au Pakistan ? Est-il rétribué en échange de ses prises de position ? Sa naturalisation française était-elle un renvoi d'ascenseur ?

Au service, j'observe de près l'ébullition autour du tonitruant imam de Drancy. Sur lequel, rapidement, les nuages vont commencer à s'amonceler…

*

À mesure qu'il enchaîne les déclarations tapageuses, les menaces pesant sur Hassen Chalghoumi se font de plus en plus précises. Les invectives sont désormais quotidiennes, les appels anonymes sur son portable se multiplient, et certaines prières du vendredi sont perturbées par des radicaux venus de toute la région parisienne. En janvier 2009, le véhicule de son épouse (il ne conduit pas)

est aspergé d'huile de vidange[3]. Ses enfants deviennent aussi la cible de menaces de mort, et je commence à considérer que l'intégrité physique de la famille Chalghoumi est en péril.

Régulièrement, je me déplace à la mosquée pour avertir l'imam en personne du danger qui grandit. Je lui donne pour consigne d'éviter au maximum de se déplacer seul et de me signaler sans tarder tout comportement suspect. Chaque fois, il m'écoute poliment et me remercie pour le temps accordé à ses déboires. Au fils des mois, nous nouons une solide relation de confiance.

Dans une démocratie comme la France, on ne peut tolérer qu'un citoyen puisse être en danger pour ses idées, et tel est le sens de ma mission sur place. Recueillir, analyser, rendre compte, préconiser. Face au manque de moyens et à la lenteur de l'Administration, je marque ma présence de façon ostensible, pour faire savoir aux fauteurs de troubles que je suis les yeux, les oreilles et, si nécessaire, le bras armé de l'État. L'imam, lui, se délecte de l'intérêt médiatique qui lui est porté, et ne cesse de surenchérir.

Concomitamment, une nouvelle offensive de l'armée israélienne à Gaza embrase la région. Le sort de la Palestine ayant un fort écho chez les jeunes résidant dans les quartiers populaires, les manifestations s'enchaînent. La colonisation y est férocement dénoncée, et les photos d'enfants « martyrs » peuplent les cortèges. De façon mécanique, l'échauffement des esprits réveille les extrêmes des communautés juives et musulmanes, et ces périodes sont bien souvent l'occasion d'une hausse des discriminations raciales et religieuses.

Alors qu'une bonne part des fidèles de sa mosquée – pour ne pas dire l'immense majorité – incline vers la cause palestinienne, Hassen Chalghoumi, lui, ferraille contre l'antisémitisme. Il milite aussi en faveur de l'interdiction des manifestations propalestiniennes. Un numéro de funambulisme très osé, d'autant que l'imam s'affiche avec des figures objectivement contestées par les musulmans de France, tels que le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, ou celui du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), Sammy Ghozlan. De peur que la situation ne finisse par nous échapper, nous décidons d'ouvrir un dossier afin de doter Hassen Chalghoumi d'une protection rapprochée.

En France, c'est l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) qui décide de l'octroi de gardes du corps. Son statut interministériel lui permet de recueillir la production de l'ensemble des services de renseignements, militaires,

policiers ou douaniers, et d'en faire la synthèse. Un état précis de la menace est alors dressé, et une quantification du risque est estimée.

Cette dernière comporte cinq échelons allant de 1, écarlate, à 5, relatif. Sans surprise, Hassen Chalghoumi a vu son dossier validé, dans un premier temps au degré minimal. Un officier chargé de sa protection rapprochée lui a été assigné.

*

Début 2010, le fameux débat autour de la loi interdisant le port du voile intégral débute. Et l'imam n'entend toujours pas mettre la pédale douce. Il est même parmi les premières personnalités religieuses à soutenir le texte, au nom de la lutte sans merci qu'il faut opposer à l'intégrisme. Pour les salafistes, c'en est trop, et il convient de le faire taire. De perturbations en appels au meurtre, la mosquée de Drancy devient le carrefour des tensions dans toute la région.

En coulisses, un grand mouvement tectonique se prépare. Car, une fois de plus, c'est par antithèse à ses « ennemis » que le radicalisme va s'enraciner.

En réaction à l'œuvre de Chalghoumi, les salafistes se regroupent dans un premier temps dans une mosquée du Blanc-Mesnil. Signe que le climat politique leur met le vent en poupe, les affluences y sont rapidement plus importantes. Pour nous, l'urgence est alors d'identifier les imams qui y prêchent, et de contrôler leur discours. La DGSI s'empare du dossier et colle une fiche S à chacun des religieux.

Trois dissidents de la mosquée de Drancy, jusque-là trésorier ou imams bénévoles, s'y sédentarisent : le premier est une figure nationale du salafisme en France grâce à ses tutos YouTube, le second ex-argentier de la mosquée de Drancy. Le tandem fondera, ensuite, à quelques centaines de mètres, la mosquée Al-Imane du Bourget. Le troisième frondeur est un Franco-Tunisien, bénévole *a priori* sans histoires auprès de « l'imam des lumières », qui était dans le viseur des services de renseignements pour son appartenance à la filière Fath Al-Andalus (Reconquête de l'Andalousie), basée dans le 19e arrondissement de Paris, tout près des Buttes-Chaumont…

Pour ma part, je note la création en Seine-Saint-Denis d'une antenne du centre éducatif « le Palmier ». Jusqu'ici implantée en Essonne, cette structure au projet bien ficelé est une métaphore du salafisme. Éducation et religion y sont intimement mêlées, et le lieu est conçu comme un espace d'échanges et de rencontres autour de repas caritatifs. Les activités sont mises au service de la

conversion de nouveaux émules, qui, pour certains, sont issus de familles étrangères à toute musulmanité.

En m'intéressant à leur réseau, je découvre un impressionnant mille-feuille d'associations et d'entreprises. Les salafistes entendent s'autosuffire, afin de ne dépendre d'aucun bras de la République. Résultat, ils possèdent tout ce qui est nécessaire à l'exercice de leur mode de vie : commerces de bouche, abattoirs rituels, boutiques de vêtements traditionnels, librairies communautaires.

Une de leurs démonstrations de force m'a d'ailleurs vivement marqué. C'était fin 2011, le dernier week-end avant Noël. Durant deux jours, 30 000 à 40 000 salafistes ont tenu salon au Parc des expositions du Bourget. Initialement, ils comptaient organiser leur rassemblement les 24 et 25 décembre. Mais face aux protestations de l'extrême droite, les autorités les ont contraints à changer leurs plans. Dans les travées du salon, je me souviens d'un incroyable fatras d'objets : des calendriers, des horloges, des tapis, des cassettes audio, CD, DVD, ainsi qu'une gamme infinie d'habits islamiques. Plus loin, des adresses de madrassa (écoles coraniques) nichées dans les barres HLM, ou des exhortations à contourner l'école républicaine en s'inscrivant au CNED. Ce jour-là, j'ai assidûment noirci mon carnet de notes. Les suivants, grâce à mes contacts dans les administrations et aux annuaires des associations, je me suis attaché à décrypter cette nébuleuse et ses centaines de ramifications[4].

*

C'est ainsi que, de fil en aiguille, j'ai détecté l'ouverture de nouveaux lieux de culte. Pour le service, l'enjeu n'est évidemment pas de verser dans le contrôle des opinions. En revanche, il nous revient de veiller à ce que nul ne viole les principes de la loi française, que ce soit en incitant à la haine raciale ou en prônant la lutte armée.

Durant mes années au service, la surveillance des mosquées a aspiré la majeure partie de mon temps. En France, le système laïc fait que l'État ne se mêle jamais de la chose religieuse. Les lieux de culte sont donc gérés par des associations cultuelles, qui choisissent de confier les affaires spirituelles aux imams de leur choix. Si deux instituts existent pour former ces derniers en France – l'un à Château-Chinon, dans la Nièvre, l'autre à la Grande Mosquée de Paris[5] –, la plupart des hommes de foi qui officient sur notre territoire viennent de l'étranger. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Turquie, pays d'origine d'une grande partie de nos familles immigrées, en sont les principaux pourvoyeurs. Mais il n'est pas rare de croiser partout en France, et principalement en Seine-

Saint-Denis, des imams venus du Sénégal, d'Égypte, du Niger, des Comores, d'Arabie Saoudite ou du Pakistan.

L'État refusant de mettre le nez dans ce marigot, au nom de la loi de 1905, c'est donc aux services de renseignements d'effectuer le rattrapage et de veiller au respect du pacte républicain. Une embûche de plus, tant il est déjà compliqué de lire la guerre fratricide que se mènent les pays étrangers pour contrôler un maximum de mosquées dans l'Hexagone. Leurs intentions sont claires : politiser leurs diasporas, favoriser un courant religieux – le wahhabisme pour l'Arabie Saoudite, les Frères musulmans pour le Qatar –, placer ses pions, pour ne pas dire ses agents, dans les instances représentatives de l'islam de France.

Pour ces puissances, nos mosquées sont des leviers de propagande sans équivalent. Dans chacune d'entre elles, chaque semaine, sont réunis des milliers de fidèles, qui sont aussi de potentiels électeurs, consommateurs, manifestants et donateurs. Gloire et fortune à ceux qui y tiendront le microphone… Et pour contrôler ces viviers d'influence, tous les coups sont permis.

Durant ma carrière à la DRPP 93, j'ai souvent été soufflé par la virulence de cet affrontement insidieux. En tant que membre des services secrets français, j'en étais même partie prenante. À plusieurs reprises, des agents étrangers ont tenté de m'intoxiquer pour mener des opérations de déstabilisation.

Un jour, une personne disposant d'informations prétendument très importantes s'est manifestée spontanément. Au gré de nos entretiens, elle me livrait des renseignements accablants sur un certain nombre d'imams. L'un cacherait des explosifs, l'autre professerait des thèses radicales. D'emblée, je suspecte ce mystérieux lanceur d'alerte d'être un escroc au renseignement. Et mon flair ne m'a pas trompé. Après un travail de recoupement, je m'aperçois que les boules puantes qui me sont livrées avec assiduité concernent systématiquement des imans de nationalité tunisienne… Je constate également, en me renseignant sur les activités professionnelles de l'individu, qu'il dispose de contrats pour des prestations de sécurité avec l'ambassade du Maroc. Une ultime confirmation du service de contre-ingérence de la DGSI achèvera de me convaincre que je suis face à un malfrat, connu pour ses tentatives de manipulation. Agissait-il sur commande du régime chérifien ? Ou essayait-il de se faire bien voir pour obtenir une position encore plus avantageuse pour ses affaires ?

Au sein de l'islam de France, véritable nid de vipères, où déstabilisation est le maître mot, ces entourloupes sont monnaie courante. En plus du tombereau de

violence auquel il a dû faire face, Chalghoumi a lui aussi été victime d'un manipulateur aux motivations troubles.

Durant de longs mois, un site baptisé « Islam en France » l'a tout bonnement pilonné. Pour le compte de qui ? Difficile à dire. À la lecture, les contenus du site évoquaient clairement une inclination salafiste. Pourtant, lorsque j'en identifie l'administrateur, Abderhaim O., il n'a ni l'apparence d'un salafiste ni les idées qui vont avec… Pour qui travaillait-il ? Était-ce une simple initiative personnelle ou obéissait-il à un pavillon étranger ?

D'autres dossiers plus urgents m'ont conduit à cesser les recherches, d'autant que, à partir de 2012 et les tueries perpétrées à Toulouse par Mohammed Merah, la lutte contre l'incitation au jihad est devenue la priorité des pouvoirs publics.

*

Avec 250 lieux de cultes répertoriés en Seine-Saint-Denis, officiels et clandestins confondus, le volume de discours potentiellement haineux à surveiller est titanesque. Une nouvelle fois, j'allais devoir m'appuyer sur mes précieuses sources humaines pour accomplir cette tâche. Constamment accusé de complaisance voire de laxisme envers la radicalisation islamiste, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre de François Hollande, charge les préfets de se montrer intransigeants envers les imams. Désormais, tout prêche haineux vaudra poursuite judiciaire ou expulsion *manu militari* du territoire français.

Mais, pour que les procédures aboutissent, encore faut-il disposer d'éléments précis et circonstanciés. En somme, nous devons détecter les propos tombant sous le coup de la loi, prouver qu'ils ont bien été tenus, et nourrir des dossiers qui remonteront directement à la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur. Munis de nos informations, ses fonctionnaires iront plaider la fermeture des mosquées jugées fondamentalistes devant le tribunal administratif, voire le Conseil d'État.

Si, dit comme telle, la chose semble aisée, il en est tout autrement sur le terrain. Pénétrer les salles de prière où les radicaux se cooptent pour éviter toute infiltration est un travail périlleux et de longue haleine.

Cette mission, je la léguais à mes sources. Travaillant à visage découvert, j'étais connu comme le loup blanc dans tout le 93. À chacune de mes virées, quand bien même je m'installais discrètement au fond de la salle, les imams étaient avertis de ma présence par leurs ouailles. Ces jours-là, ils se tenaient évidemment

à carreau. Pour contrôler leurs prêches, il fallait donc être présent quasi quotidiennement.

Une croyance bien répandue veut que, pour y parvenir, les services sonorisent les lieux de culte. Honnêtement, je n'ai jamais participé à l'installation d'un tel dispositif. Positionner des micros dans des mosquées est une opération lourde et risquée, alors même que l'édifice est vide hors des heures de prière, soit 90 % du temps. La meilleure stratégie reste donc d'envoyer ses infiltrés. Dans ce cas de figure, ils sont de véritables magnétophones vivants, amassant des informations là où je ne peux pas aller. Lorsque la source a une mémoire agile et qu'elle restitue bien les propos tenus, je l'envoie dans le lieu de culte sans aucun appareil de captation. Lorsque je sens en revanche qu'une source est moins aérienne – bien que toujours rigoureuse –, je la sonorise afin de disposer, *in fine*, d'un matériel audio.

Là encore, le grand public fantasme un homme bardé de micros scotchés sur le torse. Fort heureusement, la technique nous permet désormais de beaucoup moins nous exposer. Les capteurs sont placés dans les stylos, les montres, les montures de lunettes, parfois même dans les chaussures pour encore plus de discrétion. Afin de ne pas risquer de compromettre les sources, je les envoyais dans des mosquées différentes. Je pouvais doublonner, mais seulement lorsque j'avais des doutes sur la fiabilité d'un infiltré, auquel cas je comparais ensuite leurs deux débriefings.

Une fois rentrées, j'exigeais d'abord des sources un rapport d'ordre général sur l'ambiance à la mosquée, la durée du prêche, voire l'identification formelle de certaines cibles parmi les fidèles. Ensuite, nous écoutions la bande et nous l'analysions. Les vendredis, jours de grande prière, je répétais parfois l'opération cinq à six fois, avec les cinq à six infiltrés que je déployais dans les lieux sensibles.

*

En 2012-2013, l'urgence est déjà décrétée et plusieurs lieux de culte m'inquiètent fortement. Si la mosquée du Blanc-Mesnil attire les salafistes, elle dispose pour moi d'une audience trop large pour diffuser allégrement des prêches d'incitation au combat. Les centaines de quiétistes qui y prient ne toléreraient pas de laisser déblatérer des imams qui, par leurs propos guerriers, mettraient l'avenir de la mosquée en péril. Fini aussi, le temps où le GIA algérien recrutait ses combattants dans les lieux de culte sous influence. À présent, c'est ailleurs qu'il faut chercher. Dans les appartements, les halls d'immeuble, les caves, les locaux commerciaux, les garages… Les organisations terroristes ont

toujours un temps d'avance sur les services de sécurité. Pour surprendre, elles se sont terrées là où, croyaient-elles, nous n'irions pas les débusquer.

À Sevran, la mosquée Tawhid en fut l'exemple parfait. Confidentiel au départ, ce lieu de culte, jouxtant une laverie, était niché dans une ancienne épicerie du centre commercial des Radars, d'où le surnom qui lui a ensuite été affublé. Assurément, les « Radars » ont un temps été un lieu de recrutement de l'État islamique. C'est ici qu'a été enrôlé le jeune Quentin Roy, parti en Syrie à l'automne 2014[6]. Rebaptisé Abou Omar al-Faransi au califat, le garçon de vingt-trois ans est décédé en janvier 2016, et sa mère Véronique est devenue, bien malgré elle, le symbole de ces parents démunis face au destin tragique de leurs enfants.

Il faut dire que la mosquée des « Radars », finalement murée en 2016[7], a une histoire bien particulière. Ses murs appartiennent à Dhaou Meskine, l'ancien imam charismatique de Clichy-sous-Bois. Figure incontournable de l'islam de France au mitan des années 2000, l'homme a fondé « l'École de la réussite » à Aubervilliers, le premier collège privé musulman du pays. Il a aussi occupé la fonction de secrétaire général du Conseil des imams de France. Mais, en juin 2006, Dhaou Meskine est placé en garde à vue par l'antiterrorisme. Les enquêteurs le suspectent de financer le GSPC algérien *via* un réseau complexe de travail illégal[8]. Si des centaines de milliers d'euros ont bien transité par des structures détenues par lui, la destination des transferts de fonds ne sera toutefois jamais établie.

Il n'empêche que l'individu est resté frappé du voile de la suspicion, et que retrouver son nom sur l'acte de propriété de la mosquée des « Radars » n'a fait qu'amplifier les doutes. Pouvait-il raisonnablement ignorer ce qu'il s'y passait ? Par son silence, cautionnait-il les discours haineux qui y prospéraient ? En tout état de cause, Meskine n'a jamais eu le cran de faire le ménage à Sevran. L'idée n'est pas de verser ici dans le jugement moral, mais combien d'hommes de foi, prônant pourtant des valeurs de pureté, ai-je pris en flagrant délit d'hypocrisie… Mais, en l'occurrence, l'implication de Meskine ne sera jamais démontrée.

*

Le cas d'école le plus éloquent sur lequel j'ai eu à travailler concerne la célèbre mosquée Al-Rawda de Stains. Feuilleton rocambolesque, devenu médiatique en raison de l'état d'urgence, il illustre pleinement l'équilibre précaire entre liberté de culte et interdiction administrative.

À l'époque de son ouverture, mi-2013, aucun dirigeant de mosquée de Seine-Saint-Denis ne pouvait ignorer que j'étais la personne référente sur l'islam au sein du renseignement intérieur. Selon une logique de dialogue et de régulation normale, toute ouverture de lieu de culte devait donc se faire en transparence avec moi, afin d'établir une confiance salutaire. Mais avec la mosquée Al-Rawda, on ne peut pas dire que les choses se soient construites sur des bases saines.

Un jour de la fin de l'été 2013, je reçois un coup de fil d'un collègue du renseignement territorial basé à Orléans. Il m'annonce qu'un imam officiant dans le 93, visiblement à Stains, tient des prêches radicaux et se révèle très populaire chez les jeunes. J'avoue que ma première réaction est à l'étonnement. Je connais deux lieux de culte à Stains, dont l'un est tenu par la communauté bangladaise, et la présence d'un imam radical ne m'évoque absolument rien.

Mais, en activant mes réseaux, je dégote rapidement l'adresse d'une mosquée jusqu'alors inconnue, remisée rue Gaston-Monmousseau. Ses locaux sont ceux d'un ancien magasin de meubles, propriété d'un homme d'affaires très impliqué dans le caritatif. Intrigué, je consulte l'annuaire inversé des associations, pour vérifier si une structure est domiciliée à cette adresse. Or, la réponse est oui. Une mystérieuse « Maison d'Égypte » y est bien implantée. Et son président n'est pour moi en rien un inconnu.

La petite soixantaine, ce Franco-Égyptien était très proche du régime du dictateur Hosni Moubarak. Primeur de métier, il a aussi longtemps évolué dans le cercle de l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi. S'il n'est assurément pas un radical, c'est un opportuniste hors pair, prêt à faire alliance avec n'importe qui pour peu que cela serve ses intérêts. À tous les coups, il s'est adjugé les services d'un imam ultraradical pour plaire à un certain auditoire et remplir sa salle de prière de la rue Monmousseau…

Nerveux, je saisis mon téléphone et compose son numéro. Comme à son habitude, l'homme se montre obséquieux. Un stratagème qui masque mal sa duplicité sirupeuse. Je lui rappelle vertement le protocole qui consiste à avertir la DRPP 93 lors de l'ouverture d'un nouveau lieu de culte. Il jure ses grands dieux d'avoir oublié, s'excuse, et… m'invite à déjeuner. N'étant pas un policier de salon que l'on achète si facilement, je le rembarre et lui notifie que, en faisant le choix de me court-circuiter, il ne servira à rien de m'appeler pour que j'arrondisse les angles le jour où il en aura besoin. Ce qui arrive parfois lorsque

les services de l'État diligentent des audits de sécurité ou d'hygiène, qui aboutissent à des fermetures temporaires. En échange d'une collaboration franche et honnête avec la DRPP, il arrive que l'on négocie des délais cléments pour la mise en conformité de l'établissement. À l'inverse, nous utilisons volontiers ces leviers pour déstabiliser les récalcitrants et faire fermer leurs lieux de culte.

Ce jour-là, je ne suis pas là pour enfiler les perles. Passé les politesses élémentaires, j'exige de mon interlocuteur le nom du fameux imam qui officie dans sa mosquée et qui hypnotise les jeunes jusque dans le Loiret. Laconique, il répond : « Hatim abou Abdillah. » Cette énième foutaise me fait sortir de mes gonds. Désormais, je hurle : « Tu ne vas pas me la faire à l'envers. En tant qu'arabophone, je sais très bien que Hatim abou Abbillah veut dire Hatim père d'Abdillah. Je veux son nom et ses papiers d'identité sur-le-champ ! » Contrit, l'homme bredouille un pathétique : « Je ne sais pas, je ne sais pas. » Puis il raccroche, promettant, comme toujours, les papiers de son religieux au plus vite. Évidemment, il ne rappellera jamais…

Heureusement, je déniche le fameux patronyme par un moyen dérobé. En définitive, la cible s'appelle bien Hatim R. mais son patronyme est différent. Je le fais surveiller de très près, en collaboration avec la section chargée de l'opérationnel à la DRPP. La DGSI a-t-elle elle aussi déployé un dispositif ?

Sur les cibles écarlates, il n'est pas rare que plusieurs services de renseignements investissent des moyens, histoire d'assurer leurs arrières en cas de pépin. Et ce, même si Stains relève territorialement de la compétence de la DRPP. S'il est extrêmement désagréable, voire pathétique, d'imaginer plusieurs services se tirer la bourre au lieu d'échanger, travailler en « double aveugle » offre néanmoins l'assurance de ne pas se planter dans le diagnostic.

Car cette fois-ci, c'était véritablement du sérieux…

À mesure que les surveillances se multiplient, nous apprenons que Hatim R. a effectué sa formation théologique au Yémen, au cours de l'année 2009. Entre 2010 et 2013, l'homme de foi officiait à la mosquée Essalam de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), parvenant à cristalliser autour de lui une assemblée de fidèles, mêlant salafistes et jeunes issus des quartiers sensibles, en raison de prêches axés sur son animosité à l'égard des autres cultes et l'application de la charia en France.

À Stains, l'imam persiste et signe. Grâce à notre appareillage, nous savons que le 23 janvier 2015, soit deux semaines à peine après les attaques de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, l'imam a reproché à certains fidèles de se comporter « comme des mécréants capitalistes qui privilégient l'argent au détriment de la religion ». Puis, il les a invités à retirer leurs enfants de l'école publique, sous-entendant que les programmes ne correspondaient pas aux valeurs de l'islam. Hatim R. a conclu son prêche par une *doa*, une invocation pour les « frères syriens ». En parallèle, nos filatures et investigations techniques nous amènent à des séances de paintball que l'imam organise avec quelques affidés dans la forêt de Montmorency.

La question d'une fermeture de la mosquée se pose donc désormais pleinement, mais pour ne pas risquer d'être déjugés par la justice administrative, nous devons être béton sur les éléments apportés.

L'après-midi du 13 février 2015, de sulfureux visiteurs vont épaissir notre dossier… Au milieu des 1 300 fidèles massés pour la prière du Dohr, se glissent trois ombres que nous épions au jour le jour[9]. Macreme Abrougui, Thomas Mayet et Adrien Guihal sont trois des jihadistes les plus craints de Seine-Saint-Denis. Ils sont accompagnés ce jour-là de Karim Zaroui et de Nabil Fekiri, deux autres cibles dûment identifiées.

À cet instant, nous ne savons pas que les trois premiers s'apprêtent à quitter la France. Le lendemain, Abrougui, Mayet, Guihal mettent effectivement les voiles direction la Syrie, signe que l'imam ne capte pas que du menu fretin dans ses filets.

Le départ du trio a été suivi, le 19 avril, par la tentative d'attentat de Sid Ahmed Ghlam visant l'église de Villejuif (Val-de-Marne), et pour laquelle la complicité, par fourniture de moyens, de Macreme Abrougui (*alias* Vega) et Thomas Mayet est très fortement envisagée[10]. Quant à Adrien Guihal, la DGSI pense avoir identifié sa voix sur les audios de revendication des tueries de Nice et Magnanville[11].

Les surveillances vont se poursuivre durant toute l'année 2015. Un temps que d'aucuns jugent interminable, estimant que la présence, même éphémère, d'individus connus pour terrorisme devrait suffire à cadenasser un lieu de culte. Or, cela ne va pas de soi. D'abord parce qu'une mosquée comme celle de Stains n'emploie pas qu'un seul imam. D'où l'équation suivante : doit-on jeter l'opprobre sur l'ensemble de l'édifice au motif que Hatim R. y exerce ? Peut-on

entraver la liberté de croire de centaines de fidèles qui, pour l'immense majorité, ne partagent pas un iota de l'idéologie jihadiste ? Évidemment non. Pour justifier une mesure aussi radicale, nous ne devions pas seulement prouver que de potentiels terroristes fréquentaient la mosquée de temps à autre, il fallait documenter une présence récurrente, expliquer en quoi Al-Rawda était elle-même un vecteur, pour ne pas dire un moteur, d'embrigadement.

Durant l'automne 2015, nous allions marquer de nouveaux points. Par ma veille numérique, j'identifie les comptes Facebook relayant les discours de l'imam de Stains. Beaucoup mènent au cœur des filières jihadistes. Mais je m'attarde sur un profil particulièrement suspect.

Âgé de vingt-sept ans à l'époque, cet homme tient sur Internet des propos très radicaux qui vont conduire à son inscription au fichier des personnes radicalisées (FSPRT). Je me souviens d'avoir vécu de longs mois dans la crainte qu'il commette un attentat. Eh bien, deux ans plus tard, en septembre 2017, ce fut chose faite. Avec deux complices, il aurait tenté de dynamiter un immeuble situé rue Chanez, dans le 16e arrondissement de Paris, en faisant exploser des bouteilles de gaz[12].

Quelques mois tard, le 2 mai 2016, Canal+ diffuse un documentaire intitulé *Les Soldats d'Allah*. À l'écran, un militant pro-jihadiste, Cuneyt K., s'exprime depuis le parvis de la mosquée Al-Rawda en compagnie d'autres velléitaires. Pour l'édifice, c'est l'incident de trop.

Estimant que nous possédions suffisamment d'informations, les pouvoirs publics ferment la mosquée le 2 novembre 2016 grâce aux dispositions permises par l'état d'urgence. Cet arrêté sera contesté devant les tribunaux par les avocats du cynique président de la « Maison d'Égypte[13] ». Ils mettront en avant le goût de leur client pour le dialogue interreligieux et sa participation active aux instances de l'islam de France.

Pour moi, il ne fait toujours aucun doute qu'il n'est pas un islamiste radical, quand bien même deux de ses fils, Mohamed et Assim, ont gagné la Syrie. En revanche, il est coupable de n'avoir jamais joué franc jeu, et surtout d'avoir maintenu en poste, en toute connaissance de cause, un imam aux propos extrêmes. Tout à son travers légendaire, il a préféré le succès de sa mosquée au prix de la vie de jeunes Français. S'il n'est pas directement coupable devant les tribunaux, il l'est de fait au plan moral.

*

Illustration du télescopage permanent entre liberté de croire et répression, la mosquée de Stains a finalement rouvert ses portes un an plus tard, le 1er décembre 2017. Hatim R. a été remercié, sept caméras de vidéosurveillance ont été installées, et un comité de vigilance de douze fidèles a été institué pour combattre toute nouvelle percée fondamentaliste[14]. Des mesures inédites en France, dont n'ont pas bénéficié les 26 autres salles de prière fermées durant l'état d'urgence. Des mesures salvatrices aussi, tant la gangrène se propage dès que nous avons le dos tourné.

Outre Stains, j'ai mené le même type de surveillance à la mosquée Aman de Noisy-le-Sec. Là aussi, un imam distillait de sombres offices. Celui-là venait de Tunisie. La France lui a, dans un premier temps, accordé l'asile, en raison des poursuites judiciaires intentées par le régime de l'ex-dictateur Zine el-Abidine Ben Ali. Selon les rumeurs, difficiles à recouper, l'imam, membre du parti islamiste Ennahdha, aurait incendié un local du parti présidentiel à Zarzis, dans le sud du pays. Réfugié en France, il a, à son tour, propagé le venin radical avant que nous ne l'expulsions du territoire. Mais une fois notre attention déportée, cet imam est revenu clandestinement sur le sol hexagonal. Dans cette lutte, le moindre interstice est exploité par nos adversaires.

1. Annette Lévy-Willard, « Hassen Chalghoumi, l'imam des lumières », *Libération*, 5 juillet 2012.

2. Cécilia Gabizon, « L'imam de Drancy prône l'ouverture », *Le Figaro*, 27 mars 2009.

3. « La voiture de l'imam de Drancy vandalisée », *Le Figaro*, 14 janvier 2009.

4. « Qui est Nader Abou Anas ? », Dourous.net.

5. Christel De Taddeo, « Le casse-tête de la formation des imams en France », Europe 1, 13 février 2018.

6. Anne Vidalie, « Quentin Roy, vie et mort d'un converti au jihadisme », *L'Express*, 1er avril 2016.

7. Carole Sterlé, « À Sevran, les derniers jours de la mosquée controversée », *Le Parisien*, 21 mars 2016.

8. Catherine Coroller et Patricia Tourancheau, « Une figure de l'islam de France arrêtée », *Libération*, 21 juin 2006.

9. Élise Vincent, « Le double visage de la mosquée de Stains », *Le Monde*, 2 janvier 2017.

10. Soren Seelow, « Attentat manqué de Villejuif : sur la piste des commanditaires », *Le Monde*, 3 août 2015.

11. Pierre Alonso, « Guihal, c'est le plus dangereux de tous », *Libération*, 30 janvier 2017.

12. Claire Hache et Jérémie Pham-Lê, « Les curieux suspects de la rue Chanez », *L'Express*, 18 avril 2018.

13. Élise Vincent, « La mosquée aux deux visages de Stains restera fermée », *Le Monde*, 20 janvier 2017.

14. Nathalie Revenu, « Stains : la mosquée Al-Rawda retrouve ses fidèles », *Le Parisien,* 30 novembre 2017.

7

Ces terroristes que j'ai approchés

Kouachi, Amimour, Coulibaly, Clain. Il y a cinq ans, ces noms ne peuplaient que les serveurs et les couloirs feutrés des services de renseignements. Aujourd'hui, ils sont les astres noirs de la France. Ceux qui, parmi ses enfants, ont décidé de lui déclarer la guerre pour des raisons aussi complexes que prévisibles.

Durant mes années de service, le 93 a été le refuge de plusieurs de ces terroristes, que beaucoup croyaient incapables d'ensanglanter la France. S'il est toujours plus simple de refaire le film *a posteriori*, je ne peux m'empêcher de considérer certaines attaques comme un terrible gâchis. Loin d'être aveugles, comme des journalistes ont pu l'écrire, nos services ont plutôt péché par manque de conviction.

Conviction qu'ils faisaient face à un ennemi idéologiquement redoutable et non à une lubie éphémère dont les recrues guériraient d'elles-mêmes. Conviction aussi que le jihad n'était plus un huis clos au sein du monde arabo-musulman, mais aspirait désormais à conquérir l'Europe.

*

Une fois n'est pas coutume, ma première rencontre avec l'une de ses ombres s'est déroulée à la mosquée de Drancy.

Durant le ramadan 2010, l'imam Chalghoumi se fait le VRP dans la presse de la loi interdisant le port du voile intégral auprès des musulmans. En cette période de jeûne, l'immense salle de prière ne désemplit pas. Et l'iftar, distribué chaque soir au coucher du soleil, prolonge les veillées jusque tard dans la nuit. Par mes différents correspondants, j'apprends que certaines soirées virent au pugilat. Les positions de l'imam semant la zizanie dans les rangs musulmans, je décide de

marquer le plus régulièrement possible ma présence à la mosquée. Ainsi, j'écoute, je discute, tant pour cerner les lignes de fracture idéologique que pour envoyer un message de dissuasion.

Un soir, alors que la nuit tombe doucement, j'ai soudain un flash. Un jeune homme au teint diaphane, grosses lunettes et lèvres charnues me fait face. Mais mon regard s'attarde sur le keffieh rouge vif qui trône sur sa chevelure emmêlée. En un éclair, ma tête se transforme en supercalculateur : est-ce bien Farid Benyettou, le prédicateur de la filière dite des Buttes-Chaumont ? Peut-il déjà avoir été libéré ?

Condamné à six ans de prison en 2008[1], couverts en partie par sa détention provisoire, la réponse est oui. Un bref instant, mon sang se glace. Que peut bien faire Benyettou à Drancy ? À l'époque où il contribuait par ses prêches à l'envoi de combattants en Irak, le jeune « savant » intégriste officiait à la mosquée Adda'wa, située rue de Tanger, dans le 19e arrondissement de Paris. Jusque-là, le service ne lui connaissait aucun pied à terre en Seine-Saint-Denis ; d'où mon étonnement.

Discrètement, j'observe ses moindres faits et gestes. Et je m'aperçois qu'il n'est pas seul. À ses côtés, un homme prie, amputé de son bras gauche et à qui il manque un œil. Il s'agit de Mohamed el-Ayouni, un combattant déjà aguerri, ayant pris part au jihad contre l'armée américaine en Irak en 2004-2005. Selon le récit qu'il avait livré à son retour, ses mutilations seraient dues au tir d'un char de la coalition antiterroriste[2].

Le duo est complété ce soir-là par un métis élancé aux yeux noirs. Sans peine, j'identifie Peter Cherif, lui aussi revenu du front irakien. Plus prudent que ses acolytes, il scrute régulièrement la salle, comme s'il était pris d'une peur d'être suivi. Furtif, le trio s'évanouit dès la prière achevée.

Pareille rencontre ne peut évidemment demeurer secrète. Le lendemain matin, je demande à voir mes chefs dès mon arrivée au bureau. Ils écoutent attentivement mon rapport et semblent eux aussi saisis d'une certaine inquiétude. Voir apparaître des individus condamnés pour terrorisme dans une mosquée où l'imam ne cesse de se rapprocher d'Israël et de défendre les positions du gouvernement Sarkozy laisse perplexe. Sont-ils simplement là pour recruter ? Ou cherchent-ils à intimider ? Désirent-ils prendre possession de la mosquée en compagnie d'autres radicaux ? S'agit-il de repérages ?

En l'état, nous n'en savions pas assez. Il fallait continuer à recueillir des informations, et en premier lieu vérifier si le trio allait réapparaître les jours suivants.

Me revoici donc dans la voiture banalisée du service, sur la route de Drancy. Dans ma tête, les visages des fantômes de la filière des Buttes-Chaumont défilent. Je les mémorise parfaitement grâce au « Gitan », un vieux chef de la section T avec qui j'ai pu étudier le dossier. Comment réagiraient-ils s'ils s'apercevaient qu'un flic des RG leur colle aux basques ? J'imagine de toute façon qu'ils seront vite au parfum, la plupart des fidèles ayant appris à me connaître au fil du temps. Ma présence leur étant familière, nous avons décidé de ne rien changer à nos habitudes. C'est au contraire une rupture dans nos méthodes de travail qui pourrait permettre aux terroristes de comprendre que nous élaborons une tactique de filature.

Comme la veille, je prends donc place dans l'immense salle pour la prière. Je balaye l'assemblée du regard, avant de me fixer une nouvelle fois sur la haute stature de Peter Cherif. Si l'enquête judiciaire n'a pu le prouver de façon irréfutable pour le moment, c'est bien lui qui est suspecté d'avoir commandité les attentats de janvier 2015 depuis le Yémen[3].

Le 16 décembre 2018, Cherif sera d'ailleurs arrêté, à la surprise générale, dans le quartier de Balbala, à Djibouti, avec femme et enfants. Après que les services de renseignements américains auront intercepté un message de son épouse religieuse, Soulef Adjimi, transmis derechef à la DGSE. Les agents du boulevard Mortier parviendront ensuite à localiser le fuyard et à le faire interpeller, après sept ans de cavale yéménite, par les forces spéciales djiboutiennes[4]. Un vertige s'empare de moi lorsque je me remémore ces moments passés à l'épier dans l'enceinte de la mosquée de Drancy.

Toujours est-il que, à cette époque-là, lié dès le début des années 2000, le groupe des Buttes-Chaumont s'est rapidement reformé à la sortie de prison des uns et des autres. Ce dont mes surveillances allaient témoigner…

Les jours suivants, le ballet se répète. L'équipe déboule, prie et repart sans demander son reste. Les suspects ne s'associent jamais aux débats enfiévrés générés par les opinions politiques de Chalghoumi. Des divergences qui débouchent parfois sur des rixes entre franges rigoristes ou plus modérées. L'extrême discrétion avec laquelle la petite équipe se meut parachève ma perplexité.

De manière indirecte, j'apprends que la DCRI (le nom de la DGSI à l'époque) a envoyé de son côté une équipe de surveillance rapprochée. Ont-ils été dépêchés suite à mes notes envoyées à qui de droit par mes chefs de service ? Ou étaient-ils déjà en filature physique sur nos cibles ? Il est rare qu'un policier de mon grade soit mis dans la confidence. Cela doit paraître ahurissant au profane, mais deux équipes déployées dans la même rue et sur les mêmes objectifs n'ont aucune obligation de se parler. Je dirais même que rien ne les y invite, la faute à l'organigramme quelque peu baroque de la police française et ses rivalités structurelles.

Quoi qu'il en soit, la DCRI mobilise l'un de ses sous-marins sur le redouté trio. Elle exploite aussi le système de vidéosurveillance du centre commercial attenant à la mosquée, afin d'horodater les allées et venues. Pour ma part, je reste dans mon couloir et retranscris mes constatations dans des notes adressées à ma hiérarchie. Cela permet au préfet d'apprendre que des gros poissons frayent sur ses terres – il ne faut pas compter sur la DCRI pour l'en avertir –, et à la DRPP 93 de garder une trace de cet événement dans ses propres archives.

En tout et pour tout, Cherif, Benyettou et el-Ayouni se pointeront dix jours de suite à Drancy. Un soir, ils seront même épaulés d'un quatrième larron que j'ai assimilé à l'un des frères Kouachi. Quel était le but de ces virées éphémères ? Personnellement, je ne l'ai jamais su.

*

Quelques mois plus tard, des contacts me signalent que des cours de religion sont dispensés au… city-stade de Noisy-le-Sec. Familier des lieux, je me figure sans peine le petit stade de foot enserré au milieu des bâtiments de la cité du Londeau. Les ados y livrent des tournois prodigieux, dont le seul clivage tient au fait de savoir qui de Messi ou de Ronaldo est le meilleur joueur du monde.

En toute honnêteté, l'information que l'on me transmet me laisse d'abord parfaitement dubitatif. Ayant un carnet d'adresses étoffé sur place, j'en demande un peu plus à des interlocuteurs de confiance. Je cible en priorité des habitants dont les balcons donnent directement sur le city-stade. Quelques jours passent avant que l'un d'eux me rappelle. Il se veut rassurant. Il me décrit des scènes de jeunes tapant joyeusement dans le ballon, suivies de collations au cours desquelles, assis en cercle, ils écoutent des adultes. Loin d'imaginer ce qui se trame, mon informateur pense que la mairie a enfin mis la main à la poche pour recruter des éducateurs. Mais mon attention se fige lorsque je l'invite à me

décrire précisément les adultes en question. À la deuxième phrase, il prononce les deux mots clefs : « keffieh rouge ».

Il n'avait pas besoin d'en dire plus pour que j'interrompe immédiatement mes activités. La cellule des Buttes-Chaumont refaisait surface et son dessein était cette fois-ci aisément compréhensible : éveiller de jeunes Noiséens aux thèses du jihad en les abordant par le biais du sport.

Il faut reconnaître aux organisations terroristes une incroyable habileté à cerner les failles de nos sociétés, et à s'y faufiler avec un discours sur-mesure. Ainsi captés dans leur environnement quotidien et selon leurs codes, certains jeunes ne pouvaient que s'identifier au discours victimaire que tiennent les recruteurs au départ. Il y est question d'islamophobie, de discriminations, d'hostilité des élites françaises à l'endroit de leurs familles, de leurs pays d'origine, de leur religion. Mûrie depuis des années par des parcours où l'échec est une constante, la haine de soi qu'entretient chaque jeune est une matière inflammable qu'Al-Qaïda puis l'État islamique se sont promis de conquérir.

C'est cette haine, une fois attisée, pseudo-islamisée, et réorientée contre des ennemis désignés, qui constitue le moteur de l'embrigadement.

Pour la deuxième fois en quelques mois, je me trouve face à l'une des cellules les plus sanglantes du jihad français. Comme à Drancy, j'accomplis ma tâche de détection et d'alerte. Première priorité : procéder à une revue d'effectif. Farid Benyettou semble toujours tenir le crachoir. À ses côtés, el-Ayouni claudique avec son bras fantôme et son œil de crabe. Nouveauté notable : Chérif Kouachi, l'un des futurs assassins de *Charlie Hebdo*, est cette fois quasi quotidiennement de la partie. Un homme trapu à la barbe fournie multiplie également les apparitions. Nous pensons alors qu'il s'agit de Boubakeur el-Hakim. Lui aussi a combattu les Américains dans les rangs d'Al-Qaïda, à Falloujah, dans le sud de l'Irak. Plus tard, il deviendra l'un des émirs de l'État islamique, peut-être le Français le plus gradé de toute l'organisation, chargé entre autres de la planification des attentats sur le sol européen[5].

À l'évidence, les mois passés ont permis au groupe de solidifier son noyau dur, pour former ce qui ressemble désormais à une structure pyramidale où chacun dispose d'un rôle défini.

La section de la DRPP chargée de l'opérationnel décide à son tour de déployer un dispositif de premier ordre. Et ce, sans préjuger du fait que la DCRI ait aussi

mobilisé une équipe. Une fois n'est pas coutume, les deux services sont en situation de doublonner leurs surveillances.

Pour ma part, une fois le témoin passé à qui de droit, je vaque de nouveau à mes occupations. Je saurai simplement par la suite que la petite troupe des Buttes-Chaumont a été filée à chacun de ses déplacements. Comme des milliers d'usagers des transports publics, ses membres empruntaient la ligne 5 du métro jusqu'à Bobigny Pablo-Picasso, puis le tram numéro 1 pour se rendre à Noisy-le-Sec. Pour mieux surprendre, les futurs terroristes se fondaient dans la masse et se faisaient le plus discrets possible. Des anonymes pas comme les autres qui, le 7 janvier 2015, allaient brutalement s'extraire du silence.

*

Ce mercredi matin-là, j'étais au commissariat depuis peu lorsque les ondes Acropol (fréquences de la police nationale) ont commencé à crépiter. Je me souviens d'avoir immédiatement saisi la gravité de la situation. Les mots des différentes alertes relayées par les médias s'imbriquaient sans que l'on ait besoin de recourir à une quelconque imagination : « commando », « fusils d'assaut », « *Charlie Hebdo* », « fuite ». Le sang tant redouté venait de couler, entraînant la France dans un abysse qu'elle refusait jusqu'ici de regarder dans les yeux.

Devant l'urgence, nous avons fait ce que n'importe quel flic de France aurait fait : sauter dans nos véhicules et converger vers la rue Nicolas-Appert, pour apporter soutien et renfort. Descendant à toute berzingue de Bobigny, nous avons probablement croisé sans le savoir la Clio grise des frères Kouachi qui, elle, fonçait dans le sens opposé vers la Picardie. Au pied du bâtiment de la rédaction décimée, les larmes inondaient les trottoirs. Habitants effondrés, officiels livides, policiers, journalistes, badauds, les quelques rues qui jouxtaient celle de *Charlie Hebdo* étaient noires de monde. En nos fors intérieurs, nous ressentions tous un grand sentiment de vulnérabilité à cet instant précis : et si les assassins rappliquaient de nouveau par surprise, pour perpétrer ce que nous appelons dans le jargon un « surattentat » ? Bien que terriblement fébriles et chamboulés, l'ensemble des collègues a fait preuve d'un sang-froid éblouissant pour sécuriser le périmètre avec calme et professionnalisme. Néanmoins, ordre nous a rapidement été donné de rentrer au commissariat, pour concourir à la traque la plus périlleuse des vingt dernières années.

Dans les murs du commissariat, c'est la frénésie. La physionomie et l'identité des suspects ainsi que le signalement de leur véhicule ont été largement partagés.

Les premières réquisitions sur la vidéosurveillance remontent, il faut scruter rapidement les bandes dans l'espoir de repérer le véhicule maudit.

Surtout, c'est le genre de moment où nos informateurs et infiltrés sont activés pour faire remonter tout tuyau utile à la recherche des fugitifs. Les plus finauds savent jouer des contextes d'urgence pour se faire rémunérer à prix d'or des infos vérolées ou fantaisistes. C'est ainsi qu'un de mes collègues s'est fait extorquer 50 euros par un tonton prétendant avoir vu les frères Kouachi se rendre à moto, kalachnikov en bandoulière, à la mosquée de Noisy-le-Grand peu avant la tuerie de *Charlie*. La probabilité que de tels tueurs s'affichent armés dans un lieu public à quelques heures de leur passage à l'acte étant quasi nulle, j'ai averti mon collègue qu'il était en train de se faire gratter un billet pour rien.

Sans surprise, le binôme n'a refait surface que quarante-huit heures plus tard, dans l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où le GIGN l'a abattu[6]. Signe que les temps venaient de changer, la Direction générale a rédigé une note adressée à l'ensemble des fonctionnaires pour nous inciter à porter un gilet pare-balles à chacune de nos sorties. Le lendemain, nous avons déjeuné entre collègues dans une brasserie, où, pour être à l'aise, nous avons dû nous délester des gilets et du pistolet-mitrailleur. Je me souviendrai longtemps du regard hébété des clients alentour.

*

À ma connaissance, aucun journal n'a jamais médiatisé les pérégrinations du groupe des Buttes-Chaumont en Seine-Saint-Denis. Alors pourquoi raconter cela aujourd'hui ? Parce que, au lendemain des tueries de janvier 2015 à Paris, je fus excédé du défilé des analystes expliquant que nous étions ponctuellement invités dans une guerre qui n'était pas la nôtre, qu'il ne s'agissait que d'un épiphénomène téléguidé depuis l'étranger, et que cet assassinat n'était dû qu'aux provocations répétées de *Charlie Hebdo* envers l'islam. Ces conclusions hâtives sonnaient pour moi à l'époque comme la négation de l'histoire que j'observais depuis le terrain.

C'était ne pas vouloir reconnaître que le jihad est un construit idéologique dont la pensée puissante et évolutive ne cesse de conquérir de nouvelles terres. Aussi, elle se régénère pour renaître systématiquement des multiples répressions qu'elle essuie, du joug soviétique sur l'Afghanistan à l'invasion américaine de l'Irak. Au juste, combien de fois avons-nous surpris, dans des projets terroristes, des individus déjà connus de la justice pour les mêmes faits ?

Longtemps, les responsables politiques sont restés apathiques face au phénomène jihadiste, considérant que les jeunes embrigadés en reviendraient en deux coups de cuillère à pot. C'est ainsi que des protocoles de « déradicalisation » parfaitement ridicules ont été confiés à des imposteurs prétendant apporter un remède immédiat à ce qui s'apparente pour moi à une lame de fond. Inutile de rappeler ici la piteuse aventure de la responsable de la « Maison de la prévention et de la famille » d'Aulnay-sous-Bois, condamnée à quatre mois de prison avec sursis pour détournement de fonds publics[7]. On ne s'attaque pas à l'islam radical comme on pousserait la porte des « Alcooliques anonymes »…

Car l'autre enseignement que nous livre l'épisode de Noisy-le-Sec est bien que les organisations jihadistes ont une stratégie de long terme. L'accalmie actuelle, née de la mise sous verrou du califat de l'État islamique par les forces loyalistes syriennes, l'alliance kurdo-arabe et les Turcs, ne doit pas donner l'illusion d'une victoire consommée.

L'EI vit certes des heures difficiles, mais ses éminences continuent inlassablement le travail de sape. Dans les prisons françaises, des étages entiers ont été mis en coupes réglées. Des pontes de l'EI y appliquent une feuille de route raisonnée : poursuivre l'œuvre de segmentation de la société en évangélisant la génération des seize/vingt-cinq ans. Pour y parvenir, l'organisation mise sur le recrutement de jeunes en rupture scolaire et sociale, avec le parti pris de cibler en priorité ceux tombés dans la délinquance. Là, le logiciel de l'EI instille son venin, mise sur la quête de rédemption, juxtapose de nouvelles valeurs de droiture, l'idée d'un combat juste, sublimant une vie jusqu'ici peu valorisée et frappée du sceau du péché. Les aspirants rachètent ainsi leurs âmes et donnent enfin sens et perspective à leurs vies chaotiques.

Loin de se contenter des prisons, les théoriciens du « jihad de troisième génération », selon l'expression du politologue Gilles Kepel[8], ciblent aussi la cour des lycées *via* une propagande adaptée et genrée. Aux garçons, un discours pieux et viriliste à souhait. Aux filles, une critique de la société consumériste et une héroïsation des combattants, dépeints en valeureux maris. L'année 2016 fut marquée par le recrutement massif de ces mineurs en quête de transcendance, dont certains étaient scolarisés dans de bons établissements.

Pour mener à bien cette mission essentielle, l'État islamique a notamment investi sur un jihadiste roannais, du nom de Rachid Kassim. Cet homme de forte

corpulence a multiplié les canaux de propagande sur les messageries cryptées, principalement Telegram. Sa chaîne la plus célèbre, intitulée « Sabre de lumière », a fait de nombreux émules grâce à sa dialectique percutante et adaptée. Si, à l'inverse d'autres supports de propagande – telles les vidéos du jihadiste niçois Omar Diaby[9] –, celle-ci n'a pas particulièrement singé les codes du jeu vidéo, la finesse avec laquelle elle pénétrait le cerveau des ados a impressionné au sein même de certains services. Quant aux médias, ils ont rapidement inventé le concept pompeux de « bébés Kassim » pour désigner les néoconvaincus[10].

D'abord démunis devant ce torrent de propagande et les vocations suscitées, les services de renseignements ont dû ajuster la mire. Pour reprendre la main, il fallait endiguer la vitesse de propagation numérique de l'État islamique. Les messageries instantanées d'hier, comme Paltalk, ont été remplacées par des applications plus dynamiques, mais aussi plus sécurisées, permettant à nos adversaires d'avoir toujours un temps d'avance. Grâce à WhatsApp, Telegram, Snapchat, il est désormais aussi aisé de discuter, que l'on soit à 200 mètres ou à 4 000 kilomètres, *a fortiori* en zone de guerre, pour peu que les relais télécoms ne soient pas détruits.

De fait, l'État islamique a importé le terrorisme dans cet inframonde numérique qui, au début de la guerre en Syrie, échappait encore largement aux services de sécurité. En deux textos, combattants ou commanditaires pouvaient fixer n'importe quelle consigne logistique à un proche, un parent, un complice, qui, lui, se trouvait toujours sur le territoire national. C'est d'ailleurs *via* un simple SMS que Sid Ahmed Ghlam, l'étudiant algérien qui devait frapper une église du Val-de-Marne, a été prévenu que des armes avaient été cachées pour lui dans le coffre d'une voiture garée à Aulnay-sous-Bois[11].

Combien d'attaques ou de projets ont-ils ainsi germé dans les entrailles de nos smartphones, permettant aux terroristes d'être les maîtres du temps ? Malgré tous nos efforts et toutes nos heures de travail, nous ne parvenions pas à anticiper les liens virtuels de la grande famille du jihad, dont les strates se recomposaient et s'intensifiaient sur ces canaux universels.

*

Cette furtivité extrême fut, à l'échelle de mes surveillances, la pire des difficultés. Malgré mon réseau bien établi, mes sources et ma connaissance des moindres recoins du département, certaines filières se sont propagées à une vitesse époustouflante.

La principale sur laquelle j'ai travaillé est celle dite de « Lagny-sur-Marne[12] », du nom d'une commune périurbaine, située à une trentaine de kilomètres à l'est de Paris. J'estime à une soixantaine le nombre de Français ayant rejoint l'Irak et la Syrie par le biais de cette structure pilotée par l'imam ultraradical Mohamed Hammoumi. Au départ, cet homme de foi, qui se faisait appeler Mohamed Abou Isaac, opérait à Clichy-Montfermeil, villes fameuses depuis les émeutes urbaines de 2005. C'est en enquêtant sur lui et ses affidés que j'ai compris à quel point le terrorisme s'adaptait aux moyens de son époque.

*

Un jour, un commissariat dont je ne peux livrer la localisation me contacte. Un homme à la barbe fournie s'était présenté pour dénoncer une agression dont il avait été victime quelques heures plus tôt. Sa voiture avait été détruite et il disait craindre pour sa vie et celle de ses proches. Interrogé par mes collègues désireux de connaître sa profession, le plaignant en décline deux : employé d'une enseigne de restauration rapide livrant des pizzas et… imam.

Face à l'incongruité de la situation, et sachant que je centralise toutes les informations liées à l'islam dans le 93, les collègues me font appeler. En arrivant, je découvre la mine triste de cet homme, visiblement apeuré à l'idée de regagner son domicile. À cet instant, je suis loin d'imaginer le témoignage qu'il va me livrer – et qui va éveiller ma conscience sur la capacité de nuisance de l'État islamique.

L'homme qui me fait face est salafiste quiétiste. En ceci, il pratique un islam strict mais condamne fermement l'État islamique au même titre que la violence. Depuis plusieurs semaines, il s'inquiète de la suractivité d'un petit groupe d'individus, déterminés à s'imposer par la force dans le lieu de culte où il officie ponctuellement. L'escouade en question n'est autre qu'une fraction de la filière de Lagny-sur-Marne, ramifiée autour de son éminence grise, Mohamed Hammoumi. En cavalerie légère, le groupe tente d'étendre son influence, et pour cela il ne lésine pas sur les méthodes d'intimidation. Après Clichy-Montfermeil et Lagny-sur-Marne, Hammoumi a des vues sur des mosquées de Torcy et de Bussy-Saint-Georges, de quoi faire une quasi-jonction territoriale avec une autre filière, celle évoluant à Champigny, Villiers-sur-Marne et Vitry-sur-Seine.

Avant que sa mosquée ne soit assaillie à son tour, mon interlocuteur se connecte sur un forum salafiste francophone afin de demander conseil. Des savants du Golfe y délivrent le *fiqh*, à savoir des jurisprudences islamiques nées de

l'interprétation des règles de la charia. Son inquiétude tient en une seule phrase : est-il admis par Dieu de dénoncer ses coreligionnaires belliqueux à la police ? Afin d'en avoir le cœur net, il publie un appel au secours et implore des consignes sur le comportement qu'il convient d'adopter. Quelques heures plus tard, la réponse des théologiens salafistes est sans équivoque : « Cette idéologie [celle de Hammoumi et de l'EI] est dangereuse et relève du *takfir*[13]. Dénoncez-les aux autorités de votre pays. » On ne peut plus clair, l'échange va engendrer une riposte soudaine et virulente du groupe Hammoumi : à peine quelques heures plus tard, alors qu'il effectuait une livraison, la voiture de l'imam « lanceur d'alerte » est saccagée par des jeunes du coin. Une réponse du berger à la bergère, que mes collègues n'identifieront pas immédiatement, tant l'affaire ressemble à une banale histoire de droit commun si l'on en ignore le sous-texte.

Mais ce n'est pas fini. Pour éviter que l'imam n'attire l'attention sur leurs sombres activités, les hommes de Hammoumi vont poursuivre les intimidations. Quelques jours plus tard, alors qu'il rentre chez lui, l'homme de foi repère un véhicule faisant des rondes autour de son bâtiment. Il prend peur et reste tapi plusieurs minutes dans un buisson. Au volant de la voiture qui rôde, il identifie l'un des lieutenants de Hammoumi, un dur parmi les durs, cible écarlate de la section T1 de la DRPP. À ce titre, son téléphone a été placé sur écoute. L'interception, traitée par la DRPP, disposait d'un prolongement d'écoute vers la DGSI, car l'intéressé, dit « Daoud », était un objectif commun aux deux services. Or, sur cette sonorisation, on apprend que Daoud se vante d'avoir un pistolet avec lui dans son véhicule. En aurait-il fait usage s'il s'était retrouvé nez à nez avec mon précieux témoin ?

*

Qu'en conclure ? Une évidence d'abord : les plus rutilants soient-ils, les services de contre-terrorisme ne peuvent s'affranchir d'un solide maillage territorial. Car souvent, les meilleures infos arrivent par le bas et non par le haut de la pyramide. Certes, le renseignement technique a considérablement progressé ces dernières années, permettant la modélisation d'arborescences savantes, *via* l'intelligence artificielle. Balisages, écoutes, géolocalisations, cyberinfiltrations rendent également bien des services et permettent surtout d'avoir une attention portée vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur certaines cibles. Mais ce qui est primordial, et qu'aucun logiciel aussi performant soit-il ne peut remplacer, c'est

le flair, cette appréhension humaine des choses, forgée par l'accumulation de connaissances sur une matière et d'expérience.

Un bon agent de renseignements doit respirer son territoire et le vivre. Une réalité que n'ont pas comprise Nicolas Sarkozy et Bernard Squarcini lorsqu'ils ont engagé leur calamiteuse fusion DST-RG en 2008, coupant ainsi la toute nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de ses précieux tentacules.

À mon sens, le travail réalisé par mes soins ainsi que la section T1 sur la filière de Lagny-sur-Marne a permis d'éviter qu'un de ses membres ne finisse par commettre une attaque. Nos surveillances ont en effet permis de mettre au jour un entrelacs de liens entre ces individus et des clients tels qu'Amedy Coulibaly, l'assassin de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes.

Car au moins une rencontre entre eux a eu lieu ; c'était le 23 août 2014, à Lognes (Seine-et-Marne) au pique-nique de l'association controversée « Sanabil », dont l'objet était officiellement le soutien aux prisonniers musulmans[14]. Détail encore plus troublant, l'imam Hammoumi a quitté précipitamment le territoire français avec sa famille le 31 décembre 2014, soit une poignée de jours avant le 9 janvier 2015 et la tuerie au supermarché casher. Parti d'abord en Égypte, il a ensuite gagné la Syrie. Faut-il voir dans cette fuite d'urgence une quelconque implication dans les attentats de janvier 2015 ?

Malgré cette ombre, la filière de Lagny-sur-Marne a été méthodiquement asséchée. Ses représentants les plus actifs ont été assignés à résidence sur la base d'éléments savamment recueillis par le service. Certains sont actuellement mis en examen pour « association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste », comme le fameux « Daoud », appréhendé le 17 décembre 2015.

Enfin, la mosquée de Lagny-sur-Marne a été mise sous l'éteignoir par le Conseil d'État malgré de multiples recours intentés par des avocats[15].

Les catastrophistes diront que l'EI a la main sur des pans entiers du territoire de la République, sous-entendu les banlieues, évidemment. Une théorie pompeuse et erronée, que certains médias idéologues ont pu se plaire à encourager, instruisant à dessein l'amalgame entre islam et terrorisme.

Si, aujourd'hui, les communications entre le résidu de califat qui demeure en Syrie et l'Hexagone sont fortement entravées, l'enjeu pour les services est de ne pas les laisser prospérer de nouveau. La tâche n'est pas si facile, car la disparition

du territoire de l'EI génère une redistribution des jihadistes sur d'autres terres de lutte : sud de la Turquie, Yémen, Libye, Afghanistan, Malaisie, Philippines, Bangladesh. Un émiettement qui oblige les services de contre-terrorisme à avoir les yeux partout.

La leçon du califat syrien est claire : même si cette utopie a fait long feu, la plupart des jihadistes demeurent convaincus par la cause et ne rentrent pas dans leurs pays d'origine. L'histoire est loin d'être terminée.

---

1. Matthieu Suc, « Les confidences de l'émir déchu des frères Kouachi », Mediapart, 8 janvier 2016.
2. « Un char a tiré, mon bras a été arraché », *Le Parisien*, 2 octobre 2006.
3. Élise Vincent, « Attentats de Paris : la justice sur les traces des commanditaires », *Le Monde*, 7 novembre 2015.
4. « De retour en France, Peter Cherif a été placé en garde à vue », *Libération*, 21 décembre 2018.
5. Matthieu Suc, « Boubakeur el-Hakim, vie et mort d'un émir français », Mediapart, 14 décembre 2016.
6. « Dammartin, 16 h 55 : le GIGN donne l'assaut contre les frères Kouachi », *Le Parisien*, 9 janvier 2015.
7. Flore Thomasset, « Sonia Imloul, une des figures de la déradicalisation condamnée », *La Croix*, 14 mars 2017.
8. Christophe Ayad, « Le logiciel du jihadisme a changé », entretien avec Gilles Kepel, *Le Monde*, 24 décembre 2015.
9. William Audureau, « Plongée dans la folie de "19 HH", principal canal français d'embrigadement jihadiste », *Le Monde*, 5 décembre 2014.
10. « Terrorisme : trois mineurs de 14 et 15 ans condamnés à de la prison ferme pour avoir échangé avec un jihadiste sur Telegram », France Info, 6 novembre 2017.
11. « Attentat évité : le suspect a récupéré ses armes dans une voiture en banlieue », *Le Parisien*, 22 avril 2015.
12. « Lagny, nid d'un jihadisme insaisissable », *Libération*, 10 février 2016.
13. Le mouvement Takfir wal Hijra (Repentance et Guerre sainte) est fondé en 1971 à Assiout (Égypte) par un ingénieur agronome. Il est porté par un groupe de puristes, issu d'une scission des Frères musulmans, qui excommunient (*takfir*) les autres courants de l'islam jugés plus modérés. Les takfiris refusent de prier à leurs côtés et se mettent donc en état d'immigration (*hijra*) pour marquer une rupture totale avec la société musulmane qualifiée de mécréante (*kufr*). Ces théories trouvent leur origine dans la pensée de l'idéologue égyptien Sayyid Qutb.
14. « Sanabil : l'État coupe une courroie de transmission », *Libération*, 22 novembre 2016.
15. Marion Kremp, « Lagny : le Conseil d'État confirme l'arrêté de fermeture de la mosquée », *Le Parisien*, 25 février 2016.

8

Cette guerre fratricide entre services

À l'École nationale de police, les moments de satisfaction étaient rares. L'isolement au milieu de la forêt normande, la camaraderie masculine et le peu de stimulation intellectuelle de cette époque me laissent encore aujourd'hui un goût amer. Heureusement, quelques intervenants extérieurs rompaient parfois avec brio la morne plaine. Parmi eux, un passionnant commissaire alors en poste à la DST de Seine-Maritime dont la venue a été pour moi une révélation. Et ma première confrontation concrète avec l'univers du renseignement, tant, jusqu'ici, je n'en entrevoyais que quelques aspects, grâce à la relation nouée lors de mes études avec le policier des RG du Val-d'Oise.

*

Pour nos concitoyens, le renseignement est rangé en deux catégories. Il y a ceux qui le réduisent à la figure de l'espion de haut vol, avec micros et gadgets hi-tech. Et ceux qui en parlent de manière péjorative, assimilant le « RG » à une commère bonne à accumuler les ragots de bas étage.

Il est vrai qu'en France le renseignement intérieur pâtit d'une vision strictement policière du métier. La prime est à l'administratif, à l'austère. Le romanesque, lui, est laissé aux vestiaires. Mais ce que j'apprécie par-dessus tout ce matin-là, c'est justement que ce commissaire de la DST a remis l'église au centre du village. Il a rompu les fantasmes les plus élémentaires, tout en nous éveillant aux risques d'ingérence étrangère. Ainsi, nous apprenons qu'une grosse prédation de nos adversaires s'exerce par exemple sur des services d'une banalité *a priori* confondante, comme le bureau des cartes grises. Qui, en effet, se méfierait d'un riverain cherchant à tout prix l'identité du propriétaire d'une voiture prétendument garée devant son portail ? Au regard de la masse de tâches à

accomplir au quotidien, le policier *lambda* aurait vite fait de consulter le fichier pour dire au plaignant d'aller directement négocier avec M. Untel. Voilà, comment, sans le savoir, un fonctionnaire peut concourir à la filature d'un service étranger. Une fois en possession du nom recherché, ses agents ont en effet tout loisir d'effectuer des vérifications ou des surveillances.

C'est à toutes ces précautions, qui relèvent d'évidences une fois qu'on les connaît, que nous a éveillés le commissaire de la DST. Pourtant, tout au long de ma carrière, je n'ai pu que constater l'écart monumental entre la théorie et la pratique.

*

Dans le renseignement, le secret est un impondérable. De ce fait, les services disposent de process destinés à se protéger, à protéger leurs agents mais aussi leurs familles. Il y a pour cela le « droit d'en connaître[1] », mais aussi pléthore de petits protocoles. Pour autant, l'étanchéité totale est une gageure. Cela tient à la nature même des hommes, par essence faillibles, ou soumis à des parcours de vie accidentés. Il y a là-dessus les rivalités, jalousies, tensions entre policiers, qui, si elles ne sont pas jugulées à temps, peuvent conduire à des entorses à la sécurité. Enfin, il convient de se méfier des liaisons souterraines, entre hommes et femmes, mais aussi des liens familiaux insoupçonnés au départ, ou mouvants. En d'autres termes, l'homme doit se prémunir contre lui-même. Il représente, par essence, sa propre menace.

*

L'affaire de la syndicaliste Maryline B. illustre parfaitement mon propos. Ou comment déflorer, par une terrible négligence, des trésors de précaution.

En avril 2018, cette policière des Yvelines a été placée en garde à vue par la SDAT dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat par Larossi Abballa d'un couple de policiers à Magnanville[2]. En effet, Mina, une amie radicalisée de sa propre fille, possédait une clé USB comportant l'identité de plus de 2 000 agents du renseignement[3] ! Une mine d'informations pouvant peut-être expliquer comment et pourquoi le jihadiste muriotin avait ciblé Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider.

L'histoire ? Mina, fichée S pour sa dangerosité supposée, avait été logée chez Maryline B. en 2016. Un séjour qui avait d'ailleurs conduit l'IGPN à diligenter

elle aussi une enquête… Or, Mina avait profité de cet hébergement pour dérober les listings syndicaux comportant les 2 000 noms.

Est-ce elle qui a, ensuite, livré ces patronymes au terroriste, lui servant ainsi l'identité et l'adresse de ses cibles sur un plateau ? Un an plus tard, l'hypothèse semble écartée. Et l'on n'ose imaginer la catastrophe si un listing de cet acabit était tombé entre les mains d'un service étranger…

Priée de quitter ses fonctions syndicales, Maryline B. n'en a pas moins été promue au grade de major, avant d'intégrer la police aux frontières.

*

Au service, rien d'aussi grave n'est arrivé. Encore que.

Juste après l'attentat du 13 novembre, une source m'a confié que le père de Samy Amimour, qui résidait encore à Drancy, avait été prévenu qu'une perquisition devait être menée à son domicile. Et ce, alors même que l'implication de son fils comme kamikaze au Bataclan venait d'être confirmée à une poignée d'enquêteurs de la SDAT. D'où provenait la fuite ? Mystère.

Dans le même esprit, je me souviens de m'être dit plusieurs fois qu'il suffirait que l'un de mes collègues soit manipulé par un service étranger pour que nous soyons rapidement en grande difficulté. À la DRPP 93, les protocoles de sécurité ne sont pas aussi élaborés qu'à la DGSE. Or, au moins l'un de nos personnels disposait d'un lien de parenté avec un puissant pays étranger et se rendait régulièrement à son ambassade. Si cette personne l'avait souhaité, elle aurait pu accéder facilement à des renseignements majeurs, tant dans le domaine de la contre-ingérence que de la lutte antiterroriste. À force de temps et de familiarité, les langues se délient et les gardes sont baissées.

Pour ma part, je me suis toujours efforcé d'être distant. Il faut dire que les saillies racistes de certains collègues m'ont très vite vacciné. Les remarques du type « Y a un pot mais t'inquiète pas il y a du jus d'orange ! » avaient le don de m'énerver. Cette manière de véhiculer des clichés indirectement racistes en étant faussement attentionné m'indisposait fortement. Quand comprendra-t-on que c'est à la personne concernée de fixer elle-même les règles qu'elle s'impose ? N'y a-t-il aucun Maghrébin qui boive de l'alcool ? Et appartient-il aux autres de veiller au contenu de mon assiette ? Passons.

Ce qui m'a le plus surpris dans le renseignement, c'est la légèreté avec laquelle certains policiers concevaient leur fonction. Alors que nous avions la sécurité des

Français entre nos mains, quelques-uns n'éprouvaient aucun remords à éteindre leur téléphone passé 18 heures. Et je ne parle pas des week-ends et jours fériés, où les différentes antennes DRPP/DGSI étaient parfois peuplées de fantômes. Hormis les fonctionnaires d'astreinte indemnisés, personne n'était joignable. Un dysfonctionnement majeur au regard de la responsabilité de nos postes.

Ce qui explique ma colère aujourd'hui, c'est que certains tire-au-flanc se sont permis de me donner des leçons pour mon excès de zèle. Au moins, je n'ai aucun mort sur la conscience. Que dire, en effet, aux proches et fidèles du père Jacques Hamel, assassiné dans son église de Saint-Étienne-du-Rouvray par Adel Kermiche et Abdel Malik Petitjean ? Comme l'a révélé Mediapart, un cyberpatrouilleur de la DRPP avait identifié l'imminence de leur attaque une semaine plus tôt[4]… Il l'a même signalé dans une note qui devait être paraphée par un gradé avant d'être transmise à la DGSI, compétente sur la zone. Or, le 22 juillet 2016, quatre membres du commandement de la DRPP étaient en vacances ; le cinquième débordé. La note est donc restée en souffrance, et l'attentat n'a pu être empêché.

*

Loin d'être exceptionnels, ces incidents étaient plutôt monnaie courante. J'en ai au moins un autre en mémoire.

Il concerne le départ en Syrie d'une jeune femme d'un département de la grande couronne. Une de mes sources, qui évoluait sur le marché de la viande halal, me signale que la famille de la jihadiste, abasourdie, cherche désespérément une aide des pouvoirs publics. Si ses proches ont bien assisté à un module de sensibilisation au processus d'embrigadement – auquel participaient Éric Morvan, alors au cabinet du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, et l'ex-éducatrice à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) Dounia Bouzar –, ils se sentent esseulés et sans interlocuteurs. Et pour cause, le numéro de mobile qui leur a été confié à la DGSI ne répond absolument jamais.

Drôle de logique lorsque l'on sait à quel point les familles étaient pourvoyeuses d'informations au début du conflit syrien. Ce fut moins vrai par la suite, la parano des dirigeants de l'État islamique passant par là, les recrues étrangères furent pour partie coupées d'Internet et des moyens de télécommunication.

Pour moi, ce type d'imbroglio relevait du piège : devais-je empiéter sur les plates-bandes de mes collègues d'autres circonscriptions ? Que devais-je dire à ma source qui, en échange de ses tuyaux de première bourre, attendait un retour

sur investissement ? Devais-je tourner les talons et m'en moquer éperdument, au risque qu'une attaque finisse par se produire ?

Devant ce dilemme, j'ai préféré prendre mes responsabilités et me saisir du dossier, quoi qu'il m'en coûte de la part de ma hiérarchie. Si les choix qui ont été les miens n'ont, il est vrai, pas toujours respecté les circuits établis en interne, j'estime les avoir faits par pure nécessité. Dans notre domaine, mieux vaut un doublon qu'un trou béant dans la raquette.

Ainsi, je me fis communiquer par la famille toutes les informations utiles en provenance de Syrie. Au regard de leur intérêt et de leur précision, je comprenais encore moins l'attitude de mes homologues de la DGSI. Grâce au canal ouvert, j'allais en effet glaner une information capitale : brouillée avec son mari qui l'avait fait venir en Syrie, mais qui l'avait laissée seule pour participer à un entraînement armé, la jeune recrue nous signalait l'imminence de son retour dans l'Hexagone, photo à l'appui. Une ressource qui m'a permis de transmettre un rapport détaillé à ma hiérarchie, lequel a conduit à la mise en place d'un dispositif d'interpellation dans un aéroport français.

Au regard d'un tel résultat, les reproches qui ont pu m'être faits par la suite me paraissent insignifiants. D'ailleurs, le différend entre ma hiérarchie à la DRPP et celle de la DGSI s'est estompé de façon quasi instantanée.

*

DGSI et DRPP, ou plutôt devrait-on dire chien et chat ! Entre l'avatar napoléonien de l'île de la Cité – l'Ajaccien a fondé la préfecture de police de Paris en 1800 – et sa rivale de Levallois-Perret, l'antagonisme est recuit. S'il y a bien eu des périodes de détente, en raison parfois de la personnalité empathique de certains chefs, la structure même de l'appareil policier conduit à cette inimitié.

D'un côté, donc, la DGSI, héritière de la DST, chargée de la protection du patrimoine économique, de la contre-ingérence et de la lutte antiterroriste partout sauf à… Paris et sa petite couronne. Sur ce territoire, c'est la DRPP qui règne en maître, avec des compétences tout aussi importantes. D'où le vocable unanimement partagé d'État dans l'État.

Comme deux étalons du 100 mètres dont la vocation est bien évidemment de gagner la course, les deux maisons se tirent une bourre phénoménale. C'est à celle qui fera la plus belle affaire. Qui affichera les meilleurs résultats. Et qui, en d'autres termes, protégera le mieux les citoyens. En découlent de douillettes dotations budgétaires et surtout de belles perspectives de carrière.

Si la logique voudrait que la DRPP réfère à la DGSI, à la casquette par nature plus ample – car nationale –, les faits sont nettement plus têtus. Pour une raison simple : l'autonomie singulière de la préfecture de police de Paris lui donne un accès direct au ministère de l'Intérieur. Quel intérêt, dès lors, à fraterniser avec une direction concurrente ? Pour mieux expliciter ce système si particulier, j'use souvent de la comparaison avec deux journalistes d'investigation qui agiraient sur le même terrain de chasse : si l'un dégote un joli scoop, pourquoi irait-il le partager gratuitement avec son collègue, plutôt que de profiter des lauriers que ne manquerait pas de lui tresser son rédacteur en chef ?

Sur ce point, la faille la plus emblématique, et malheureusement tristement célèbre, est celle concernant l'un des tueurs de *Charlie Hebdo*, Saïd Kouachi.

Domicilié avec son frère Chérif à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, il est placé sur écoute par la DRPP en 2014. Or, le téléphone borne à de multiples reprises à Reims durant cette phase de surveillance[5]. La direction de la DRPP aurait donc dû alerter la DGSI pour qu'elle vérifie si Saïd Kouachi y avait élu domicile, et pour qu'elle le prenne en charge. En l'occurrence, l'aîné de la fratrie s'y était sédentarisé avec sa compagne Soumya, originaire du quartier de la Croix-Rouge. Résultat, l'une des cibles les plus instables du jihad français n'a fait l'objet d'aucun suivi dans les semaines qui ont précédé l'attentat.

Là encore, cela relève de l'aberration. Depuis, des structures de coordination ont été mises en place, telle que la cellule Allat – le nom d'une déesse syrienne. Cette entité, dédiée à la lutte contre les jihadistes de l'État islamique, réunit des représentants des principaux services[6]. À la DGSI, un état-major permanent a également été institué fin 2018, pour un partage de l'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et une mutualisation des renseignements opérationnels.

Des aménagements nécessaires, de bon sens même, dont on a peine à imaginer qu'ils aient vu le jour si tard. On peut remercier ici certains ministres de l'Intérieur : sans leurs colères noires, l'immobilisme aurait pu générer de nouvelles victimes. Mais que faire lorsque l'inimitié va bien au-delà de la rétention d'info ou du déficit de communication ?

*

Sur le terrain, et quoi qu'en disent les journaux, la guéguerre DRPP/DGSI est toujours à l'œuvre. Et sa traduction la plus ultime se porte, comme pour la police judiciaire avec les indics, sur la gestion des meilleures sources.

Durant mes années au service, j'ai investi une énergie folle à slalomer entre les coups fourrés de certains agents de la DGSI. Si la plupart sont d'excellents professionnels, voire parfois des amis, d'autres n'ont pas la déontologie chevillée au corps. Leur spécialité ? Instrumentaliser l'asymétrie des moyens entre les deux services pour me détrousser de mon carnet d'adresses. Entre nos ressources et celles de Levallois-Perret, un monde nous sépare.

Pour entretenir mes informateurs, je devais jongler entre la promesse de facilités administratives et quelques centaines d'euros. En clair, de quoi offrir un café ou une table de temps en temps pour causer. À la DGSI en revanche, les rémunérations pouvaient monter à plusieurs milliers d'euros si les tuyaux étaient de première main. Quand on connaît l'appât du gain de certaines de ces personnes, à la moralité de surcroît pas toujours recommandable, il apparaissait clair que la concurrence était tout à fait déloyale. Et ça, les agents de la DGSI le savent et en jouent. Puisque l'intégralité des sources immatriculées passent préalablement par le filtre de leur département de contre-ingérence, ils sont parfaitement au courant d'avec qui la DRPP fait affaire. Moralité, lorsqu'une de nos vigies recoupe une affaire qui pourrait les concerner, ils rappliquent sans prévenir et se servent.

En janvier 2010 par exemple, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, annonce avec tambour et trompettes l'expulsion d'un imam radical égyptien implanté dans une mosquée de Pantin, Ali Ibrahim El Soudany. Or, plusieurs mois plus tard, j'apprends, *via* des contacts, que l'homme de foi serait revenu clandestinement dans l'Hexagone. Mieux, il s'agite de nouveau en dispensant des prêches nauséabonds ici et là.

Pour collecter de l'information aux fins de le localiser, je prends attache avec l'une de mes sources, positionnée à l'endroit idoine, puisqu'elle fait justement partie de l'environnement des fidèles de la mosquée de Pantin. À la suite d'une conversation téléphonique, nous convenons de nous voir le lendemain matin, vers 10 heures.

Mais le jour J, lorsque j'arrive, j'apprends que des policiers de la DGSI m'ont devancé de quelques minutes. Un tel enfumage me plonge dans une rage folle. Pour qui se prennent-ils à saboter ainsi mon boulot ? Ne peuvent-ils pas prévenir, *a minima* par confraternité ? Le pire avec ce type de procédé, c'est qu'il a le don de rendre parano. La veille au soir, un pot a eu lieu au service et j'ai avisé l'un de mes supérieurs de mon entrevue avec la source en question. Est-ce

lui qui a informé la DGSI ? Pourquoi ? Ne me fait-il plus confiance ? Ou est-ce encore l'œuvre de l'un de mes collègues jaloux car infoutu de glaner une info ?

Toujours est-il – et c'est là l'essentiel – que l'imam El Soudany sera retrouvé et de nouveau expulsé le jeudi 19 août 2010[7]. Même si tout est bien qui finit bien, cette histoire a laissé des traces indélébiles.

*

Il y a pire encore. Dans un chapitre précédent, j'évoquais l'importance primordiale d'une source que j'avais immatriculée sous le nom d' « Armageddon ». Avec elle, j'ai pu infiltrer et surveiller de très près le groupe « Forsane Alizza », l'un des pionniers du jihad contemporain en France. On s'en souvient : en avril 2011, ses militants envisageaient de se rendre à l'Élysée pour y apposer un blason islamiste. Mais grâce aux informations que j'avais pu collecter en amont, notamment avec l'aide d'« Armageddon », ils en ont été empêchés par un imposant dispositif. Alors qu'ils ont parfaitement conscience du fait que cette source d'extrême qualité est traitée par mes soins, les « cousins de la DGSI » lui accolent une fiche S ! Cet outil de surveillance, permettant, notamment, d'être informé lorsque la cible effectue des passages de frontière, est ici parfaitement inutile. À travers moi, « Armageddon » collabore avec un service de renseignements français de premier plan, il n'y a donc pas lieu de s'en méfier. J'en viens donc à la vraie raison de ce fichage : s'arroger les services d'« Armageddon » en échange du retrait de sa fiche S, manip que je ne suis pas en capacité de faire depuis la DRPP 93. Et ça n'a pas manqué. Quelques semaines plus tard, alors qu'« Armageddon » s'apprête à prendre l'avion, il tombe étonnamment sur le policier aux frontières le plus maladroit de la terre… Une fois son passeport scanné, et la fiche S apparue sur son écran, ce dernier le regarde l'air tellement dévasté qu'« Armageddon » comprend *illico* de quoi il s'agit. Et, inévitablement, c'est vers moi qu'il dirige son courroux. J'ai beau lui expliquer que je n'y suis pour rien, la pilule ne passe pas. Pour arrondir les angles, je suis obligé de manger dans la main de ceux qui deviendront mes adversaires, ou risquer de perdre ma source la plus précieuse. Un tel niveau de vice, alors que nous poursuivons le même objectif fondamental, me laisse alors sans voix.

*

Désireux de ne pas me laisser piétiner, je décide à mon tour de jouer la guerre froide. Après tout, si la DGSI désire affaiblir un collègue et risquer la sécurité de nos concitoyens, qu'elle en assume les conséquences… Sa responsabilité est d'autant plus grande que je suis à l'époque le seul fonctionnaire en poste sur l'islam radical pour toute la Seine-Saint-Denis.

Ça aussi, cela doit se savoir. Alors que la menace virait à l'écarlate en 2013, 2014 et 2015, les pouvoirs publics n'ont jamais jugé bon de m'octroyer du renfort. Certes, des fonctionnaires œuvraient d'arrache-pied pour déjouer des attentats à la centrale de la DRPP ainsi qu'à la sous-direction T de la DGSI, mais sur le terrain, à la racine du mal, dans le département comportant le plus de personnes fichées S de tout le territoire hexagonal, j'étais seul. Seul à me démener avec des renseignements affluant de partout. Seul, aussi, à encaisser les boules puantes de certains de mes estimables collègues.

À un moment, je crois que mes chefs se sont rendu compte du « monstre » qu'ils avaient créé. À mesure que mon réseau s'étendait, il engendrait une personnification de la lutte contre l'islam radical. Le paradoxe, c'est que je n'ai jamais exigé cet isolationnisme. En 2009-2010, l'islam radical n'était qu'un sujet parmi d'autres pour les RG 93. Et malgré la hausse exponentielle de la menace les années suivantes, les effectifs dédiés n'ont pas été étoffés. Un immobilisme décidé en haut lieu, qu'il fut assez burlesque de me reprocher par la suite. Plutôt que d'assumer leur erreur de prospective impardonnable, certains officiers ont cherché à me contrôler, à m'infantiliser. N'ont-ils pas ainsi essayé, à deux ou trois reprises, de réattribuer mes lignes de téléphone fixe à des collègues plus serviles, afin que ceux-ci rendent compte de tous les appels reçus ? Ne m'ont-ils pas installé en plein milieu de l'open space afin d'être sûrs d'assister au moindre de mes faits et gestes ? Ne m'ont-ils pas spolié de certaines informations sensibles pour se pousser du col et favoriser leur carrière ? À dire vrai, le STR 93 avait parfois des allures de cour de récré. Face à cela, ma hiérarchie a préféré la défiance au dialogue.

Or, par réflexe naturel, plus on se sent épié, plus on se protège.

De ce fait, je ne nie pas avoir entamé une sorte de fuite en avant, destinée à cloisonner de plus en plus mes méthodes de travail. Mes cartes de visite arborent désormais mon numéro de portable et je n'utilise plus d'annuaire ou de répertoire papier. Des procédés qui allaient faire naître une nouvelle accusation, au-delà du réel.

Au fil des mois, mon comportement frondeur devient la « preuve » vivante de ma… radicalisation ! Oui, vous avez bien lu, de ma RA-DI-CA-LI-SA-TION. Flic, musulman et suspect, disais-je précédemment ? Eh bien, j'étais encore loin du compte. Désormais, on instruisait contre moi le procès d'une proximité équivoque avec mes sources. On me soupçonnait de leur parler arabe pour masquer de sombres desseins, de n'être plus fiable, quand bien même l'ensemble des « commandes » (demande d'une note d'information sur tel ou tel sujet) qui m'étaient passées revenaient en temps et en heure.

Par conséquent, mes derniers mois au service ont été un long calvaire. En coulisses, je m'agitais pour décrocher un nouveau poste et quitter la DRPP à tire-d'aile. Pour cela, j'ai entamé des tractations avec Pascal Courtade, alors directeur du bureau central des cultes du ministère de l'Intérieur comme je l'ai déjà dit, afin qu'il me recrute. Mais ces discussions privées furent découvertes par des membres de ma hiérarchie, *via*, selon toute vraisemblance, une interception de sécurité. Un procédé ignoble, qui a eu raison de mon abnégation que je croyais sans limites. En août 2016, la rupture plus que consommée, je quittais la DRPP et étais mis au repos.

*

Pour autant, mon téléphone ne s'est pas arrêté de sonner du jour au lendemain. Des informations sensibles continuaient de me parvenir, et je ne pouvais faire fi de les avoir reçues. Surtout quand ces dernières arrivaient directement de… Syrie.

Un jour, une de mes sources me signale le départ sur zone de H.[8], son ancienne petite amie. Cette dernière s'est entichée, après leur rupture, d'un salafiste de Seine-et-Marne, avec lequel elle a rejoint le califat de l'État islamique. Mais une fois là-bas, comme de nombreuses autres Occidentales, H. a totalement déchanté. Elle s'est retrouvée parquée dans une maison de femmes, surveillée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En possession d'un téléphone, elle a commencé à s'épancher auprès de ses proches sur ses envies de retour. Envies qui sont donc arrivées jusqu'à mes oreilles. Une telle information ne peut être jetée aux orties. Si H. acceptait d'être recrutée, elle serait une source précieuse pour les services français.

Je contacte donc l'antenne DGSI de Seine-et-Marne pour qu'on prenne le relais. Mais avec eux, le passif est lourd. C'est en effet avec des membres de ce bureau que la querelle s'est envenimée autour de la gestion d'« Armageddon ». Aussi incroyable que cela puisse paraître, ils refusent catégoriquement de traiter

l'information, au prétexte qu'elle émane de moi. Certes, je ne suis plus en poste, mais, que je sache, le renseignement est fiable, et il peut leur rendre bien des services.

Je choisis donc de ne pas en rester là et de le transmettre à un commissaire de l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme (Emopt), créé place Beauvau par Bernard Cazeneuve. Lui me remercie chaleureusement pour le tuyau, et le renvoie à… la centrale DGSI qui, cette fois-ci, ne fait plus la fine bouche.

Je ne sais pas ce qu'il est advenu ensuite. Si Levallois-Perret a recruté H. ou non. S'ils ont pris le contrôle de son compte WhatsApp avec son accord pour piéger d'autres jihadistes français. Mais ce qui est sûr, c'est que le type de comportement que je viens de décrire est, à mon sens, indigne de policiers œuvrant à la sécurité nationale. Pour eux, se priver d'une info capitale valait bien le plaisir de jeter une pelletée de terre sur mon cercueil.

1. Le droit ou besoin d'en connaître, lorsqu'il est utilisé dans le cadre d'organisations militaires ou de renseignement, décrit une restriction de l'accès à une information considérée comme sensible. Le principe de restriction au droit d'en connaître implique que, même si quelqu'un possède les habilitations officielles nécessaires, l'accès à ce type d'information ne peut lui être attribué que lorsqu'il a le besoin spécifique de la connaître.

2. Jérémie Pham-Lê et Laurent Léger, « Magnanville, une policière d'Alliance en garde à vue », *L'Express*, 9 avril 2018.

3. « Attentat de Magnanville : les noms de plus de 2 000 agents du renseignement retrouvés chez une fichée S », LCI, 11 avril 2018.

4. Matthieu Suc, « Comment les renseignements ont étouffé leur raté après l'attentat de Saint-Étienne-du-Rouvray », Mediapart, 4 janvier 2018.

5. « Frères Kouachi : Ciotti pointe une faille territoriale du renseignement », BFMTV, 2 juin 2015.

6. Pierre Alonso, « Antiterrorisme, des structures plus proches du Président », *Libération*, 12 novembre 2017.

7. « Réexpulsion vers l'Égypte d'un imam islamiste de Pantin », *Le Point*, 19 août 2010.

8. La première lettre du prénom a été modifiée.

9

Cet islam de France en proie aux puissances étrangères et à leurs services secrets

L'islam de France, ou l'un des plus gros sacs de nœuds de la République. Deuxième religion du pays en nombre d'adeptes, l'islam souffre d'un problème de structuration depuis des lustres. Enfant, je me souviens de m'être senti vexé à plusieurs reprises lorsque les journaux télévisés relayaient les vœux de l'Élysée aux communautés religieuses, sans que l'islam y soit convié. Pour les musulmans, cela était vécu comme un déni de leur citoyenneté, voire de leur présence.

*

Débattue mille fois, la question de sa représentativité demeure un sujet incandescent. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur de François Mitterrand, fut l'un des premiers à saisir le hiatus, en lançant le Conseil d'orientation et de réflexion sur l'islam de France (Corif) en 1993. Mais c'est Jean-Pierre Chevènement, en 1997, qui prit réellement le problème à bras-le-corps. Le 23 novembre, le « Che » prononça cette allocution demeurée célèbre : « L'islam est une religion nouvelle en France […]. La moitié des musulmans qui vivent sur notre territoire national sont français. La plupart des autres sont appelés à le devenir. Le gouvernement ne saurait s'en désintéresser. J'ai suivi avec attention et médité les efforts de plusieurs de mes prédécesseurs pour intégrer l'islam dans la communauté nationale. J'ai le même objectif : aider à l'affirmation d'un islam français. Seulement, les difficultés qu'ils ont rencontrées m'incitent à la prudence. Il y a un paradoxe de l'islam dans ses rapports avec la laïcité… Nous devrons parvenir à trouver les modalités pratiques de nos rapports, ce qui suppose l'existence d'un interlocuteur légitime, ou du moins considéré comme tel par le plus grand nombre. L'absence d'un clergé unifié et hiérarchisé ne doit pas

être un obstacle insurmontable. L'État n'imposera pas ses choix. Ce n'est pas son rôle. Il agréera ceux qui lui seront proposés. Je m'adresse à ceux des musulmans qui sont ici présents et, à travers eux, à leurs coreligionnaires… Sachez en tout cas qu'il y a place pour l'islam à la table de la République. » Tout est dit.

Afin d'avancer d'une case, le Conseil français du culte musulman (CFCM) est institué en 2003 sous l'égide volontariste de Nicolas Sarkozy. Qualifiée de novatrice au départ, l'initiative propose une solution ardue à une équation déjà proche de l'insoluble. En effet, le conseil d'administration du CFCM, interlocuteur officiel des pouvoirs publics, est élu pour trois ans par des délégués des mosquées. Le nombre de ces mêmes délégués est établi en fonction de la surface des lieux de culte. En clair, une salle de prière de 100 mètres carrés donne droit à un délégué ; quand une mosquée de 800 mètres carrés en offre quinze.

Évidemment, les leaders des établissements historiques, telle la Grande Mosquée de Paris – contrôlée par le régime algérien –, s'en sont trouvés confortés. Son recteur depuis 1992, Dalil Boubakeur, a ainsi occupé la fonction de président du CFCM pas moins de sept ans sur les seize dernières années.

Venons-en donc à l'autre épine majeure : le profil de ces dirigeants, aujourd'hui déconsidérés aux yeux d'une grande part des musulmans hexagonaux, du fait de leur trouble statut, à cheval entre homme de foi, animal politique et agent d'influence.

Aussitôt né, le CFCM suscitait déjà la polémique. En septembre 2004, certains de ses représentants se sont rendus à Bagdad pour « négocier » et « lancer un appel » aux ravisseurs des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, alors captifs d'un groupe terroriste en Irak[1].

De mémoire, j'ai cessé ce jour-là de me sentir musulman au sens communautaire du terme. Par ce déplacement pour le moins malhabile, les membres de la délégation française venaient de valider, pour contenter les autorités, le lien entre l'islam français et le terrorisme moyen-oriental en s'affichant comme des interlocuteurs naturels. Difficile, ensuite, de promouvoir un discours offensif contre le risque d'amalgame.

La martingale relève-t-elle de la chimère ? En raison d'une laïcité d'ordre quasi divin, l'État français ne peut nullement labéliser un courant de l'islam plutôt

qu'un autre. La loi de 1905 empêche, en outre, le financement public des lieux de culte.

C'est là que les services de renseignements entrent en scène, puisqu'ils sont chargés d'observer officieusement ce que les décideurs publics ont l'impossibilité de voir. En clair, qui est qui ? Et d'où viennent les deniers du culte ? Avec l'islam, ces questions sont tout autant prosaïques que géopolitiques. L'islam ayant été importé en France par les vagues d'immigration successives, les États et partis politiques jouent une partition décomplexée. Afin de maintenir un contrôle sur leurs diasporas, de s'ingérer dans la politique française ou de faire de nouveaux adeptes, ils délivrent des fonds, exportent ou manipulent des imams, le tout saupoudré d'agents sous couverture. Les uns déstabilisent les autres, *ad vitam æternam*, ce qui rend le marigot des mosquées du 93 assez complexe à décrypter.

À ce sujet, mon cahier des charges était très simple : permettre au préfet et donc à l'État d'y voir clair. Cela passait évidemment par une identification des personnalités officiant pour des ambassades, de même que par une analyse la plus fine possible des bailleurs de fonds de chaque lieu de culte. S'il m'est impossible pour des raisons de sécurité de verser ici dans le « *name dropping* », nul ne sera étonné d'apprendre que la quasi-totalité des leaders de l'islam de France sont, peu ou prou, des agents d'influence.

Certains ont été envoyés ou tamponnés en Europe par les services de renseignements de leurs pays d'origine, le MIT turc, le DRS algérien, la DGST ou la DGED marocaine, la DSE tunisienne, le VEVAK iranien, quand d'autres entretiennent seulement des échanges ponctuels. Tous ou presque sont néanmoins en ligne directe avec leur ambassade. Dans les années 1980-1990, beaucoup ont également été des sources de la DST française, qui se servait d'eux pour surveiller les réseaux islamistes en échange de divers avantages diplomatiques, administratifs ou commerciaux. Ainsi, les représentants de l'islam ont servi longtemps de canaux de transmission entre l'intelligence française et celles de ses ex-colonies africaines, entre synergies, chausse-trappes et trahisons. Je l'ai souvent constaté : les hommes de foi ont parfois une relation tout à fait lointaine avec Dieu. Leurs prestations seraient plutôt dignes du cours Florent ou du cinéma hollywoodien.

*

En Seine-Saint-Denis, comme sur une bonne partie du territoire hexagonal, l'État étranger le plus frénétique est clairement le Maroc. C'est sciemment que la

France a choisi de mettre son islam dans la main du royaume chérifien. Le nombre de ses agents déployés – officiels comme informels – est important. Certains sont coutumiers de démonstrations très spectaculaires, tel le leader d'un groupe propalestinien connu et très actif, dont l'action peut dès lors être lue de différentes façons. Le Maroc téléguide en effet régulièrement des opérations de déstabilisation des mosquées qu'il ne contrôle pas, soit par des opérations sophistiquées, soit par des procédés de harcèlement plus classiques, mais chronophages si l'on veut les contrecarrer. Les escrocs au renseignement contrôlés par Rabat mènent par exemple des campagnes de dénonciation d'imams d'autres nationalités – accusations 95 % du temps infondées – mais qu'il convient de vérifier, notamment en période de menace terroriste aiguë.

L'extrême activité du Maroc s'explique aussi par sa volonté de préserver sa proximité avec Israël, et donc son service secret extérieur, le Mossad. Des opérations à double pavillon sont parfois montées conjointement, lors desquelles le royaume agit en fonction d'intérêts communs ou des commandes de l'État hébreu.

Si Israël s'intéresse autant à l'islam de France, c'est avant tout par le biais de la lutte contre l'antisémitisme. Dans le but de préserver la communauté juive, fréquemment attaquée, le gouvernement israélien désire s'appuyer sur des têtes d'affiche. Le Franco-Tunisien Hassen Chalghoumi ou le Franco-Algérien Hocine Drouiche enchaînent par exemple les initiatives pour la paix et la concorde. Afin de dénicher de nouvelles prises de guerre, l'État hébreu s'appuie directement sur des représentants communautaires, dont le degré de proximité, apparent ou dissimulé, avec l'ambassade – et donc le Mossad – est évident. Des structures comme le Service de protection de la communauté juive (SPCJ) ou le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), fondé par un ancien policier du commissariat de Pantin, sont ainsi pourvoyeurs d'informations.

Mes renseignements ont également dessiné la main d'Israël derrière des actions opérées par une grande république d'Asie centrale, pays figurant parmi les « nouveaux financeurs » de l'islam de France. D'importantes sommes d'argent ont par exemple été investies dans des lieux où le propos, tant sociétal que cultuel, n'est pas hostile à Israël.

*

La trajectoire de l'Algérie est, elle, inversement proportionnelle depuis les années 1990. Son influence s'est peu à peu désagrégée en dehors du contrôle, symbolique, de la Grande Mosquée de Paris. À l'image de son État, la représentation algérienne sur le sol français a la réputation d'être peu connectée à sa diaspora, d'être politiquement instable et opaque. En outre, il lui est régulièrement reproché de souffler sur les braises d'une histoire douloureuse. Enfin, l'Algérie assume pleinement une ligne antisioniste sur le plan international, ce qui semble contrarier nombre de partenaires influents de la France.

Pour toutes ces raisons, le pays qui vient d'éjecter son président Abdelaziz Bouteflika est désormais quasiment aphone, débordé par les courants salafistes ou proches des Frères musulmans. Cette ligne de fracture est d'ailleurs le nouvel axe des affrontements interposés entre puissances du golfe Persique. D'un côté, l'Arabie Saoudite subventionne les courants salafistes[2]. De l'autre, l'arc des Frères musulmans, au sein duquel le Qatar est très influent[3], investit très majoritairement dans les lieux de culte où la confrérie est en expansion. Là encore, les préfets sont très pressants pour obtenir de l'information. Mais glaner les plans de financement se révèle très délicat.

*

Malgré les sources humaines qui s'infiltraient dans les lieux de culte, connaître avec exactitude les tours de table relevait de la gageure. Les dirigeants des mosquées étaient très frileux dès qu'affleurait la question de l'argent. Pour ne pas dévoiler leurs allégeances, bien entendu, mais aussi parce qu'il était difficile pour eux de concéder leur ignorance sur la provenance des fonds.

Du fait de la sévérité de la législation sur les transactions internationales, il est très rare que des sommes astronomiques soient transférées par des mouvements bancaires. Certains tomberaient inévitablement sous la vigilance de Tracfin, la très performante cellule antiblanchiment de Bercy, et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)[4]. Par conséquent, la majorité des lieux de culte en construction boucle les travaux en organisant des collectes. Plusieurs émissaires s'envolent pour des tournées, reliant parfois plusieurs capitales étrangères. Des accords y sont passés, tant sur le montant des subventions que sur les moyens de les faire parvenir jusqu'au produit final.

Dès lors, toute traçabilité pointilleuse est exclue, car l'argent est délivré *via* de multiples canaux. Restait, pour nous, à identifier les collecteurs effectuant

régulièrement ces virées dans le Golfe, pour avoir une tendance sur l'origine des financeurs. Pour les cas les plus sensibles, les plans de vol étaient étudiés, voire des filatures enclenchées.

Si nous en avions la capacité, nous cherchions évidemment à identifier aussi les points de contact des collecteurs. En interrogeant ensuite les partenaires, DGSI/DGSE, nous pouvions vérifier l'éventuelle affiliation du contact à un parti politique de l'un des pays traversés. En Turquie, l'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdoğan, opère un entrisme décomplexé dans les pays d'Europe occidentale. Du temps où il était au pouvoir, le parti tunisien Ennahdha soutenait aussi généreusement l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) – dont le nom est désormais « Musulmans de France (MF) » –, l'émanation tricolore des Frères musulmans[5]. Une nouvelle fois, politique et religion se rejoignent pour ne faire qu'un.

*

Plus je passais de temps dans les arcanes de l'islam de France, plus je me disais que Dieu n'avait rien à voir avec l'affaire. En tout cas, il avait parfois bon dos. De retour de juteuses collectes dans le Golfe, certains porteurs de valises préféraient atterrir en Suisse pour déjouer la vigilance des douanes françaises. Mais ces dernières, averties à la longue, ont renforcé les contrôles de véhicules aux postes-frontières et dans les trains.

Pour déjouer leur vigilance, les plus audacieux répartissaient l'argent sur la ceinture abdominale de femmes portant le vêtement religieux. Gênés, les douaniers n'osaient pas toujours procéder aux palpations de peur de générer un incident. Cette technique a par la suite été adoptée par des trafiquants de drogue du 93 pour blanchir de l'argent liquide. Ils envoyaient des femmes au Maghreb avec des billets dissimulés sous le hijab. Parfois, les transferts pouvaient atteindre la coquette somme de 100 000 euros. Un jour, supputant un financement du terrorisme, la Sous-direction antiterroriste de la PJ (SDAT), chargée d'une enquête, m'avait consulté pour des éclairages. Mais c'est bel et bien de l'argent du trafic de stupéfiants qu'il s'agissait, sans rapport quelconque avec un groupe armé.

Des arnaques ont également prospéré sur les offres de pèlerinage. Rendu obligatoire pour qui veut accéder à l'Éden, le déplacement en Terre sainte est un marché qui fait couler beaucoup d'encre.

Enfin, pour couronner le tout, l'aumône légale, dernier pilier de l'islam, a vu pousser comme des champignons un fatras d'associations d'aide à la Palestine, au Togo, au Tchad, au Soudan. Chaque fois, il est question de participer à la fabrication d'un puits ou d'une école dans les pays susnommés. Mais l'utilisation des fonds par des responsables florentins n'est pas toujours vertueuse et donne lieu à de multiples plaintes pénales enregistrées par les services de police.

*

Selon un inventaire auquel j'ai contribué il y a quelques années, le Maroc contrôle environ un tiers des 250 mosquées ou salles de prière que compte la Seine-Saint-Denis. La Turquie, l'Algérie et la Tunisie suivent, avant des pays plus confidentiels, comme le Bangladesh ou les Comores.

Le même ratio d'un tiers peut être envisagé concernant l'influence des Frères musulmans, même si cet étiage est plus difficilement quantifiable du fait de l'influence insidieuse de la confrérie. Les salafistes, eux, régissent une grosse dizaine d'établissements, un chiffre d'apparence assez bas, auquel il faut toutefois ajouter les écoles coraniques, en nette expansion ces dernières années.

Pour populariser ce courant littéraliste, l'Arabie Saoudite s'est investie afin qu'un canal en français soit créé sur la chaîne Iqraa. Le Qatar, lui, mise toujours sur la célèbre Al Jazeera comme redoutable outil de soft power. Toutefois, peu de gens le savent, mais c'est le Hezbollah qui fut pionnier en la matière, avec son média francophone Al-Manar. Canal suspendu en 2004, en raison de dérapages antisémites trop importants.

Du coup, c'est le petit émirat du Qatar qui a tiré son épingle du jeu. Bénéficiant d'une bienveillance inégalée sous le règne de Nicolas Sarkozy, Doha s'est offert une incroyable vitrine française. L'achat du club de football du Paris-Saint-Germain est sans conteste la nouvelle image de marque de l'émir, le cheikh Tamim ben Hamad Al Thani. Mais le Qatar est aussi, comme beaucoup l'ont écrit, un investisseur de premier choix pour l'islam hexagonal. Le livre *Qatar Papers*, des deux ex-otages en Irak Christian Chesnot et Georges Malbrunot, publié en avril 2019, vient confirmer ce que j'ai pu observer sur le terrain pendant des années. Selon cette enquête, Doha aurait participé au financement de 22 mosquées en France[6], et pas moins de 140 en Europe, *via* une somme de 71 millions d'euros délivrés par sa fondation, la Qatar Charity.

Sa générosité ne s'arrête pas à la porte des lieux de culte. À dire vrai, le Qatar finance aussi tout un tas d'institutions « Frères musulmans *friendly* ». Le lycée

musulman Averroès de Lille, présidé par Amar Lasfar, également dirigeant de l'ex-UOIF, a ainsi reçu 3 millions d'euros[7]. Même sponsoring pour l'Institut européen de sciences humaines (IESH), faculté privée proche de la confrérie des Frères musulmans, dont les deux antennes se situent à Château-Chinon et à Saint-Denis. Si ces fonds n'ont rien d'illégal, ils démontrent bien la dimension hautement politique de certaines branches de l'islam.

Encore fallait-il au Qatar une tête d'affiche pour incarner ce projet triomphant. Égérie de nombreux musulmans français, le théologien suisse Tariq Ramadan faisait office de candidat idéal. Le Qatar ne s'y est d'ailleurs pas trompé, lui qui a littéralement salarié l'islamologue. En avril 2013, le petit-fils du fondateur égyptien des Frères musulmans, Hassan el-Banna, démentait catégoriquement dans *Libération*[8] recevoir un seul euro du Qatar. Des affirmations contredites par une note de Tracfin, la cellule antiblanchiment de Bercy, également révélée par le livre *Qatar Papers*[9]. En réalité, le prédicateur, rebaptisé malicieusement « Qatariq Ramadan », percevait 35 000 euros mensuels versés par la Qatar Foundation, coiffée par la cheikha Moza, la mère de l'actuel émir. Le 1er juin 2017, le théologien a en outre rapatrié en France l'équivalent de 590 000 euros, en provenance de son compte qatari, afin d'acquérir un duplex sur la butte Montmartre à Paris. Le Qatar ayant aussi pris en charge l'ancienne chaire de l'islamologue à Oxford[10], intitulée immodestement « *His Highness* Sheikh Hamad bin Khalifa Al Thani » (le père de l'émir), c'est donc l'ensemble des activités de Tariq Ramadan qui étaient sous administration qatarie.

Malheureusement pour l'émirat, la révélation des frasques sexuelles du théologien a ruiné une partie de sa stratégie.

*

Loin d'être nouvelles, les affiliations financières de Ramadan autant que sa réputation de coureur transpiraient des couloirs des rassemblements annuels de l'UOIF.

Chaque année, l'organisation tient un grand raout au Parc des expositions du Bourget, considéré comme la plus grande agora islamiste d'Europe. À la DRPP, une de mes missions prioritaires était d'en tirer le maximum de renseignements, par une surveillance minutieuse. Pour cela, je me rendais à chacune des éditions, à visage découvert. Avec le temps, j'y connaissais un grand nombre de personnes, qui savaient donc tout de ma qualité. Nos discussions étaient en

quelque sorte l'interface officielle entre les organisateurs et le renseignement français.

Toutefois, je disséminais aussi un panel de mes meilleurs infiltrés dans la foule. Leur objectif était simple : porter à ma connaissance tout propos tombant sous le coup de la loi, c'est-à-dire franchissant allégrement les limites de l'homophobie, du racisme, de l'antisémitisme ou de l'apologie du terrorisme. Pour cela, ils assistaient à la majeure partie des débats et tables rondes programmés sur les trois jours que dure généralement le rassemblement annuel. Dans la majorité des cas, ils enregistraient les paroles tenues pour que la retranscription ne souffre aucune constatation. Car il était tout à fait possible, ensuite, que des expulsions soient prononcées en fonction de la gravité des discours.

En sus, mes sources avaient la charge d'examiner minutieusement les produits en vente aux différents stands, pour s'assurer, là encore, que la promotion d'idées nauséabondes n'y était pas assurée. En effet, le salon musulman du Bourget n'est pas qu'un espace de rencontre, c'est aussi une gigantesque machine à cash…

Enfin, une veille était pratiquée sur les réseaux sociaux, afin de détecter d'éventuelles publications propagandistes.

Notre travail, déjà harassant, s'est encore complexifié lorsque nous avons conseillé aux autorités de fermer le site la nuit. Jusqu'ici, de nombreux participants dormaient ici ou là dans les halls, sur des tapis ou matelas provisoires. Mais pour des raisons de non-conformité, autant que de sécurité après l'attentat perpétré à Toulouse par Mohammed Merah, nous avons opté pour la fin de cette tolérance. Dès lors, de nombreuses mosquées alentour se sont improvisées en hôtels de fortune. *Idem* pour les parkings de la Seine-Saint-Denis, où des provinciaux établissaient leurs camps de base durant soixante-douze heures. Sans tarder, nous avons vu s'y déployer tout un tas de petits quêteurs venant prôner la nécessité de la hijra, l'émigration en terres d'islam. Je ne saurais mesurer la portée de l'endoctrinement qui en a découlé mais je me souviens qu'il était extrêmement difficile de mener des surveillances simultanées sur le salon ainsi que des permanences nocturnes en Île-de-France.

*

Durant toutes ces années, j'ai aussi pu me faire une idée assez précise de la fourberie de certaines « icônes » du salon du Bourget.

Parmi elles, Nabil Ennasri, un intellectuel cumulant les fonctions communautaires (président du Collectif des musulmans de France [CMF]) et la

recherche universitaire. Il dirige également le site l'Observatoire du Qatar, tout entier dédié à l'émirat. Sympathisant des Frères musulmans, Nabil Ennasri dispense régulièrement des leçons et conseils théologiques en ligne, se rêvant en nouveau Tariq Ramadan, sans toutefois en avoir l'envergure. Je cite son exemple car il est frappant, à mon sens, de l'indécence de ces prêcheurs à la petite semaine.

Lors de l'édition 2015 du rassemblement du Bourget, que nous avons surveillé encore plus assidûment parce qu'il se tenait à peine quelques semaines après les tueries de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, nous l'avons surpris en train d'expliquer à son auditoire qu'il fallait reconnaître l'intellectualité des jeunes s'engageant en faveur du jihad en Syrie. Des propos choquants, tenus de surcroît trois mois après la tuerie d'Amedy Coulibaly, la première estampillée EI en France…

Quelle ne fut pas ma surprise, quelques mois plus tard, de voir le même Nabil Ennasri débouler à la mosquée de Pantin à l'occasion des obsèques d'Asta Diakité. Cette Franco-Malienne a été abattue rue Bichat par une équipe du commando terroriste le soir du 13 novembre 2015. Alors que la cérémonie, calme et respectueuse, se déroulait sans accroc, plusieurs responsables associatifs font irruption. Parmi eux, Nabil Ennasri, donc, mais aussi des membres de l'association salafiste Barakacity. Sans gêne aucune, certains s'avancent et accaparent la parole devant la caméra d'I-Télé. De véritables vautours, n'hésitant pas à instrumentaliser une famille endeuillée pour s'offrir quelques minutes de publicité télévisuelle. Furieux, je leur ai demandé de quitter les lieux et promis que je signalerai l'incident. Présente dans l'assemblée, une journaliste du *Figaro* immortalisa la scène[11].

*

Autre scène mémorable, mon face-à-face avec Hani Ramadan, le frère de Tariq, lors de l'édition 2013.

Qualifié, à raison, de bien plus radical que son cadet Tariq, il prononce un discours dans un hall noir de monde. Domicilié lui aussi en Suisse, à Genève, Hani Ramadan n'en est pas moins considéré comme une référence dans certaines sphères de l'islam de France. L'axe de son propos, ce jour-là, est d'enjoindre les musulmans à noyauter la société française, en entrant dans la police, les hôpitaux, la fonction publique, etc., ce qui, pour un prédicateur des Frères musulmans, n'a rien d'anodin. Si ces assertions n'enfreignent nullement la

légalité, je désire néanmoins m'entretenir quelques minutes avec lui. À la fin de son discours, je l'aborde donc directement.

Dubitatif puis narquois, il tente de me déstabiliser en me tutoyant d'emblée : « Tu es policier aux renseignements, toi ? Alors tu dois bien connaître le préfet ? Tu le fréquentes souvent ? » En rangs serrés à ses côtés, son aréopage ricane de bon cœur.

N'appréciant que modérément d'être ainsi pris pour un imbécile, je sors ma carte de police et lui demande de me suivre instamment. Il s'exécute, comprenant que la plaisanterie a assez duré. À l'écart, et dépourvu du public acquis à sa cause, il poursuit l'échange sur un tout autre registre. Il me félicite pour ma carrière, insistant bien sur le fait qu'il était important que des musulmans infiltrent des institutions comme la police. Je lui rétorque que je n'ai nullement besoin de son approbation, et lui rappelle qu'il est en sursis sur le territoire français. Et que, à la moindre déclaration suspecte, il en sera interdit. Hani Ramadan me certifie alors qu'il a bien compris le message, et prend congé.

J'allais recroiser sa route un an plus tard. Pour l'édition d'avril 2014, les organisateurs ont cette fois pris soin de ne pas lui offrir de tribune. Précautionneux, ils craignaient évidemment un énième dérapage. Mais Hani Ramadan a quand même fait le déplacement. Divaguant dans l'assemblée, il se montre régulièrement au pavillon central, où a lieu un concert du groupe musical égyptien Hanned en soutien au président déchu Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans. Non loin, des stands proposent des packs incluant quatre ouvrages de son frère Tariq, pour la somme de 5 euros.

Furtif, Hani Ramadan a tout de même profité de ce énième passage en France pour donner ici ou là des conférences. Lors de l'une d'elles, tenue à Montreuil, il a clairement dépassé les limites de l'acceptable en se lançant dans un plaidoyer en faveur de Mohamed Morsi et contre le « Mariage pour tous ». Quelques années plus tôt, il s'était déjà distingué en évoquant les dispositions de la charia permettant la lapidation…

À cette époque, mes relations ne sont plus au beau fixe à la DRPP. J'y vis même mes dernières semaines. Or, Pascal Courtade, le chef du Bureau central des cultes du ministère de l'Intérieur, a pris l'habitude de me consulter de temps à autre. Il sait que je connais les dessous de l'islam de France comme ma poche après tant d'années à en arpenter les coulisses. Mon avis sur telle ou telle

sommité l'intéresse, *a fortiori* si cette personne s'apprête à prendre du galon dans une instance quelconque.

Sachant tout de mes soucis au service, Pascal Courtade me dit être intéressé par mon recrutement. Honoré, j'accepte l'idée d'un échange pour en discuter. Foisonnante, notre entrevue dérive peu à peu sur Hani Ramadan. En toute confiance, je lui fais part des éléments recueillis sur lui lors des surveillances. Il est effaré qu'un tel personnage ait encore droit de cité sur le territoire de la République. J'acquiesce puis m'éclipse, une fois le rendez-vous terminé.

Le problème, c'est que, sans vouloir me nuire aucunement, le Bureau central des cultes a saisi le cabinet du ministre de l'Intérieur sur le cas de Hani Ramadan. La DRPP a donc été contactée pour transmettre les éléments pouvant étayer une interdiction de territoire. Furieuse, ma hiérarchie s'est servie de cette imprudence, que je confesse volontiers, pour m'écarter définitivement du service. De leur côté, les autorités attendront le moment idoine pour frapper Hani Ramadan. Le 7 avril 2017, le prédicateur suisse s'est vu affublé d'une interdiction administrative du territoire. Le lendemain, le 8, il était interpellé à Colmar et expulsé vers la Suisse[12]. Une manœuvre permise grâce à mes informations, mais déclenchée à dessein quelques jours à peine avant le premier tour de l'élection présidentielle. Ce qui a permis au chef d'alors de la place Beauvau, Matthias Fekl, d'en assurer une large communication.

*

En France, depuis trente ans, l'islam est peu à peu devenu un fonds de commerce électoral et financier. Il y a ceux qui le combattent ardemment, jouant sur l'identitarisme et les peurs, et ceux qui s'en saisissent comme n'importe quel clientélisme. Autrefois parias, les musulmans de Seine-Saint-Denis représentent désormais un enjeu certain, qui suscite la convoitise de nombreux élus. Ces derniers l'ont bien compris, eux qui, en lieu et place du traditionnel meeting, s'affichent maintenant à chaque fête de l'Aïd ou à la grande prière du vendredi, où des milliers de fidèles sont réunis. La promesse qui y est la plus fréquemment avancée est la mise à disposition d'un terrain à titre gracieux, *via* le bail emphytéotique.

Ainsi, des lieux de culte fleurissent dans des locaux publics désaffectés. Dans le livre *Inch'Allah*, paru en octobre 2018, les auteurs, Fabrice Lhomme et Gérard Davet, ayant enquêté sur l'islamisme dans le 93, résumaient l'équation par un slogan un tantinet choc, mais révélateur du climat actuel : « Une mosquée, trois

mandats ![13] » Il en va de même pour l'attribution des commerces, l'islamisme étant un capitalisme comme un autre. On ouvrira donc des enseignes halal à foison, allant de la boucherie traditionnelle aux librairies communautaires, dont les travées sont garnies de livres, d'audios et de calendriers. Les plus assidus iront jusqu'à contracter des prestations d'assurance auto « halal », ou opteront pour des mesures de protection juridique contre l'islamophobie. Des doléances adressées tout entières aux maires, qui tentent de les satisfaire pour rempiler quelques années.

*

L'une des scènes les plus ahurissantes qu'il m'ait été donné de vivre dans le renseignement concerne justement un élu de premier plan. Amer d'avoir été battu aux municipales de sa commune de Seine-Saint-Denis, celui-ci semblait alors prêt à tout pour déstabiliser l'adversaire trônant nouvellement sur « son » siège. Tellement prêt à tout que sa voix, ainsi que celle de son suppléant, apparaissent régulièrement sur les écoutes administratives ciblant l'un des imams les plus radicaux du département. On les y entend organiser en toute impunité une perturbation du conseil municipal, insuffler l'idée de prières de rue récurrentes. Le chantage ira jusqu'à la promesse d'une immunité et d'avantages matériels en échange d'un soutien lors des prochains scrutins.

Lorsque cet élu a par la suite été promu aux plus hautes fonctions régaliennes, j'ai compris la vanité de mon action. Ainsi soutenus, des leaders salafistes pouvaient désormais assurer tranquillement la promotion de leurs idées en direction d'un public jeune et vulnérable.

1. Valérie Gas, « Crise au conseil du culte musulman », RFI, 17 septembre 2004.

2. Marc Daou, « Comment la mouvance salafiste carbure aux pétrodollars saoudiens », France 24, 26 septembre 2012.

3. « Les musulmans dans la mire du Qatar », *Libération*, 26 avril 2013.

4. « Mosquées : le bail des hypocrites », *Libération*, 17 mars 2015.

5. Salah Horchani, « Ennahdha est bien la succursale tunisienne de la confrérie des Frères musulmans », Mediapart, 24 mars 2016.

6. Romain Gubert, « Comment le Qatar finance l'islam de France », *Le Point*, 4 avril 2019.

7. Marie Vandekerkhove, « Lille : comment le Qatar a tenté de racheter le lycée Averroès », *La Voix du Nord*, 5 avril 2019.

8. « Tariq Ramadan : je ne reçois aucune rémunération du Qatar », *Libération*, 27 avril 2013.

9. Bernadette Sauvaget, « Le Qatar verserait 35 000 euros chaque mois à Tariq Ramadan », *Libération*, 5 avril 2019.

10. « Ramadan, VRP de luxe », *Libération*, 26 avril 2013.

11. Eugénie Bastié, « À Pantin, on pleure Asta, jeune musulmane tuée par les terroristes », *Le Figaro*, 20 novembre 2015.

12. « L'islamologue suisse controversé Hani Ramadan expulsé de France », *Le Figaro*, 8 avril 2017.

13. Julien Ricotta, « Gérard Davet : il y a un slogan en Seine-Saint-Denis : une mosquée, trois mandats », Europe 1, 18 octobre 2018.

Épilogue

Juillet 2016. Je suis désormais astreint à domicile par la direction de la DRPP. Nos divergences devenues trop lourdes, j'ai été mis au repos. L'IGPN a également décidé d'ouvrir une procédure disciplinaire à mon encontre, notamment pour avoir porté mon arme de service au Stade de France lors des attentats du 13 novembre. Pourtant, en quittant l'enceinte sportive cette nuit-là, le préfet Galli, que j'avais épaulé sur les scènes de crime, m'avait encouragé à candidater auprès de ses services afin de m'octroyer un poste. L'homme m'appréciait, ce que je lui rendais au centuple. Mais, parasitée par de mauvaises ondes, émanant pour partie de la DRPP, cette proposition est mort-née. La DRPP me somme donc de trouver une nouvelle affectation dans les plus brefs délais, sous peine de « choisir à mon insu ».

Ce mois de juillet coïncide aussi avec le ramadan. Je suis invité à participer à une rupture de jeûne à la mosquée de Drancy, célébrée en présence d'autorités politiques et religieuses. Conscient de ne plus être en odeur de sainteté auprès de mes collègues, l'occasion est belle de saluer le préfet et de le remercier pour sa bienveillance. J'en profite aussi pour fraterniser avec des représentants de la communauté juive et de celle des chrétiens d'Orient, qui regrettent unanimement mon départ du STR 93. Heureux de nous retrouver, nous partageons des agapes baptisées « les enfants d'Abraham », malgré les messes basses et le regard malveillant d'un vieux commandant du Service de renseignements territorial, installé quelques mètres plus loin. Sans doute agacé par mon entregent et ma facilité à nouer des liens avec mes voisins de table, il se plaît à répéter, à qui veut l'entendre, qu'il est le « seul représentant légitime du service » à cette soirée. Mais les convives n'en ont que faire et préfèrent communier autour de la très bonne table qui nous est offerte.

*

Bien que très confortable, ce quotidien ne me sied guère. L'inactivité me lasse, et je n'ai jamais eu pour habitude de percevoir un salaire en me tournant les pouces. Le 16 août, je décide donc de rejoindre le Centre de rétention du Mesnil-Amelot (CRA), administré par la police aux frontières (PAF). C'est là que siège sa Direction interdépartementale, qui gère l'ensemble des centres de rétention d'Île-de-France.

Gigantesque, l'édifice du Mesnil-Amelot, serré contre les pistes de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, offre une capacité de plus de 250 places. Les zones de vie y sont séparées en trois secteurs : hommes, femmes et familles. Chaque zone comporte un ou plusieurs bâtiments, composés de chambrées multiples, avec chauffage et télévision. Les cabines de douche et les toilettes sont situées, elles, dans les parties communes. Un espace buanderie est aussi disponible à l'extérieur des zones de vie, ainsi que des distributeurs de friandises et de boissons chaudes.

Lors de ma première visite, je suis frappé d'emblée par le calme ambiant, régulièrement troublé par le bruit des avions. Les locaux sont très récents, et la structure semble bénéficier de moyens bien supérieurs à ce que j'ai connu dans le renseignement. Comme si la France mettait plus d'ardeur à expulser ses indésirables qu'à œuvrer à la sécurité de ses propres citoyens.

Outre l'infirmerie et les visites plurihebdomadaires des médecins, le centre de rétention se doit en effet de procéder à l'accompagnement des retenus vers les lieux de soins (hôpital, médecin, dentiste, radiologue) financés par l'aide médicale d'État. Dans la mesure où plusieurs escortes peuvent avoir lieu en même temps, et où, pour des raisons de sécurité, le nombre d'escorteurs doit toujours être supérieur au nombre de retenus, le CRA dispose d'un parc de véhicules assez important. Une dotation qui semble incroyablement généreuse pour qui vient d'un autre service de police de Seine-Saint-Denis… Certes, ces voitures sont assignées chaque jour à de nombreuses missions : transfert des retenus, venus parfois du Doubs ou de Calais, présentation à la cour d'appel de Paris, aux tribunaux administratifs de Montreuil ou de Melun, escorte vers l'unité de liaison et d'éloignement de Roissy ou d'Orly, présentation aux consulats et aux ambassades des pays d'origine, voire, plus rarement, placement en garde à vue ou en détention. Mais lorsque je me souviens que, à la DRPP, la moindre note de frais pour un café payé à une source était ardemment débattue, j'hallucine un peu.

De plus, l'Administration s'occupe, bien entendu, des besoins matériels de chacun des retenus, comme la fourniture des repas. Au CRA, et c'est heureux

pour eux, ils bénéficient d'une cuisine de qualité largement supérieure à celle des restaurants administratifs réservés au personnel, ou à celle de la majorité des cantines scolaires. Est-ce, pour l'administration française, une façon de soulager sa conscience au moment de renvoyer ces gens dans des pays où ils risquent gros ?

À son arrivée en rétention, l'étranger en situation irrégulière, autrefois appelé ILE (pour « infraction à la législation sur les étrangers », délit répertorié par le code de procédure pénale, rendu depuis 2012 obsolète par une juridiction européenne), est fouillé, puis signalisé par un relevé d'empreintes digitales, aux fins de vérification d'identité. Réglementairement, le CRA procède alors immédiatement à la notification des droits du retenu (médecin, assistance juridique, avocat) *via* une plate-forme téléphonique qui regroupe des interprètes en toutes langues, présents sur des horaires étendus de la journée et de la soirée. S'ensuit un passage facultatif devant les permanences d'assistance gérées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), ou par la Cimade[1]. Le retenu devra impérativement comparaître dans les cinq jours devant le juge des libertés et de la détention. Assisté d'un conseil, il se verra notifier sa remise en liberté, son éloignement du territoire, ou, le plus souvent, la prolongation de son séjour en rétention pour vingt jours, mesure autrefois renouvelable une fois. En 2018, le Parlement a adopté un texte permettant l'allongement de la durée maximale de rétention, celle-ci passant de quarante-cinq à quatre-vingt-dix jours. En somme, quatre-vingt-dix jours d'escortes en tout genre, de soins médicaux, d'encadrement et de surveillance, de nourriture et d'assistance seront désormais pratiqués aux frais du contribuable.

*

Voilà donc l'endroit où j'ai décidé de poser mes valises pour me reconstruire, en attendant des jours meilleurs.

Dès mon arrivée, sur recommandation du syndicat Alliance, je suis reçu par la commandante en chef du CRA. Pour elle, quelque chose ne colle pas : pourquoi un policier issu d'un service de prestige s'intéresserait-il à ce poste ? En tout cas, son message est clair : « À la PAF, on aime commander ! » Il me faudra donc accepter les ordres.

Au fond, je n'y vois guère d'objection. D'ailleurs, je me plie déjà volontiers aux consignes des nombreux policiers à la retraite dépêchés au CRA pour renforcer et épauler les jeunes recrues. Même si mon grade de brigadier me confère

l'autorité sur les dispositifs auxquels je participe, je suis très à l'écoute. Mes racines africaines m'ont appris à savoir baisser la tête lorsque nécessaire, et à ne pas reprendre ou humilier une personne d'expérience qui exprime son point de vue. Leurs recommandations me sont souvent profitables. Les longs trajets effectués sur les autoroutes franciliennes, ainsi que les temps d'attente sur site, me permettent bientôt de m'enrichir de leurs histoires, quand tant d'autres collègues semblent anesthésiés par la routine. Les plus vieux sont aussi plus curieux et inquiets de l'actualité et me questionnent sur l'état de la menace terroriste. Je m'efforce, alors, de me montrer rassurant…

À cette époque de ma vie, je poursuis d'autres aspirations : servir les plus vulnérables d'entre nous et consacrer du temps à ma famille. Les dernières années aux RG ont été particulièrement éprouvantes sur le plan personnel. J'ai enduré la maladie de ma fille, l'agonie de ma mère, terrassée trois jours avant de percevoir son premier mois de retraite, et les premières heures incertaines de mon fils, auquel les médecins ont diagnostiqué un rein unique un mois avant sa naissance. Mais je souhaite aussi oublier la violence ambiante du département de la Seine-Saint-Denis.

Pour les petits prêcheurs de haine de ma commune d'origine, Goussainville, « Dieu m'aurait puni » d'être devenu flic en portant atteinte à l'intégrité physique de mes enfants. Mon immersion dans l'islam radical m'a ouvert les yeux sur l'hypocrisie, la cupidité, la suffisance et la manipulation qui y est souvent à l'œuvre. J'ai aussi pu y enterrer le concept même d'une communauté musulmane, ou, pour les cas les plus extrêmes, d'un quelconque lien entre Dieu et les hommes. Certains ont envoyé des enfants de la République combattre en Syrie sans aucun remords, et sans un seul début de réflexion théologique, fût-elle dévoyée. Dans ces milieux, la fiabilité reste exceptionnelle. Des gens pouvaient, par intérêt, se montrer bienveillants et attentionnés à mon égard, pour me trahir et m'abandonner du jour au lendemain. Même si occuper ce poste à la DRPP m'a passionné, j'en ai fait le deuil avant tout par usure psychologique.

*

Un mois après mon arrivée, la police aux frontières m'intègre définitivement à une équipe. Assez vite, je mange le pain noir réservé aux nouveaux arrivants. La hiérarchie m'affecte en effet à la fouille, une pièce aveugle à ne quitter sous aucun prétexte pendant mes onze heures de vacation. Le lieu renferme les effets personnels de valeur des résidents du CRA, mais ne dispose ni d'Internet ni du

réseau téléphonique. De quoi me réconcilier avec le papier… Exceptionnellement, je serai amené à remplacer, çà et là, un collègue en escorte au tribunal ou à Roissy. Mais le reste du temps, je suis en tête à tête avec l'horloge.

Autre source d'inconfort, le fait d'être le garde-chiourme de personnes dont le destin s'apprête à basculer de nouveau. Jusqu'ici, mon instinct de flic était tout entier dédié à latraque des délinquants qui nuisent à l'ordre public, ainsi qu'à celle des terroristes qui menacent notre civilisation. Or, au Mesnil-Amelot, je ne rencontre que de pauvres bougres, principalement issus du Maghreb, d'Afrique noire ou d'Asie du Sud-Est, venus quêter une vie meilleure…

Au quotidien, je me sens plus dans la peau d'une assistante sociale que dans celle d'un fonctionnaire dont la mission originelle est la sécurité des Français. Il y a ce copte d'Égypte dont la dignité m'émeut lorsque nous procédons à l'inspection des chambres. Droit comme un prince, il porte une chemise claire bien mise, un pantalon de jean et des mocassins de cuir. Le souci, c'est qu'il n'a pas de chaussettes et qu'à l'orée de l'hiver les journées sont fraîches.

Il en va de même de Wilmann, un Haïtien haut en couleur. Pincé au mois d'août, il n'a pas eu le loisir de s'équiper de vêtements chauds. Je les emmène donc à la permanence de l'OFII pour qu'on leur délivre de quoi cesser de claquer des dents. Malheureusement, les vêtements de dépannage ne sont pas légion ou pas à la bonne taille. C'est moi, donc, qui les dépannerai à ma prochaine vacation…

À la fouille, les retenus patientent également pour recueillir un peu d'argent, un coupe-ongles ou une tondeuse à cheveux, interdits dans les zones de vie. Seuls les gradés comme moi peuvent y exercer. Là où je me dois d'être particulièrement vigilant, c'est sur les erreurs de restitution ou les vols en numéraires. Pour des personnes ayant parfois très peu de choses, la perte d'un téléphone, d'une montre, de documents peut se révéler catastrophique. Scrupuleux lors de mes inventaires, je place par exemple chaque clef trouvée sur un arrivant dans le coffre des « objets de valeur », de surcroît lorsque celle-ci est couplée à une adresse.

Mais ce geste, qui me semble pourtant simple et de bon sens, heurte manifestement mes collègues des autres brigades, qui estiment que mon travail « pose des problèmes car il va à l'encontre de leurs habitudes ». Me voilà donc déjà convoqué par la commandante… Je lui rappelle que ma responsabilité est

engagée vis-à-vis des retenus, et que, pour moi, une clef à une valeur plus importante que son simple poids en acier. Et si elle ouvrait le dernier refuge accessible au retenu pour ne pas dormir dehors ? Malgré mon argumentaire, nous ne tomberons jamais d'accord, et elle m'ordonne de me conformer aux usages en vigueur. Point.

*

Travailler à la PAF, c'est saisir beaucoup des contradictions de la politique migratoire française. Et, par là même, des injonctions ubuesques délivrées à la police.

Un matin, une brigade m'achemine un ressortissant sénégalais, M. Touré, ainsi qu'un Pakistanais. En les voyant, je marque un temps d'arrêt. Tous deux paraissent sexagénaires. En l'absence de documents officiels, l'âge des retenus demeure toujours une énigme. Une chose est sûre : on semble toujours plus âgé après avoir traversé le Sahara à pied et la Méditerranée en boat people. N'en déplaise – une fois de plus – à mes supérieurs, j'ai beaucoup de respect pour ces parcours cabossés. De l'empathie, même, pour ces vieux hommes fatigués.

De ce fait, je mène la fouille en deux temps. D'abord, je leur présente un carton vide pour qu'ils déposent eux-mêmes leurs affaires. Ce n'est que dans un deuxième temps que je procède à une vérification, la plus pudique et la moins humiliante possible. Dans son baluchon, M. Touré dispose d'un spray de liquide lave-vitres, de chiffons secs et de raclettes de différentes tailles. Le second, vêtu de haillons, étale un arsenal de couteaux à enduit de peintre en bâtiment…

En revanche, l'attitude de mes collègues face aux deux hommes m'énerve. Ils sont froids et très directifs. Pour ironiser, parce que je ne peux m'en empêcher devant pareil spectacle, je chambre un équipier en lui disant que grâce à sa promptitude, la société serait désormais plus sûre. La mine résignée, un peu penaud, il me fait cette confidence aussi triste qu'éloquente : « C'est plus facile d'appréhender des pères de famille le matin près d'une gare. Ceux-là ne se rebellent pas, ils obtempèrent. Pour eux, l'enjeu, c'est de faire bouffer leur famille. Nous, du coup, on a aussi une journée light. On rentre au poste à 10 heures, on les place en retenue, on diligente la procédure. Et vers 17 heures maxi, on les amène en rétention. Ainsi, la journée passe vite, et on est occupés tout l'après-midi et ça évite d'être mobilisé dans la cité du coin pour se

confronter à des mecs plus dangereux. Tu sais, me confie-t-il encore, l'air las, moi, j'ai donné à la boîte, j'ai morflé, et aujourd'hui j'ai compris. »

Mon sarcasme venait de me faire comprendre une chose : deux mondes en extrême difficulté se rencontraient chaque jour sur le terrain. Celui des migrants, et celui de mes collègues usés jusqu'à la moelle par un métier harassant et ingrat.

Un matin, nous sommes mis en alerte. Ordre a été donné par la justice d'expulser dans l'après-midi M. Touré. Pour ne pas risquer une tentative de suicide ou une quelconque rébellion, la direction décide généralement de ne pas communiquer en amont la date et l'horaire de son éloignement. Un dispositif d'une dizaine de personnes est donc réquisitionné pour l'encercler le jour J, et le ceinturer si nécessaire. Personnellement, je trouve ces moments si durs que je m'arrange pour rester à la fouille. Voir autant de moyens déployés pour reconduire ce seul homme me consterne. Grâce à la Cimade, qui formera un recours *in extremis*, M. Touré sera finalement libéré, ainsi qu'un ouvrier du bâtiment de nationalité turque.

Au moment de lui restituer ses affaires, je ne peux m'empêcher de le féliciter chaleureusement. Ensuite, nous effectuons quelques pas sur le parking et nous discutons. M. Touré est doté d'un flegme extraordinaire. Stoïque, il m'assure n'éprouver aucune rancœur à l'encontre de la police. En me saluant une dernière fois, il murmure ces quelques mots, dans un français approximatif : « Monsieur, j'ai discuté avec les autres Africains. Vous n'êtes pas comme eux. Vous êtes gentil. Ça n'est pas votre place là-dedans. »

*

Les jours suivants, je suis ébranlé. Par sa simplicité, M. Touré a instillé le doute dans mon esprit. Je ne suis pas à ma place au centre de rétention. J'apprendrai en outre que le brigadier en charge du service de greffe m'a qualifié de « connard de service » en raison de ma bienveillance à l'égard de M. Touré. Venant de lui, je reçois le propos comme un compliment ! Désormais, je vais au travail à reculons, et un spleen abyssal m'envahit.

Vient le tour d'un jeune Algérien. Son expulsion est prévue en fin de matinée. Appelé en urgence à l'infirmerie, je découvre qu'il a réussi à dissimuler et à avaler des lames de rasoir pour obtenir un sursis. Au fur et à mesure qu'il tousse, et qu'il crache du sang, je me décompose, tétanisé par la peur.

Mais l'infirmière en chef, elle, est d'un calme communicatif. Elle m'indique ses bras, marqués de dizaines de cicatrices, ce qui montre que le jeune homme est coutumier du fait. Une fois de plus, il échappe à l'expulsion.

La schizophrénie entre cette scène d'une violence inouïe et la venue d'inspecteurs européens la semaine suivante va précipiter mon départ.
Avisés de la venue des huiles, nous recevons la consigne de mettre le CRA au cordeau. Dans l'urgence, des travaux sont commandés pour embellir la zone des familles, les conteneurs infestés de rats sont éloignés, et la visite est scénarisée au millimètre. Pareille hypocrisie me donne la nausée. Alors que tant de misère avoisine la capitale du pays des droits de l'homme, nous sommes là, au garde-à-vous, à nous réjouir du satisfecit artificiel délivré par les inspecteurs. La messe est dite, j'annonce à mes officiers mon désir de quitter le service rapidement. Au passage, je prends soin de dénoncer une nouvelle fois le racisme ambiant. Mais avec la constance qui est la sienne, la hiérarchie policière me renvoie une fois de plus le boomerang en pleine face. Pour elle, mieux vaut verser dans la chasse à l'homme que d'interroger les maux systémiques de l'institution. Après mes turpitudes à la DRPP, je suis une nouvelle fois désigné comme le paria. Je n'ai plus aucune confiance en la police.

*

La nouveauté, c'est que je n'ai plus peur. Même si l'IGPN fait planer sur moi la menace d'une sanction disciplinaire, je suis déterminé à tout dire pour que les Français ouvrent les yeux sur les conditions de travail de ceux qui les protègent. Tel un lanceur d'alerte, je veux décrire ce qui se passe à huis clos, entre les murs. Et je sais, pour continuer d'entretenir des relations avec de nombreux collègues, que mon indignation est largement partagée dans la profession. Pris entre le marteau (la pression hiérarchique) et l'enclume (les risques physiques et la véhémence d'une partie de la population), la souffrance éprouvée sur le terrain est très vive. Chaque fois qu'un policier se donne la mort, je ressens une colère sourde[2]. Les pouvoirs publics semblent inertes. Ma rage est ingouvernable.

Le 8 octobre 2016, un drame marque un tournant pour la profession. En surveillance à un carrefour de Viry-Châtillon (Essonne), des policiers sont agressés à coups de barre de fer, ploient sous les jets de pierres et sont brûlés par l'explosion de plusieurs cocktails Molotov. Selon l'enquête, qui s'est achevée il y a quelques semaines à peine, le guet-apens est le fait d'individus liés au trafic de

stupéfiants de la cité voisine de la Grande-Borne. Un lynchage gratuit et insupportable qui met des dizaines de policiers dans la rue, fait quasiment inédit dans l'histoire de la police française.

La soupape saute, et le besoin de se faire entendre est éruptif pour ces femmes et ces hommes auxquels l'institution oppose un droit de réserve des plus stricts. Je participe à ces rassemblements, qui marquent mon entrée officielle en résistance, bravant les interdictions et les menaces du ministère de l'Intérieur. Afin de nuire le moins possible à la qualité du service, et ainsi susciter l'adhésion de la population, nous manifestons parfois la nuit, ce qui n'est pas de tout repos. Des collègues enchaînent leurs vacations dès potron-minet. C'est le prix à payer pour se faire entendre.

Très vite, le mouvement de contestation essuie diverses tentatives de récupération. Heureusement, un noyau dur, dont je fais partie, veille à écarter toute forme de prédation. Le policier et ex-boxeur Robert Paturel, ainsi que l'avocat proche des milieux policiers, Laurent-Franck Liénard, en première ligne devant les caméras, sont contraints à la démission. Autre objectif prioritaire : l'éloignement du militant frontiste Rodolphe Schwartz, érigé en faux porte-parole, et qui fragilise le mouvement à l'heure où la priorité est de prendre langue avec les autorités pour exposer un cahier de doléances. Écarter les récupérateurs est d'autant plus important qu'une visite ministérielle est rapidement organisée à Créteil. La presse vend d'ailleurs ce déplacement de Bernard Cazeneuve comme une médiation.

Mais, à notre stupeur, le futur Premier ministre ne s'entretient qu'avec deux illustres inconnus, un officier et un gardien de la paix, qui négocient en notre nom. Furieux, nous décidons d'intensifier la protestation. C'est alors qu'une proposition m'est faite, en off, d'incarner les policiers en colère. Mes collègues estiment que j'ai la stature et la gouaille nécessaires, et que mon passé à un poste sensible à la DRPP me confère une belle légitimité.

Évidemment, je suis honoré. Toutefois, ma réflexion sera de courte durée. L'infiltration du mouvement par l'extrême droite me laisse penser que c'est une mauvaise idée et je préfère me désister. Je participe cependant à une émission grand public, visage flouté et voix déformée. Problème : le dispositif technique d'anonymisation est insuffisant, ce qui permet à quelques collègues du Mesnil-Amelot de m'identifier sans le moindre doute…

Très charitables, certains me dénoncent *illico*. Alors que je vis mes dernières heures au CRA, j'apprends qu'une flic est allée dire qu'elle reconnaissait à

l'écran l'écharpe avec laquelle je me rends au travail. Qu'est-ce qu'on ne ferait pas par flagornerie pour ses chefs ! J'espère au moins qu'elle en a tiré quelque avantage… Une proche m'avertit que, en outre, ordre a été passé de me surveiller et de relever mes moindres faits et gestes. S'ils croient qu'ils me feront taire ainsi, ils se trompent. L'ardeur avec laquelle ils tentent de maintenir le couvercle sur l'institution achève de me convaincre que ma démarche est noble.

Pour enfoncer le clou, je surenchéris aux propos ignobles d'un syndicaliste qui ne s'indigne pas de l'emploi, par des policiers, du terme « bamboula » à l'égard de jeunes Noirs. Cette saillie désastreuse est prononcée dans l'émission « C dans l'air », quelques jours après l'« affaire Théo » (du nom de cet habitant d'Aulnay-sous-Bois grièvement blessé lors d'une interpellation au cours de laquelle un policier était accusé de lui avoir introduit une matraque dans l'anus).

Par solidarité envers les résidents de ces quartiers, dont je suis issu moi aussi, je me proclame « flic et bamboula » dans l'émission « Quotidien » sur TMC. Antenne que j'utilise également pour dénoncer le partage, sur la boîte mail réservée aux chefs du CRA, d'un texte intitulé « L'islam est le cancer de l'Europe, les musulmans sont ses métastases[3] ».

Évidemment, la commandante qui dirige le centre voit rouge. J'attendais pourtant plus de profondeur de la part d'une femme qui a exercé durant plusieurs années des fonctions hiérarchiques dans une ville de la banlieue parisienne, elle aussi confrontée à l'épineux rapport police/population. Elle aura beau dire que je suis un irascible, rien n'excuse le laxisme dont elle a fait preuve.

La direction de la police, elle, joue sa partition habituelle : parasiter le message en délivrant aux journalistes une description apocalyptique de ma personne. Quant à l'IGPN, elle élargit encore l'assiette de ses poursuites. Outre le port illégal de mon arme de service la nuit des attentats du 13 novembre, on me reproche désormais plusieurs entorses au devoir de réserve.

Mais je suis prêt à faire face, et à assumer, droit dans mes bottes. Respecter le règlement intérieur n'a aucun sens lorsque la cause défendue est juste. À ma grande tristesse, je note néanmoins l'attitude partiale de l'IGPN, qui a scindé la procédure liée aux rassemblements post-Viry-Châtillon. À la différence de Guillaume Lebeau, devenu depuis l'un des leaders officiels de la « Mobilisation des policiers en colère », je ne bénéficie pas d'un abandon des charges « au regard de la période particulière lors de laquelle ont eu lieu les manquements[4] ». À mon égard, nul pardon.

*

En août 2017, de nouveau astreint à domicile, je décide de me syndiquer. Pour cela, j'opte pour une jeune structure, Vigi[5], qui n'a peut-être pas les codes du syndicalisme traditionnel, mais qui sanctuarise l'idée d'une expression libre. Jugé « caricatural » avec pas mal de condescendance par certains médias, Vigi est animé par de jeunes fonctionnaires désireux de rendre l'institution policière plus transparente et démocratique. L'un de ses dirigeants, Alexandre Langlois, rencontré il y a dix ans à la section de renseignements de Roissy, m'a fait confiance pour représenter la maison. Je l'en remercie chaleureusement.

Je voudrais achever ce livre en disant que je suis toujours, à quarante-trois ans, aux prises avec les maux de ma jeunesse. Vingt ans ont passé, mais je suis plus que jamais l'enfant de Goussainville, qui rêvait de servir une République juste, mais qui n'a pu s'affranchir de ses origines sociales ni de sa couleur de peau. En me confrontant à l'islam radical d'aussi près, autant par sacrifice que par devoir, j'aurais pu tomber sous les balles du jihad, tel Ahmed Merabet, ce collègue au courage admirable qui, pourtant, n'aura pas les honneurs d'un seul membre du gouvernement lors de ses funérailles.

Cette blessure symbolique est aussi la mienne. Elle illustre la fracture entre deux mondes, où ceux qui comptent méprisent ceux qui ne comptent pas. C'est ce cynisme sans limites et l'absurdité qu'il porte qui rongent notre société aujourd'hui. En ceci, je me sens totalement solidaire du combat des Gilets jaunes, que j'ai défendu dès que j'en ai eu l'occasion sur les plateaux de télévision. J'espère, par mon témoignage sincère, concourir à l'avènement d'une police plus égalitaire, et donc profitable à tous.

1. À l'origine acronyme de Comité inter-mouvements auprès des évacués, la Cimade est une association loi de 1901 de solidarité active et de soutien politique aux migrants, aux réfugiés et aux déplacés, aux demandeurs d'asile et aux étrangers en situation irrégulière.

2. Entre 40 et 50 policiers se suicident par an depuis dix ans : Caroline Piquet, « Suicides chez les forces de l'ordre, la crainte d'une nouvelle année noire », *Le Figaro*, 30 mai 2018.

3. Maryline Baumard et Julia Pascual, « Centre de rétention du Mesnil-Amelot : un policier lanceur d'alerte mis au ban », *Le Monde*, 7 janvier 2017.

4. « Pas de sanction de l'IGPN pour le Réunionnais, porte-parole des policiers en colère », France Info, 12 août 2017.

5. Benoist Fechner et Claire Hache, « Vigi, le syndicat policier qui veut se payer Collomb », *L'Express*, 19 août 2018.

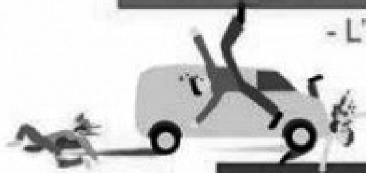
Annexes

Bon pour faire du Napalm, il faut mélanger l'acétone (ou essence (solvant organique)) avec de la frigolite, elle va se dissoudre et former une patte visqueuse qui brule pendant 5 minutes.
Pour l'éxplosif vous mélanger 75 % de KNO_3, 15 % de Souffre et 15 % de Carbonne (charbon) çà va faire de la poudre noir.
Sinon Flashpowder = 50 % KNO_3, 30 % Al et 20 % S
Ou encore plus puissant = 70 % $KClO_4$ + 30 % Al
Vous metter le napalm dans un côté et de l'autre côté du récipient la poudre et encore à côté un déodorant, çà va créer une bombe aéro-incendiaire de ce style là :
http://www.youtube.com/watch?v=GIDJfbS cvo

Est-il permis d'attaquer les mécréants ?

malgré le risque de tuer des musulmans qui vivent en terre de guerre

- L'avis des 4 grande écoles de l'Islam -



ÉCOLE CHAFI3I

« Si l'ennemi se retranche derrière une montagne,
dans un bastion, dans un fossé ou dans n'importe quoi d'autre,
il n'y a pas de mal à les pilonner,
à lancer sur eux du feu, des scorpions et des serpents,
même si parmi eux se trouvent des musulmans,
et même s'il y a avec eux leur enfants et leur femmes. ! »

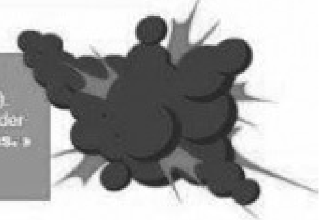
L'Imam ach-Chafi3i ("Al Oumm" tome 4 p257)



ÉCOLE HANAFITE

« Les musulmans peuvent brûler les bastions des polythéistes avec le feu,
Ils peuvent les inonder, les bombarder, les priver d'eau et aussi empoisonner
Leurs cultures et leur eau, même si leurs enfants sont avec eux,
Et même s'il y a des musulmans parmi eux ! »

As-Sarkhassi – Imam Hanafite.



ÉCOLE MALEKITE

« L'ennemi doit être combattu par tout moyen,
avec le feu si on ne trouve rien d'autre et on a peur d'eux (des mécréants).
Mais si l'on en a pas peur, il n'y a aucun désaccord sur le fait de les bombarder
et de démolir leur citadelles **même s'il y avait des musulmans dedans. »**

Ibn Farhoun – Imam Malékite



ÉCOLE HANBALITE

« Si l'ennemi peut être combattu par d'autres moyens que le feu, on n'a pas à l'utiliser.
Mais si l'on n'est pas arrivé à le vaincre et que l'on a décidé de l'attaquer,
il est permis d'utiliser le feu contre lui,
Même si leur femmes et leurs enfants sont avec eux,
et **même s'il y a quelques musulmans ave eux ! »**

L'Imam ibn Qudama – Hanbalite (« Al moghni » tome 9 p230)

Remerciements de Noam Anouar

À mes parents, qui m'ont transmis l'amour de leur pays d'accueil. À tous mes enseignants, pour m'avoir inculqué avec passion la culture française. Aux docteurs Tomkiewicz, Abdaim, Bakkouch et Andriantafika, qui ont soigné mes enfants et m'ont soutenu dans les moments douloureux. À Azzeddine Ahmed-Chaouch, qui m'a éveillé à l'idée d'un livre. À Alexandre Langlois, camarade de Vigi, dans l'épreuve qu'il traverse actuellement. À mon ami et avocat Daoud Achour. Au commandant Pierre Biancamaria, qui m'a enseigné les métiers du renseignement. Un grand merci, enfin, au commissaire Guillaume Ryckewaert, qui fut mon supérieur à la DRPP, et qui a accepté de préfacer cet ouvrage. À tous les militants Gilets jaunes à qui je voue une grande admiration pour la détermination et la pugnacité dont ils font preuve pour changer les choses. Et, enfin, à Sabrina, Joar, Nour et Haron.

Remerciements de Willy Le Devin

À Léa, pour chaque moment passé et la relecture aiguisée. À mes parents et Gini pour l'écriture estivale sous le cerisier. À Marion, pour les chapitres récités au bar. À Chloé, Julie, Grégoire, Emmanuel, Pierre, Renaud et Ismaël, les guérillero.a.s du service police/justice de *Libération*, qui ont durement ferraillé en mon absence.

Table

Préface par Guillaume Ryckewaert, commissaire de police
Prologue par Willy Le Devin

1. Cette nuit de novembre où tout a basculé
2. Des hauteurs de Tlemcen aux barres de Goussainville
3. Policier musulman et donc suspect
4. Dans le tourbillon des RG 93
5. Ces sources qui m'ont permis d'infiltrer le salafisme
6. Ces imams que j'ai protégés ou… surveillés
7. Ces terroristes que j'ai approchés
8. Cette guerre fratricide entre services
9. Cet islam de France en proie aux puissances étrangères et à leurs services secrets

Épilogue
Annexes
Remerciements de Noam Anouar
Remerciements de Willy Le Devin